Vol. 7 • No. 11 • Du 25 Septembre au 1er Octobre 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

DIALOGUE OU MOBILISATION? OÙ EST LA SOLUTION ?

Voir page 5

Pour les organisations populaires et progressistes, c'est bien compté mal calculé, le flambeau de mobilisation s'allume beaucoup plus pour exiger le départ inconditionnel du régime dirigé par Martelly-Lamothe

DES FEMMES CAUTIONNENT LES CRIMES DE L'ONU EN HAÏTI !



Voir page 5

Une quarantaine de femmes, dirigeantes de partis politiques, d'organisations de la société civile, fonctionnaires du pouvoir tètkale ont participé dans la soirée du vendredi 20 septembre 2013 à un diner de bienvenue en honneur de la nouvelle représentante du Secrétaire général de l'ONU et des forces d'occupation de la MINUSTAH, Mme Sandra Honoré.

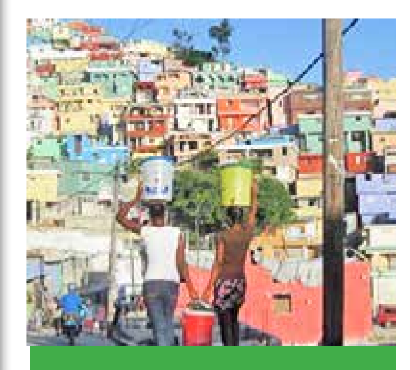


Mobilizasyon pou komemore koudeta kriminèl 29-30 Septanm 91 lan

Page 6

English

Page 9



« Jalousie en couleurs » ou en douleur ?

Page 8



Interview intégrale de Bashar al-Assad avec Fox News !

Page 10



Appel pour une Assemblée Internationale des Peuples contre les banques et contre l'austérité

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Un grand tournant avec le forum des organisations populaires !

Par Berthony Dupont

Aucune ambiguïté, aucune équivoque, aucun doute n'est plus possible. Toutefois, on ne saurait cacher qu'une profonde inquiétude et malaise politique agitent totalement l'opinion haïtienne. Sauf les naïfs, les opportunistes et les traîtres peuvent penser ou agir autrement face à ce groupe de mercenaires en mission commandée à la solde de l'impérialisme international.

Notre pays, désormais plaque tournante des narcotrafiquants et enjeu d'intérêts divers pour les puissances exploiteuses ne cesse de se détériorer. Comme dans toute évolution sociale même la plus négative, elle produit son contraire, c'est ainsi, que les masses populaires haïtiennes qui luttent pour un avenir meilleur pour arracher leur droit à l'autodétermination se réveilleront dans les jours qui viennent pour finalement relever positivement ce grand défi. Il s'agira d'adresser un appel responsable et de préparer un grand forum pour infléchir la politique impériale dans le pays afin de déboucher sur des solutions qui, non seulement ne ramèneraient point la lutte en arrière, mais pour sûr l'impulseraient vers l'avant.

Les tares les plus criantes de ce régime sont: l'incurie des cadres politiques, la corruption, la gabegie des fonctionnaires et des magistrats, les détournements de fonds publics, les injustices intolérables. Les dernières en date sont : l'assassinat du juge d'instruction Jean Serge Joseph et les attaques par le «juge zafra» Lamarre Bélizaire contre non seulement des avocats progressistes, mais contre la presse telle que manifestée envers la Radio Kiskeya et plus précisément envers la journaliste Liliane Piere-Paul. Dangereuses dérives contre lesquelles s'élève énergiquement le journal. Ne sont-ce pas des preuves plus que suffisantes pour étayer le retour de façon dangereuse à la dictature ?

L'on trouve dans tout ce qui précède autant de bonnes raisons pour rassembler les forces populaires en vue de mener la libération nationale et sociale du pays à bon port. Une lueur d'espoir s'est mise à briller avec la grande mobilisation de masse en vue.

Il est temps que des solutions politiques se dégagent pour ne pas retarder l'avancement de la lutte du peuple haïtien qui ne fait que progresser à travers cette lueur d'espoir retrouvée dans ce forum populaire annoncé et les manifestations le renforçant. Cette lueur d'espoir, c'est le mouvement populaire dans son ensemble qui se rassemble, ces militants de base populaire politiquement conscients et formés qui se rassemblent. Ce mouvement populaire sans doute est la grande chance offerte une fois de plus à Haiti pour reconfigurer le profil de son avenir de peuple.

Chaque militant et chaque militante populaire où qu'ils se trouvent, doivent considérer qu'ils sont de vrais soldats au front de ligne pour la libération du pays, quant à cette riposte massive aux ennemis du peuple haïtien.

Ce rassemblement populaire qui aura lieu le dimanche 29 septembre au Fany Villa, à Babiole, Turgeau est supposé définitivement prêt pour charrier suffisamment de cohérence et de cohésion capables de faire avancer la lutte à la fois contre l'exclusivisme et le sectarisme de sorte que ne s'affaiblisse la capacité du mouvement populaire à dégager une alternative claire, unie pour décapiter le régime Martelly Lamothe et obtenir la désoccupation totale du pays. Les manifestations qui seront organisées à Port-au-Prince, aux Cayes, au Gonaïves, Cap-Haïtien et tant d'autres villes du pays ajoutées à celles en diaspora vont devoir exprimer la nécessité de se débarrasser de ce régime pourri et corrompu jusqu'à la moelle.

Ce dimanche 29 et le lundi 30 septembre juste à l'appel des clairons sonnant l'alerte se mêlera le roulement des tambours invitant la population à se mettre debout comme un seul homme contre les vendeurs de patrie et contre les assassins de la démocratie en vue d'une mobilisation générale de tout le peuple haïtien dans sa lutte contre l'agression impérialiste et la reconquête coloniale du pays.

Pour mieux saisir la signification de cette mobilisation populaire qui est d'une extrême importance pour le pays en général et le peuple en particulier, il importe de souligner que nous ne pouvons pas rester indifférents sans combattre ce régime qui nous est hostile et qui appuie la recolonisation du pays.

C'est dans ce climat de lutte et d'effort national tout entier dirigé vers les objectifs d'indépendance, de reconstruction du pays, de l'édification d'une société en dehors de toute exploitation, et pour le resserrement de l'unité nationale, que se consommera l'évènement historique et politique à venir les 29-30 septembre 2013.

Lettre de plainte de Josué Mérilien contre le Ministre Vanneur PIERRE



Josué Mérilien



Vanneur PIERRE



Ralph THEANO

Me. Francisco René
Commissaire du Gouvernement
Près le Tribunal de Première Instance
de Port-au-Prince
En ses bureaux.-

Le Citoyen Josué Mérilien, Coordonnateur Général de l'UNNOH, demeurant et domicilié à Port-au-Prince, identifié au No : 003-379-747-4, ayant pour avocats Mes. Mario JOSEPH et Newton Louis ST JUSTE, du Barreau de Port-au-Prince, identifié et patenté aux numéros : 003-574-610-6, avec élection de domicile au BAI (Bureau des Avocats Internationaux) sis au # 3, 2ème Impasse Lavaud **s'empresse de vous exposer ce qui suit :**

Au cours de l'année de l'année académique 2012/2013 environ TROIS CENTS MILLIONS de GOURDES (300,000,000.00 Gdes) ont été mobilisés pour l'acquisition de matériels scolaires. Parmi les dépenses effectuées par le Ministre Vanneur PIERRE, le dénonciateur attire l'attention du Parquet sur les chèques Nos : 12287 et 12288 émis en date du 9 janvier 2013 pour le paiement de la livraison de 1053 bancs dans divers lycées et écoles nationales et 500 chaises avec accoudoir, 50 sets professeurs et 1500 kits élèves.

Suite à une enquête réalisée par l'UNNOH, ces matériels et kits scolaires ont été livrés sur ordre du ministre Vanneur à des personnes et des endroits n'ayant aucun rapport avec l'éducation.

A titre d'exemple, en date du 28 septembre 2012 le Ministre Ralph THEANO a reçu dans son bureau, sur ordre du Ministre Vanneur PIERRE, 500 kits scolaires destinés aux lycées et écoles nationales du pays alors qu'il n'est ni directeur d'école inscrit au programme PSUGO, ni professeur.

Il s'agit, Honorable Magistrat d'actes de détournement, de corruption et d'association de malfaiteurs, faits prévus et punis par les articles 136, 137 et 224 à 227 du code pénal. .

Ce pourquoi, le dénonciateur, requiert qu'il vous plaise de mettre l'action publique en mouvement contre Vanneur PIERRE, Ralph THEANO et leurs complices conformément aux dispositions du Code Pénal sus-mentionnées.

Salutations distinguées.

Josué Mérilien
Dénonciateur
Port-au-Prince, le 13 septembre 2013

Rencontre à Haïti Liberté avec un représentant de l'ambassade vénézuélienne et le Sénateur Moïse Jean-Charles

Par Kim Ives

Le dimanche 22 septembre, Marcos Garcia, un représentant spécial de l'ambassade du Venezuela à Washington, DC, était venu au bureau d'Haïti Liberté à Brooklyn pour dialoguer avec la communauté haïtienne sur le thème des relations entre le Venezuela et Haïti. Après avoir projeté un film vénézuélien, «Tambours De Agua, Un Encuentro Ancestral» (Tambours de l'eau, une rencontre ancestrale) par Clarissa Duque, sur la façon dont une tradition musicale au Venezuela peut retracer ses origines à l'Afrique, M. Garcia a parlé de la situation politique au Venezuela et en Amérique latine aujourd'hui et comment le gouvernement vénézuélien veut établir avec la communauté haïtienne, et d'autres communautés latino-américains, des liens de solidarité. Plusieurs membres de l'auditoire ont demandé pourquoi le gouvernement bolivarien révolutionnaire du Venezuela continue à permettre au gouvernement réactionnaire du Président Michel Martelly de dilapider l'argent que fournit Venezuela à Haïti par le biais du fonds de Petrocaribe, financé par le paiement différé des ventes de pétrole du Venezuela en Haïti, 40% de cette dette ne vont être payés qu'après 25 ans. M. Garcia a expliqué que le Venezuela a établi l'accord Petrocaribe avec Haïti sous la présidence de René Préval et traite avec les nations sur une base État à État, et qu'il ne peut pas interférer dans les affaires politiques internes des bénéficiaires de PetroCaribe.

« *Vous, peuple haïtien, vous devez trouver un moyen de surmonter les situations politiques auxquelles vous êtes confrontés* », a déclaré Garcia. « *Nous ne sommes pas ici pour vous dire quoi faire, mais d'écouter et de construire la solidarité.* »



M. Marcos Garcia, le représentant spécial du l'ambassade vénézuélienne à Washington



Le sénateur Moïse Jean-Charles, de passage à New York

Après la présentation du diplomate vénézuélien, le sénateur Moïse Jean-Charles, qui était de passage à New York sur le chemin du retour en Haïti et venant de Washington, DC, a parlé de la situation politique en Haïti ainsi que de son voyage la semaine dernière à Washington, où lui et d'autres sénateurs haïtiens ont rencontrés avec le Congressional Black Caucus, le Département d'Etat américain, et autres fonctionnaires.

« *En Janvier, nous allons entrer dans un carrefour où nous ne savons pas ce qui va arriver* », a déclaré le sénateur Moïse. « *Le président a une folie dans la tête. La folie, c'est quoi? Il veut gouverner par lui-même seul, soit pour se complaire ou pour vaincre Moïse. Écoutez cette folie du président. C'est quelque chose de terrible. Le sénateur Desras parlait avec le président, et il lui a déclaré que, si Moïse ne démissionne pas, je vais dissoudre le parlement. C'est de la folie!* »

Moïse a expliqué que parmi les raisons pour lesquelles Martelly, le Premier Ministre Laurent Lamothe, et certains acteurs internationaux, veulent dissoudre le Parlement, c'est parce que le Sénat a adopté une résolution appelant à la MINUSTAH de quitter Haïti en mai 2014 au plus tard et parce que les sénateurs ont bloqué la distribution des licences d'exploitation des entreprises minières étrangères explorant les vastes réserves d'or d'Haïti. Le sénateur a également expliqué comment Martelly et Lamothe mettent en place des sociétés écrans haïtiens pour prendre des licences minières, puis faire des affaires lucratives avec des étrangers.

L'assistance a posé au sénateur de nombreuses questions, ce qui a fait de cette soirée une passionnante et instructive rencontre.

La pandémie choléra en constante récurrence en Haïti

Par Jackson Rateau

Le vibrion du choléra, transmuté promptement en agent d'une pandémie en expansion sur l'ensemble du territoire d'Haïti, s'éternise à contaminer et à exterminer les compatriotes haïtiens à travers les 10 départements géographiques du pays. La recrudescence de cette pandémie, très récurrente en milieux ruraux, est redoutable surtout durant les saisons pluvieuses. Nonobstant un soi-disant plan d'éradication sur lequel travaille le gouvernement craqué de Martelly/Lamothe, le choléra perdure malgré tout à abattre la population haïtienne.

Les dernières données rendues publiques la semaine dernière par la Direction Haïtienne de l'Epidémiologie de Laboratoire et de Recherche, ont affiché des chiffres ahurissants : 5306 décès institutionnels, 2964 décès communautaires, soit un total de 8270 décès. Aussi, la direction fait état de 35 mille décès de la pandémie de Janvier 2013 à Septembre 2013. Des données vraiment questionnables et même fausses, si l'on peut dire, compte tenu du fait que la majorité des victimes du choléra provient des localités éloignées et enclavées de l'arrière pays. Ainsi négligées par l'état central, tel un état de fait, la grande majorité des victimes ne parvient pas à être admise à temps soit dans un centre hospitalier ou un Centre de Traitement de Choléra (CTC). Ces informations de mortalité, ne pouvant pas être vérifiées soit par la presse soit par les autorités concernées, ne peuvent pas être des éléments incluant des données statistiques de choléra en publication. On se demande aussi, où était cette direction quand des travaux pertinents et exhaustifs de recherche ont été effectués par des centres de recherches et des scientistes internationaux, lesquels ont publié des résultats congrus, perspicaces et convaincants, responsabilisant clairement la mission d'occupation du pays, la MINUSTAH, dans le processus de la contagion de l'épidémie en Haïti.

Dans la Grande Anse, ce vulnérable département se trouve actuellement ravagé par le choléra. Seulement au cours de ces trois dernières semaines du mois de Septembre, on a dénombré au moins 20 décès plus particulièrement dans les communes de Moron et d'Abricot. A remarquer que ce chiffre (20 décès) n'inclut pas le dernier résultat de l'épidémiologiste Rock Magloire, responsable de la Direction Haïtienne de l'Epidémiologie de Laboratoire et de Recherche.

Autre que la Grande Anse, les départements de l'Artibonite et du Plateau Central sont comptés parmi ceux des plus vulnérables en ce qui concerne cette épidémie. A Verrettes et à Saint Marc, département de l'Artibonite, des dizaines de compatriotes atteints du vibrion quotidiennement ont été fauchés ces 3 derniers mois, sans avoir eu le temps d'être admis à un centre hospitalier ou un CTC.

Selon le député de Saut-d'Eau, Romuald Smith, dans la localité de Montagne Terrible, 4e section communale de la dite commune, Département du Centre, les habitants sont quotidiennement infectés par le choléra.

Quoique tous les résultats issus des recherches scientifiques à travers le monde, déterminent positive la responsabilité de la MINUSTAH dans la transmission de la pandémie dans la population haïtienne, le secrétaire général de l'ONU, Bann Ki-Moon, persiste à nier la culpabilité de sa mission d'occupation et

Suite à la page (12)

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, le Tribunal au vœu de la loi, Maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaître ; pour le profit, accueille l'action de la demanderesse la dame Monel Jean Charles née MARTHURIN Judane vu que cette demande est juste et fondée ; admet le divorce des époux Monel Jean Charles l'épouse née MATHURIN Judane aux torts exclusifs de l'époux ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux ; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement ; dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet ; commet le sieur Jean Fruisner MONICE, Huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens, vu la qualité des parties.-

Rendu par nous, Emmanuel TATAILLE, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce de ce jour huit (8) Juillet deux mille treize (2013), en présence de Me. Erick PIERRE, sieur Christophe BONBON, Greffier du siège.-

Il est ordonné etc.
En foi de quoi, etc.

RozalésTristant, avocat

Haïti, vue de l'intérieur (3)
Les maires et leurs municipalités

Par Catherine Charlemagne

Cela n'a échappé à personne. L'affaire a fait le tour du pays, sinon du monde. Sur Internet, les réseaux sociaux haïtiens n'ont pas chômé. Dans les médias nationaux et locaux l'on ne parle que de ce « dossier chaud ». Il peut y avoir des révocations de haut fonctionnaires. Manifestations d'automobilistes. Mort d'homme. Bref, la vie sociopolitique haïtienne dans toute sa niaiserie. De quoi s'agit-il donc ? Une banalité. Juste quelques rues de la capitale haïtienne et l'une de ses banlieues, Pétion-Ville, dont les autorités concernées veulent modifier le sens de la circulation. Naturellement, vu de loin, tout le monde y va avec son petit commentaire sur ce qui ressemble à un jeu d'enfant.

S'agissant en effet de mettre quelques panneaux de signalisation à l'intersection de chaque rue en question et de faire passer un message dans les médias à l'intention des conducteurs, l'affaire est vite réglée. Personne ne peut imaginer que pour faire passer quelques rues en sens unique ou en double sens de circulation dans un pays il faille que les décideurs soient bardés de diplômes des plus grandes universités du monde. Ce d'autant plus que nous ne sommes ni à Mexico ni à Paris ni à Pékin, des capitales où aménager certaines artères pour fluidifier la circulation demande réellement une vraie compétence en la matière.

Et là encore, certains mettraient des bémols. Puisque à partir du moment où les autorités décident d'alterner, d'interdire ou de modifier le sens de telles ou telles rues en fonction de l'intérêt général, cela ne devrait en aucune façon se transformer en drame national comme l'on assiste ces jours-ci à Port-au-Prince et à Pétion-Ville. En fait, cela peut ressembler à une anecdote si on le sort du contexte haïtien d'aujourd'hui. Mais vu de l'intérieur de la gestion des choses publiques de ce pays qui, en vérité, n'existe pas en tant qu'entité fonctionnelle, il n'y a rien d'étonnant. Le spectacle offert par les autorités policières, municipales et gouvernementales, juste pour modifier la circulation dans quelques rues est symptomatique d'un manque cruel de personnel politique et administratif compétent dans ce pays.

Cela en dit long sur l'incapacité des femmes et des hommes chargés de la gestion publique haïtienne. La mauvaise gouvernance et l'incompétence ne concernent pas seulement le pouvoir central. En Haïti, certains ignorent que la première bonne gouvernance d'un territoire vient de ses dirigeants locaux. Or, tout le monde s'étonne que rien ne va plus au niveau des collectivités territoriales. L'étonnement est

Suite à la page (18)



Quant aux maires de Port-au-Prince, ils trouvent refuge dans la tour de la compagnie Digicel à Turgeau où les responsables de la compagnie, entre pitié et paternalisme, leur donnent tout un étage pour installer leurs bureaux et leurs collaborateurs

Petit Goave : Carte Blanche aux bandits


Le journaliste vedette Garry Pierre Paul Charles interviewant une femme

Par J. Fatal Piard

Gary Pierre Paul Charles et ses collaborateurs ont failli laisser leur peau vendredi matin à Petit-Goâve. Ils ont été attaqués par des éléments d'une bande armée qui défient les forces de l'ordre et pourrissent la vie des honnêtes gens dont le seul péché est de se retrouver sur la route nationale numéro 2 au mauvais moment.

Gary Pierre Paul Charles, P.D.G. et journaliste vedette de radio Scoop fm, a été attaqué avec quelques-uns de ses collaborateurs par des individus armés encagoulés sur la route nationale numéro 2, entre Petit- Goâve et Vialet, ce vendredi 13 septembre 2013.

« *A quelques mètres de Pont Barais où une barricade a été érigée, ces individus, armés de pistolet 9 millimètres, de revolver calibre 38, d'armes de fabrication artisanale, s'en sont pris à nous* », a confié Gary Pierre Paul Charles dont le véhicule blindé a essuyé des tirs en tentant de s'extirper de la file d'automobilistes.

«*Olson, le cameraman, a été blessé à la tête par les bandits qui ont menacé de l'abattre ainsi que Idson St-Fleur et Silné Flomat. Ces derniers étaient dans le pick-up de radio télé Scoop dont le pare-brise a été cassé* », a poursuivi Gary Pierre Paul Charles, ajoutant que ses collaborateurs, séquestrés par ces bandits, ont pu recouvrer la liberté grâce à l'intervention d'un médecin de la zone. « *Ce médecin connaissait ces bandits et il a sauvé la vie de mes collaborateurs* », a-t-il expliqué. Ces bandits, qui ne sont pas à leur coup d'essai, manifestaient pour exiger leur salaire. Ils ont été embauchés par Mme Sandra Timoléon, maire de Petit-Goâve, dans des travaux de profilage des berges de la rivière Barais, a révélé Gary Pierre Paul Charles, citant ce médecin et un ingénieur au courant de ce mouvement. «*Des hommes politiques sont surement derrière cette bande armée et ce n'est pas normal. Je tiens à souligner que lui et les autres victimes de ces bandits se sont retrouvés au mauvais endroit, au mauvais moment*», **a confirmé Gary Pierre Paul.** Le journaliste et son équipe se rendaient aux Cayes pour s'enquérir de l'arrestation de Evinx Daniel, un homme d' «affaires » allié direct et sûr du président Michel Martelly, arrêté et gardé à vue sur ordre de la justice dans une affaire de stupéfiants dans lequel il a admis avoir été impliqué.

A Petit-Goâve l'on est unanime à reconnaitre que le député Jacques Steven Timoléon entretient de bons rapports avec cette bande armée dont l'arsenal s'est considérablement garni. Avec quelle autorité des bandits illégaux pourraient s'arroger le plein droit de dépouiller en plein jour des Casques bleus, des policiers et des automobilistes détenteurs de permis de port d'armes à feu ? Le parlementaire têt kale, joint au téléphone par certains médias croyait pouvoir apporter

Suite à la page (16)

Un coup d'oeil sur Bainet

Par Jean Robert Panier

Présentation

Bainet, 2ème ville du département du Sud-Est et la 1ère circonscription de l'arrondissement de Bainet et Côtes de Fer. Fondé en 1698 sur une superficie de 480,80 km2, il fut élevé au rang de commune en 1817.

Sa population est d'environ 100.000 habitants et le centre urbain comprend environ 3000. La commune compte neuf sections communales et 335 habitations, elle est située à 86 km de Port-au-Prince, et y est reliée par la "Route de L'Amitié" via Ste Etienne. Elle joint également Jacmel, la vallée de Jacmel et les Côtes de Fer par la Route des Côtes de Fer.

Son relief est dominé par les montagnes ce qui lui donne un climat frais en amont et sec en aval. L'agriculture est plus prospère dans les zones fraîches. Malgré qu'elle dispose de nombreuses rivières et sources mais non utilisées, la production agricole est faible et une famine liée à la dégradation de l'environnement frappe la partie chaude. Géographiquement, Bainet est borné au Nord par les communes de Grand Goave et Petit Goave au Sud par la mer des Antilles, à l'Est par Jacmel et La Vallée, à l'ouest par Côtes de Fer et Aquin.

Ressources et moyens économiques

Les ressources économiques dont dépendent les Bainetiens sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat. Ainsi, l'image naturelle est d'une grande beauté. Trois sites historiques y sont connus: Blockhaus, Chenet, et Fort Carrier.

Les Forts Blockhaus et Chenet dominent les hauteurs de la 3eme section communale de la vallée de Bainet et de 2eme Trou-Mahot. Le Fort Carrier est à l'entrée de la ville, au bord de la rivière Petite Peine connue sous le nom de Soufo. Tous ces sites sont toujours inexploités et attendent de faire l'objet de visites organisées. Cependant, l'état physique du Bainet d'aujourd'hui ne fait pas honneur au Bainet d'autrefois, grenier du département du Sud-Est pour sa production caféière et autres denrées, pendant la période d'expansion économique de Jacmel des années 1848 à 1930. C'est aussi une très grande tristesse de constater la DISPARITION de l'élite économique de Bainet dont le départ se fait vers d'autres villes locales et étrangères.

Cet abandon est aussi constaté chez les agriculteurs des sections communales. Il y a moins de 50 ans, grâce au support du Révérend Père Jean Parisot, Bainet a connu la couverture végétale la plus importante du département. Malheureusement après sa mort aucun suivi n'a été fait et pour cela aujourd'hui on ne fait que constater les dérives.

Les efforts des citoyens face aux énormes problèmes

Un modeste assainissement s'opère dans la ville sous la direction d'un maçon, ainsi que la construction d'un lycée, les seuls progrès observés après 315 ans d'existence. Quelle déception!

Pendant ce temps on continue à compter les morts et blessés sur la dangereuse route Ste Etienne- Bainet qui traverse les localités de plus de 600,000 habitants, où travaillent en majorité de rudes agriculteurs. Ces citoyens ne ratent aucune occasion de répondre à leurs obligations fiscales, sans ignorer qu'ils représentent 36% des votants du département du Sud-Est. Visiblement en parcourant la route Ste Etienne - Bainet on ne

Suite à la page (19)


De gauche à droite : Xavier Petiote, Jean Robert Panier, Père Lexène Confident, curé de la paroisse St François Exavier 4ème haut Gandou ; Serge Francillon et Joseph Robert Lafaille

Des femmes cautionnent les crimes de l'ONU en Haïti !



Mirlande H. Manigat Secrétaire générale du Rasemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP)



Mme Maryse Narcisse, Coordonnatrice du comité exécutif de l'organisation politique Fanmi Lavalas



Mme Danielle St-Lot de l'organisation féminine, Femme en Démocratie



Mme Gladys Coupet, président de l'Association des Banques



Mme Yvanka Jolicoeur Agent municipal de la commune de Pétion-Ville



Mme Pamela White, ambassadrice des Etats-Unis en Haïti.

Par Thomas Péralte

L'épidémie de Choléra importée en Haïti par les soldats des forces d'occupation de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en octobre 2010 a déjà fait 8270 morts ainsi réparties: 5306 décès institutionnels et 2964 décès communautaires, selon les données disponibles de la Direction Epidémiologie, Laboratoire et Recherche au ministère haïtien de la Santé publique et de la population. De Janvier à Août 2013, plus de 312 personnes sont mortes et 35 mille autres sont infectées à travers le pays selon le dernier bulletin du bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA). Les responsables de ce Ministère ont observé également une résurgence sauvage dans plusieurs départements géographiques du pays, notamment : l'Artibonite, Centre, Grand'Anse, Nord-Ouest et l'Ouest. Dans le département de la Grand'Anse, sud-Ouest d'Haïti 20 cas de décès ont été enregistrés durant ces trois dernières semaines, surtout dans les communes de Jérémie, Moron et Abricot. Les responsables régionaux de la Santé publique de ce département appellent au secours des autorités centrales en vue de remédier à cette situation qui tend à se dégrader. A la 4e section communale de Saut-d 'eau, Centre du pays, particulièrement à Montagne terrible où le Choléra fait quotidiennement rage, le député de cette circonscription, Romual Smith appelle les autorités centrales à apporter en toute urgente leur aide aux victimes. A Plaisance du Nord des cas de Choléra ont été enregistrés dans plusieurs sections communales, ces derniers jours. L'agent municipal de cette commune, Anthony Josaphat presse les autorités du pouvoir central d'intervenir en toute urgence pour apporter secours aux victimes de Choléra.

En dépit de toutes les études menées par des experts Etasuniens et Français et la dernière en date a été conduite par l'Université Yale des Etats-Unis, les Nations Unies refusent toujours d reconnaitre publiquement leurs responsabilités dans cette tragédie et prendre des dispositions nécessaires suivant le paragraphe 55 de l'Accord de siège de Juillet 2004, signé entre le responsable d'alors de l'ONU en Haïti, Adama Guindo et le Premier ministre de facto, Gérard Latortue établissant la statue et les responsabilités de l'ONU relatif au droit privé.

Le gouvernement haïtien se fait complice de ce crime abominable en se faisant avocat de la MINUSTAH et refuse d'accompagner les victimes dans leur quête de la vérité, de justice et de réparation. Si, ces derniers temps, certaines autorités commencent par reconnaitre timidement la responsabilité morale de l'ONU dans l'introduction et la propagation de Choléra en Haïti, rien n'est encore fait pour forcer l'ONU à dédommager les victimes suivant les règlements de l'Organisation mondiale. Il est devenu plus que nécessaire pour que la Commission Permanente des Réclamations soit définitivement constituée pour rendre effectif les revendications justes et fondées des victimes de Choléra-MINUSTAH.

Par ailleurs une dépêche de HPN datée du samedi 21 septembre a fait savoir qu'une quarantaine de femmes, dirigeantes de partis politiques, d'organisations de la société civile, fonctionnaires du pouvoir tètkale ont participé dans la soirée du vendredi 20 septembre 2013 à un diner de bienvenue en honneur de la nouvelle représentante du Secrétaire général de l'ONU et de chef des forces d'occupation de la MINUSTAH, Mme Sandra Honoré. Il s'agit entre autres de Me. Mirlande H. Manigat, Secrétaire générale du Rasemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP) ; Mme Maryse Narcisse, Coordonnatrice du comité exécutif de l'organisation politique Fanmi Lavalas ; Mme Danielle St-Lot de l'organisation féminine, Femme en Démocratie ; Mme Gladys Coupet, président de l'Association des Banques ; Mme Yvanka Jolicoeur, Agent municipal de la commune de Pétion-Ville ; Mme Pamela White, ambassadrice des Etats-Unis en Haïti.

Certains pensent que la participation de femmes haïtiennes à une cérémonie de ce genre pour souhaiter la bienvenue à une femme qui assume la responsabilité d'une forte occupation qui tue, viole et d'être accusée de violation systématique des droits humains en Haïti est un acte antipatriotique. Elles ont en outre cautionné les actes criminels commis par les soldats des forces onusiennes, la MINUSTAH tels : l'introduction et la propagation de l'épidémie de Choléra en Haïti, le viol commis sur des jeunes deux sexes et les massacres dans des quartiers populeux. Il est inconcevable de constater la participation de certaines femmes politiques qui vise à continuer de légitimer la présence des forces de l'ONU sur la terre de Dessalines après tant de torts et de crimes abominables commis par ces forces sur la population la plus pauvre du monde.

D'autres estiment que le dossier de dédommagement des victimes de Choléra et le départ des forces de l'ONU seront soulevé par les autorités haïtiennes à la 68e Assemblée générale de l'ONU qui se déroule du 23 septembre au 4 octobre 2013 au siège de cette Organisation à New-York.

Le jeudi 26 septembre prochain, la communauté haïtienne des Etats-Unis organise une manifestation à New-York par devant le siège de l'ONU pour la forcer à reconnaitre ses responsabilités dans l'introduction et la propagation de Choléra en Haïti, exiger justice et réparation pour toutes victimes de la barbarie des soldats de la MINUSTAH en Haïti. De 9 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, la diaspora haïtienne se mobilise activement contre la présence des forces de l'ONU en Haïti qui violent systématiquement les droits des Haïtiens, ce pour la forcer à dédommager toutes les victimes de Choléra. Cette initiative a été prise par le Collectif de Solidarité en faveur des Victimes du Choléra en Haïti, dirigé par des compatriotes tels : Dr. Figaro Jean Paul et Junia Barreau. Tous les Haïtiens vivants dans la diaspora haïtienne sont invités à y participer et apporter leur solidarité aux victimes du cholera-MINUSTAH en Haïti.

Crise politique haïtienne: dialogue ou mobilisation? Où est la solution ?

Par Yves Pierre-Louis

Les dirigeants politiques haïtiens et les représentants des puissances impérialistes ont toujours pris un malin plaisir à fabriquer toutes sortes de crises en Haïti pour asseoir leur système de domination et d'exploitation des classes dominées. Même quand la loi est claire sur un sujet, ils usent toujours des subterfuges pour arriver à faire obstacle à son application, recourant à un dialogue truffé de corruption. Le dialogue suppose un ensemble de discussions visant à trouver un terrain d'entente entre deux parties en conflit sur des questions politique, économique et autres. Le nœud gordien de la crise politique actuelle est la question des élections greffée sur la crise structurelle que connait le pays. La question électorale est déjà résolue par la constitution haïtienne. Il suffit de la réaliser à temps pour assurer le principe de l'alternance démocratique et le fonctionnement régulier des institutions républicaines.

Depuis le Coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004, malgré la présence physique et visible de ladite communauté Internationale, à travers les forces d'occupation de l'ONU, la Mission des Nation Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), les élections n'ont jamais été réalisées à la date prévue par la constitution.

Aujourd'hui encore on prétend ignorer la constitution pour recourir au dialogue entre les classes dirigeantes dominantes aux ordres de ladite communauté internationale, ce contre les intérêts du peuple haïtien. L'immoralité, l'arrogance et les pratiques dictatoriales du président tètkale Michel Joseph Martelly constituent un véritable obstacle à tout dialogue entre les « esclaves » d'un seul maître.

Après l'échec d'une rencontre convoquée par le pouvoir tètkale avec les partis politiques, au début du mois d'Août dernier, le président Martelly a entamé une série de pèlerinages chez certains partis et leaders politiques sur la base d'un soi-disant dialogue pour faire de la diversion et semer la confusion dans la société, à un moment où la mobilisation anti-Martelly prend un point de non retour. Certains chefs de partis acceptent de le recevoir sans aucune condition et arrivent même à négocier des postes de responsabilité au sein du pouvoir et d'autres posent des conditions sine qua non pour le recevoir.

C'est le cas du Grand Rassemblement pour l'Evolution D'Haïti (GREH) de l'ex-colonel Himmler Rébu qui revendique idéologiquement le pouvoir tètkale, mais est opposé à certaines pratiques de ce régime. Le président du GREH fraîchement élu, Marc-Elie Nelson, étudiant finissant à l'Ecole de Droit et des Sciences Economiques des Gonaïves (EDSEG), cette Faculté de renommé douteuse, a été installé le mercredi 18 septembre dernier à la direction générale du Ministère des Haïtiens Vivants à l'Etranger (MHAVE) comme directeur général, pour justifier une certaine ouverture du pouvoir tètkale-kaletèt aux partis politiques. Est-ce le résultat de ce dialogue ? Rappelons toutefois que Edric Léandre, membre du GREH était devenu directeur général de l'OAVCT sous le gouvernement de facto de Gérard Latortue. Il avait été accusé sous l'administration de Préval de détournement de fonds publics. Son procès est toujours en cours au Tribunal et il est gardé sous les verrous à la prison civile, au pénitencier national depuis quelques années.

D'autres ont accepté de le rencontrer, mais restent très prudents, tel est le cas des dirigeants de l'OPL, du KID, de la Fusion des Sociaux-Démocrates. Quant à l'ex-président Jean Bertrand Aristide, il s'agissait d'une rencontre entre un président et un citoyen. Un éditorial écrit par Hervé Jean Michel diffusé sur les ondes de Radio Timoun, titrait ainsi : Que pourrait dire le président Tètkale au Dr. Jean Bertrand Aristide ?

« L'histoire est réellement un lieu de surprise, elle s'accomplit sans qu'on ne puisse la surprendre. Est-ce la ruse de la raison, la ruse de l'histoire, la ruse de Martelly, qui a été conduit tètkale à Tabarre, à la résidence d'Aristide ?»

Aucune réponse n'a surgi de cet éditorial, qui pose des questions sans prétention aucune de tenter de donner des réponses. Martelly, tout le monde le sait, a joué un rôle éminent dans la déstabilisation du pays et dans les coups d'Etat consécutifs. Par une ironie de l'histoire, il est devenu chef de l'Etat d'Haïti, ce même pays, qu'il a contribué à ruiner, à humilier, à anéantir. Il s'est réveillé un jour et s'est retrouvé au Palais national avec sur les bras, toute l'infortune, toute la misère, tout le désespoir d'un peuple martyrisé par l'oligarchie haïtienne, et l'impérialisme, au service desquels il a voué un culte parfait. Autant de responsabilités qui exigent d'un homme politique, d'un chef d'Etat, des capacités intellectuelles et morales, des connaissances adéquates du milieu, aptes à inventer des solutions.

Or, le président Martelly en est dépourvu.

Martelly, était-il fait pour assumer la fonction de président de la République d'Haïti ? Ses pratiques sociales, ses relations avec le milieu haïtien, sa compréhension, sa conception, sa vision de la vie et ses implications, l'ont-elles vraiment préparé pour jouer un tel rôle ? Voilà cet homme, propulsé à la tête de ce pays de malheur, par des politiciens apatrides d'Haïti et par les colons qui ne jurent que par la tragédie, la disparition et la mort d'Haïti. Il faut dire aussi qu'une frange dépravée de la jeunesse sous l'influence du comportement malsain, dégradant et dégoûtant de Martelly s'est laissée envoûter par ce petit roi de carnaval pour lui donner leurs voix à la dernière élection présidentelle.

Pris à son propre piège de vouloir imposer sa dictature, pour mieux servir les intérêts de ses patrons, Martelly se heurte à la farouche opposition de secteurs démocratiques, s'inscrivant contre ce plan macabre. Se croyant le plus intelligent des intelligents, Martelly voudrait revenir aux pratiques dictatoriales duvaliéristes.

Cette ruse qui l'a conduit chez le Dr. Jean Bertrand Aristide, le mercredi 18 septembre, devrait l'informer que ce dernier ne pourrait et ne saurait se faire complice d'une politique machiavélique, destinée à éradiquer les masses haïtiennes de la surface de la terre. Le sort ne pourrait être éternellement favorable à un homme qui a tout fait pour détruire les espérances de la majorité. Aujourd'hui, Martelly semble vouloir dire « tous les moyens sont bons ». Quand on est malade et qu'on n'est pas certain de la guérison, on ingurgite n'importe quel médicament prescrit par n'importe quel charlatan. C'est le drame de Martelly, flanqué de son bâton de pèlerin, s'adressant à tous les saints, à tous les Satan.

Ses bougies, il les allume au nom du bien, au nom du mal, au nom de la raison et de la déraison, au nom de la vie et de la mort. C'est la confusion dans toute son ampleur !Alors, que pourrait bien dire Martelly à Aristide, un homme qu'il a toujours insulté, combattu,

Suite à la page (12)

Mobilizasyon pou komemore koudeta kriminèl 29-30 Septanm 91 lan



An n mobilize pou n pran lari a, lendi 30 septanm lan pou n al ekzije Martelly rache manyòk li bay tè a blanch. Nou pa t rekonèt Martelly kòm prezidan nou !

Plizyè òganizasyon popilè kouwè: Mouvman Nasyonal Opozisyon Popilè, (MOPOD); Fòs Patriyotik pou Respè Konstitisyon 1987 la (FOPAK) ak plizyè lòt òganizasyon ki nan Kan Popilè a, ap mobilize yo pou komemore koudeta kriminèl lame sanginè Raoul Cédras, Michel François, Michel Joseph Martelly nan lannwit 29-30 septanm 1991 lan ak yon gwo kokennchenn manifestasyon k ap fèt nan Pòtoprens lendi 30 septanm k ap vini la a.

Objektif manifestasyon sa a se pou di NON ak tout pwojè diktati Michel Martelly vle tabli nan peyi a, ki vle kraze Palman ayisyen an, ki pa vle fè eleksyon, k ap touye jij, k ap arete manm opozisyon an, k ap pèsekite laprès, k ap vyole manman lwa peyi a; NON ak yon rejim kriminèl-tètkale k ap sipòte dilè dwòg yo, distribye zam fannfwa pou touye militan nan katye popilè yo epi egzije depa Michel Joseph Martelly ak ekip kaletèt li a nan tèt peyi a. Selon dirijan òganizasyon sa yo randevou a kase lendi 30 septanm lan a 9 vè tapan nan maten devan Legliz Saint-Jean Bosco a, pou n al di Martelly rache manyòk li bay tè a blanch.

Se nan sans sa a tou, nan yon konferans pou laprès kèk òganizasyon popilè te bay madi 24 septanm lan pou anonse mobilizasyon yo, dirijan òganizasyon sa yo tankou Oxygène David, Tony Joseph, Herold Saint-Louis ak Jean Helourd Jean-Paul te siyale: Noumenm òganizasyon popilè sa yo, ki nan Kan Popilè a, tankou: Mouvman pou Libète, Egalite ak Fratènite tout Ayisyen yo (MOLEGHAF), Kòdinasyon Desalin (KOD), Militan Reyini pou yon nouvèl Ayiti (MRH), Organizasyon pou pwogrè Nasyonal (OPNA), Organizasyon jenn pwogresis Avni Poupla (OJPAP), Platfòm Nasyonal Popilè (PNP), Tèt kole oganizasyon popilè yo, Palman popilè ayisyen, Gran Espas Refleksyon pou Entègrasyon Sosyal (GERES), MOSSOH…

Konstate rejim tètkale-kaletèt Martelly-Lamothe la, kominote entènasyonal la, OEA, MINISTA, Linyon Ewopeyen te mete nan tèt peyi a depi plis pase 2 lane, ap fè tout kalte magouy pou tabli yon pouvwa antidemokratik, diktatoryal, fachis; aprè pil ak pakèt deriv pouvwa sa a fin fè nan peyi a. L ap mache fè kanaval ak banbòch, lekòl pa ka louvri. L ap kraze tout enstitisyon yo nan peyi a. Dènye kou pou touye koukou a, rejim kaletèt anti pèp la mete yon bann avoka rat do kale ap mache bay manti pou li pou fè kwè lwa elektoral 2008 la toujou anvigè, yo ka itilize pou fè eleksyon magouy pou yo epi koupe nan manda senatè 2009 yo.

Martelly ap mache lakay yon bann lidè politik pou l ka lage konfizyon epi fè divèsyon nan mitan mas pèp la, noumenm nan kan popilè a, di nou pap pran nan blòf sa yo, n ap kontinye mobilizasyon manch long kont pouvwa tètkale a e nou mande presepprese liberasyon tout prisonye politik yo sitou 2 frè Florestal yo ak Jean Robert Vincent. Pouvwa tètkale a fè yon sèl ak dilè dwòg yo pou transfòme peyi a nan yon savann pou dròg sikile. Pandan grangou woz ap fin kokobe mas pèp la nan peyi a, laprès la sou konprès, mas yo an detrès e nou denonse ak tout fòs nou somasyon jij zafra Lamarre Bélizaire voye bay jounalis Lilliane Pierre-Paul ak pèsekisyon pouvwa tètkale a ap fè sou komisè Jean-Marie Salomon nan Sid peyi a.

Noumenm nan òganizasyon popilè yo, n ap kontinye mobilizasyon manch long kont pouvwa tètkale a, k ap kaletèt mas pèp la. Se poutèt sa Oganizasyon sa yo ki nan kan popilè ap òganize yon fowòm popilè dimanch 29 septanm lan nan Fany Villa epi lendi 30 septanm lan, nan okazyon 22zyèm anivèsè koudeta militè kriminèl lame sanmanman an te fè kont pèp ayisyen an, n ap pran lari an foul ak mas pèp la, pou n al bay pouvwa tètkale a monnen pyès li. Majorite nasyonal la pral desann sou beton an, pou n al dechouke rejim kaletèt la nan tèt peyi a.

Peyizan yo, ouvriye yo, etidyan yo, chomè yo, timoun yo eskli yo ki pa ka al lekòl, ti machann yo k ap bat dlo pou fè bè, ajan minisipal yo ap maltrete nan lari a, fanm yo k ap viktim tout kalte zak kriminèl anba men pouvwa kaletèt la, jenn gason ak jenn fanm yo nan katye popilè yo k ap sibi tout kalte zak kriminèl anba men pouvwa sanginè Martelly a ak fòs okipasyon LONI an, MINISTA, moun ki toujou ap viv anba tant yo, viktim kolera-MINISTA yo, elatriye, an n mobilize pou n pran lari a, lendi 30 septanm lan pou n al ekzije Martelly rache manyòk li bay tè a blanch. Nou pa rekonèt Martelly kòm prezidan nou !

30 septanm lan, se tout pèp ayisyen an ki pral di Martelly pa gen moralite pou l rete nan tèt peyi a ankò, aprè yo fin touye jij Jean Serge Joseph e aprè pouvwa tètkale a fin pran fètekoz pou gwo dilèdwòg ki rele Evinx Daniel nan sid peyi a.

ABA MARTELLY!
ABA REJIM KRAZEZO !
ABA LAME KRIMINEL !
ABA MINISTA !
VIV LIT PEP AYISYEN AN !
VIV AYITI GRANMOUN TET LI !

Pozisyon kèk òganizasyon popilè sou bidjè kriminèl ekip Mateli-Lamòt la

Pandan aktè politik ayisyen yo ap fonksyone tankou tikomik anba rimòt kontwòl pisans enperyalis yo, pandan gouvènman an ap kenbe atansyon popilasyon an sou zafè eleksyon, pandan pouvwa a ap mete eskandal sou eskandal, pandan lavichè ap monte disèt wotè, pouvwa kominote entènasyonal la pwofite fè palman an vote yon bidjè chanpwèl, ki pote mak fabrik politik neyoliberal la ak karaktè piyajè ekip tèt kale a.

Depi gouvènman kale tèt la rive nan tèt peyi a, keksyon bidjè a tounen yon mwayen anplis pou l devore kès leta, pou kale tèt peyi a. Pou lane 2012-2013 la jiskaprezan pa janm gen okenn lwa finans ki rive vote. Se yon komisyon 2 twa depite ak senatè ki te korije dokiman bidjè a, dèyè do palman an. Nan bidjè ane 2013-2014 la, ekip kale tèt la ale pi lwen nan magouy ak volonte pou ogmante mizè pèp la.

Menm lè plizyè senatè deja monte yo pa dakò ak jan depite san fwa ni lwa yo vote bidjè kale tèt pèp la, li enpòtan pou n raple se sèlman yon pouvwa makout, yon pouvwa san fwa ni lwa, yon pouvwa antipopilè ki ka prezante yon bidjè konsa devan palman an. Malgre sa, nou konstate minis finans Wilson Laleau, fè je li byen chèch pou mache defann bidjè kriminèl sa a. Nan moman peyi a ap travèse yon konjonkti makawon kote 80 % moun pap travay epi mizè ap gagannen mas yo, pouvwa ki di li se repons peyizan an, deside monte tout taks disèt wotè. Olye pouvwa a ogmante taks sou benefis boujwa yo epi pran tout mezi nesesè pou fè omwen 60% kòb taks leta kap flannen nan men boujwa piyajè yo antre nan kès leta, nou konstate se tèt peyizan yo menm, pouvwa tèt kale a, chwazi pou li kale.

Nan pwojè bidjè 2013-2014 la :

- **Pouvwa repons boujwa a monte paspò 10000 goud ;**
- **Peyizan yo bezwen peye 200 goud taks pou vann yon bèf epi 500 goud taks pou touye yon bèf la ;**
- **100 goud taks pou vann yon kochon epi 300 goud taks pou touye yon kochon;**
- **50 goud taks pou kabrit ak mouton epi 200 goud taks pou touye yo**
- **150 goud taks pou vann yon cheval oswa milèt;**

Pandanstan, bidjè palè nasyonal ak primati monte disèt wotè. Gouvenman tèt kale a pran pretèks se pou li pwoteje pwodiksyon lokal li monte taks sou yon seri pwodui k ap rantre nan peyi a. Men eske se vre, lè anmenm tan lap chèche pwoteje bizisman zòn franch yo, endistri tektil la ak penti ? Eske se vre gouvènman an ap cheche pwoteje pwodiksyon nasyonal lè tout politik li chita sou pran tè nan men ti peyizan pou mete zòn franch ? Lè pa gen okenn politik agrikòl ak endistriyèl vre ? Lè tout politik gouvènman an se nan enterè ti gwoup piyajè yo, enstitisyon entènasyonal yo ak pisans kapitalis yo y ap fèt, eske nou ka di gen volonte pou ranfòse pwodiksyon agrikòl nasyonal la ? Si se vre pouvwa a vle pwoteje pwodiksyon agrikòl nasyonal la, poukisa li desann bidjè ministè agrikilti pou monte bidjè palè nasyonal, primati ak ministè enteryè ? Poukisa se pa nan agrikilti, anviwonnman, edikasyon ak lasante pouvwa tèt kale a mete plis lajan ? Eske se pa lajan pouvwa ap chache pou fè plis gagòt epi ranfòse diktati li vle tabli a ?

Gouvènman k ap gen pou kreye bonjan lekòl leta pou soulaje sò paran yo, pèmet peyi nou pran wout pwogrè ak jistis sosyal epi pwoteje pwodiksyon nansyonal la ak amelyore tout bon kondisyon lavi popilasyon an, se gouvènman kap koupe fache ak politik neyoliberal yo, ak kalite leta restavèk, kowonpi sa, se gouvènman kap cheche chak jou pou peyi a granmoun tèt li san okenn fòs okipasyon militè ak komandè etranje. Se gouvènman ki pap pran mas yo pou pòv lap bay charite, men kap mete kanpe tout bon yon seri politik sosyal, kiltirèl, ekonomik ak anviwonnmantal nan enterè tout mas popilè yo.

Nou pa kwè ni jodi a, ni demen gouvènman piyajè tèt kale a ak tout lòt gouvènman ki sanble avè l yo ka ranpli gwo misyon istorik sa. Nou kwè kalte bidjè sa montre aklè ki kote yo vle ale epi kouman doulè grangou, sitiyasyon malsite popilasyon an pa vle di anyen pou yo. Kalte bidjè sa a montre aklè limit demagoji gouvènman tèt kale. Oganizasyon konsekan ki granmoun tèt yo, palmantè ki pa mare nan pye tab gouvènman an dwe rete vijilan pou bidjè kale tèt sa a pa pase nan palman an epi pou menm sa gouvènman an te fè ak bidjè 2012-2013 la pa rive ankò.

Oganizasyon ki siyen yo :
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen (TK Nasyonal) : Rosnel Jean Baptiste
Mouvman Demokratik Popilè (MODEP) : Guy Numa
Mouvement De Liberte D'Egalite Et La Fraternite Des Haitiens (MOLEGAFH) : Oxygene David
Fos Refleksyon ak Aksyon sou Koze Kay (FRAKKA) : Petit-Jean Derinx

Jedi 19 sektanm 2013

Mesaj solidarite ak lit pèp ayisyen an !

Nouyòk Dimanch 15 septanm 2013

Peyi nou, Ayiti ap pase yon tray anba men Martelly Lamothe k ap badijonnen figi l ak labou ak yon bann lòt malpwòpte

Peyi nou, Ayiti ap pase yon tray anba bòt militè fòs okipasyon Nasyonzini yo k ap kouperache, fè sa yo vle sou bout tè Desalin nan.

Nan kad mwa komemorasyon anivèsè fondatè Patri a, JanJak Desalin, Noumenm òganizasyon ak yon bann patriyòt konsekan k ap viv Nouyòk nou sipòte gwo kokennchenn manifestasyon Ayisyen konsekan ap òganize nan peyi a pou rive jwenn bout okipasyon an epi pou voye Martelly ak Lamothe ale pou : dwèt long nan vòlè lajan peyi a, machann dwòg, asasen kriminèl, machann peyi elatriye.

Pou n kore lit popilè a an Ayiti, nou kòmanse yon mouvman plante pikèt chak jou depi vandredi 6 septanm devan Nasyonzini pou n mande yo kite Ayiti anpè. N ap prepare yon gwo rasanbleman pou Jedi 26 septanm tout jounen an depi 9vè nan maten pou rivè 6zè nan aswè devan Nasyonzini pou n rele bare dèyè Martelly ki kapab pale jou sa a nan Loni.

Jou Jedi 26 septanm lan tou, nou pral mande Ban Ki-Moon pou l dedomaje tout viktim kolera yo epi pou l wete kadejakè l yo nan peyi a.

Nou pap kanpe, Dimanch 29 Septanm n ap reyini nan jounal Ayiti Libète pou yon fowòm popilè. Lendi 30 septanm n ap kanpe pi rèd devan Nasyonzini an solidarite ak mouvman popilè ak peyizan k ap mobilize nan Tèt ansanm jounen dimanch 29 ak lendi 30 septanm nan an Ayiti pou rive bay peyi yon bon altènatif popilè pou rezoud kriz la.

Mesaj sa a nou voye l bay tout òganizsyon popilè ak peyizan konsekan yo k ap goumen an Ayiti pou yon chanjman total kapital, n ap di yo, nou avèk yo, yo pa pou kont yo nan batay manch long sa a.

Ayiti p ap mouri, si nou pare pou nou goumen pou li !
Aba okipasyon !
Nou pa nan eleksyon ak Martelly!
Yon sèl solisyon : Tèt ansanm pou liberasyon peyi a
Laviktwa se pou pèp k ap goumen

Oganizsyon ki siyen nòt sa a se :

Kakola
Ayiti Libète
Haiti Support Network (HSN)
Baz Ditmars
Supernova Alternative Energy
Mouvman Progresis pou Devlopman Ayiti (MPDA)

Répression : Le dernier rempart du pouvoir

Par J. Fatal Piard

«La police a réprimé à coups de gaz lacrymogène des centaines de manifestants du Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (MOPOD). Ils s'étaient rassemblés devant les locaux du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, jeudi 12 septembre, pour dénoncer les gabegies du président Martelly». Ainsi titrait l'unique quotidien de la capitale haïtienne, Le Nouvelliste, au lendemain de cette violente répression du sit in du MOPOD devant le Ministère de la Justice.

En effet, comme annoncé dans les médias ainsi que sur les réseaux sociaux, les membres du Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (MOPOD) allaient tenir un sit in devant les locaux du Ministère de la Justice. L'objectif de ce mouvement revendicatif consistait essentiellement à exiger la libération des frères Florestal, des prisonniers politiques du gouvernement Martelly/Lamothe. La cassation sans condition aucune de ce mandat de comparution injustifié lancé à l'encontre de Me André Michel, le coordonnateur du groupe 77.

Les leaders présents

Comme prévu, à l'heure et à l'endroit convenus, la foule nombreuse s'est massée devant les locaux du ministère de la Justice et de la Sécurité publique à l'avenue Charles Summer. Des pancartes on ne peut plus clair, des épigraphes et des slogans traduisaient les revendications des organisateurs de cette activité. Le leader du RDNP, Mirlande Manigat, le député de Delmas Tabarre Arnel Bélizaire, l'ex-sénateur Turneb Delpé, l'ex député de la 45ème législature, le professeur Serge Jean-Louis de Palheme/Libération, Marie Denise Claude du PDCH, Marie France Claude du PDCH, le docteur Dunois Erick du Conakòm du Renouveau, en tout, les principaux partis et leaders de l'opposition étaient déjà sur place quand les unités spécialisées de la police nationale au service du pouvoir ont adopté les dispositions coutumières en vue de déguerpir les frondeurs.

Du gaz lacrymogène

«*Déguerpissez-les à coup de gaz lacrymogènes sans considération aucune* », a intimé le commandant de l'unité de CIMO à ses subalternes. Ce commandant dont le titre lui a enlevé tous sens d'humanité et de respect de droit humain et dont le revolver est son seul et unique brevet oubliait trop vite que le droit de revendiquer loin d'être une faveur du pouvoir est un acquis démocratique.

«*Sans vouloir manifester la volonté de désobéir à vos ordres, j'estime que les protestataires n'ont rien fait pour mériter un pareil traitement avec du gaz lacrymogène*», a fait remarquer l'agent de police qui a voulu montrer sa détermination de ne pas s'abêtir encore plus. «*Un ordre est un ordre, il ne vous est donné nulle part la possibilité d'en discuter. Agissez vite si non…….* », a ajouté le commandant qui a poussé son zèle au-delà de l'inimaginable.

Les agents du CIMO sur place n'ont pas obéi aux ordres despotiques de leur supérieur dont le cerveau tournoyait sous l'effet de cet excédent de pouvoir. Voyant leur réticence, un nouveau contingent de CIMO venant de l'on ne sait d'où a débarqué an channgo. *Sa w tande a Pow Pow Pow. Gaz voye. Je kouri dlo, nen kouri larim. Moun kouri. Pouvva pèp la pa travay. Pou le moman Viktwa a se pou pouvwa a.* Et cet agissement tyrannique n'est que la perception du pouvoir de l' «Etat de droit » qu'il ne cesse de prôner.

Réactions

«*A mon humble avis, je crois que le président Martelly veut empêcher la population de revendiquer ses droits. Cet acte constitue une violation des droits de l'homme. La population a le droit de protester contre les dérives du président Martelly. C'est un droit que détient la population et que personne ne peut enfreindre*», a déclaré la Secrétaire Générale du RDNP qui pour la première fois de sa vie de femme politique a reçu sa part de gaz sous un gouvernement hautement démocratique.

Madame Mirlande Hyppolite Manigat loin d'en démordre a fait savoir que cette preuve de sauvagerie est une constante de toute dictature en plein exercice de tyrannie. L'ex-candidate aux dernières présidentielles nous a confié que des agents de la PNH manifestant la volonté de la protéger l'ont invitée à pénétrer dans les locaux du ministère de la Justice, juste avant de passer à la sauvagerie la plus extrême.

«*Les policiers m'ont dit qu'ils ont reçu l'ordre de me laisser entrer au ministère. Une invitation que j'ai rejetée immédiatement parce que mon intention n'était pas d'accéder à l'enceinte du ministère, mais d'accompagner la population dans ses nobles revendications*», a fait savoir Mirlande Manigat. Le député de Delmas-Tabarre, dont les yeux dégoulinaient de larmes sous l'effet nocif du gaz, n›y est pas allé par quatre chemins pour confirmer son opposition farouche au chef de l›Etat.

Du coup, le parlementaire a désigné dans un langage exempte d'équivoque le directeur départemental de l'Ouest de la PNH, Michel-Ange Gédéon, qui, sous la dictée de la présidence a donné l'ordre formel de violenter sauvagement les protestants du jeudi 12 septembre. «*Je l'ai entendu par l'intermédiaire d'une radio de communication de l'un des policiers debout à mes côtés quand il leur a intimé l'ordre de disperser la foule à coups de gaz lacrymogène*», a dénoncé le député Arnel Bélizaire

L'élu de Delmas-Tabarre a cependant conseillé aux agents du CIMO de faire preuve de grande circonspection ce pour épargner la population des mêmes troubles politiques qu'a connus le pays en 2004. Ce sont ces mêmes troubles orchestrés par les cyniques de l'international et mis en œuvre par ces élites apatrides qui ont conduit le pays sous les bottes de cette occupation révoltante. «*Les manifestations contre l'administration Martelly/Lamothe sont loin de s'arrêter. Le gouvernement peut s'attendre au pire*», a prévenu le député Belizaire.

Selon les propos de l'ex sénateur de l'Ouest le Dr Turnebe Delpé, l'opposition tient à se renforcer davantage pour dénoncer les dérives inadmissibles du président Martelly et exiger son départ. En marge du sit-in, le leader du Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (MOPOD), Turneb Delpé, a déclaré que les mobilisations vont se poursuivre. Cette fois, dans plusieurs départements du pays et dès samedi prochain dans la ville du Cap haïtien pour une manifestation monstre.

Carte blanche aux bandits

«*La récréation est terminée. Avec ma nomination à la tête du Parquet de Port-au-Prince, le Gouvernement Martelly/Lamothe veut on ne peut plus clairement manifester sa volonté de mettre définitivement un terme au théâtre radiophonique. Cette comédie a déjà trop duré. Abraham dit enfin c'en est assez*». Ces menaces formulées par le commissaire ti René Gwo Moso Francisco à l'occasion de sa prestation de serment comme un nouveau ti Bobo a montré ouvertement que *li se lèt ak sitwon* avec les partisans de la liberté d'expression.

Si le commissaire ti René Gwo Moso Francisco a sonné le glas de la récréation démocratique, carte blanche vient d'être accordée aux bandits pour rendre la vie dure à de paisibles citoyens. Au même moment où les CIMO concentraient toutes leurs énergies pour violenter sans commune mesure les partisans de l'opposition, des bandits se sont attaqués à leurs frères d'arme, tuant un dans la commune de Carrefour et dévalisant un autre à Delmas.

C'est ainsi que dans la commune de Carrefour dans le quartier de Brochette 97, un agent de police, Rosemond Rosensky, a été abattu par des bandits circulant à moto. Son frère qui l'accompagnait a été grièvement blessé. Selon des informations fiables, les victimes venaient d'opérer une transaction dans une banque commerciale non loin du lieu du crime. Ti René Gwo Moso Francisco est muet sur ce dossier.

Aucun CIMO engagé dans cette violence contre les leaders de l'opposition n'était présent pour protéger leur frère d'arme. Toujours au même moment où les agents du CIMO exerçaient une violence inouïe contre des citoyens revendiquant leur plein droit, une policière venant d'opérer une transaction dans une banque à Delmas 52 a été dévalisée par des bandits. La policière retournée dans la banque a fait feu dans le climatiseur. Le nouvel inspecteur de police Monsieur Ralph Stanley Jean Brice s'est dépêché sur les lieux pour rappeler la victime à l'ordre et la mettre en isolement. Toujours dans la nuit du jeudi 12 septembre, l'ancien commissaire du gouvernement a été attaqué dans sa résidence à Torcelle. En dépit de ses appels à l'aide aucun policier n'est venu à son secours. Ce n'est que grâce à la vigilance de ses agents de sécurité qu'il a eu la vie sauve.

«*Depuis 2 heures du matin des bandits lourdement armés ont tenté de pénétrer dans ma résidence. Ils ont apporté avec eux de la nourriture empoisonnée pour mettre les 3 chiens hors d'état de nuire. J'ai appelé le commandant du BIM pour qu'il puisse voler à mon secours. Mais jusqu'au lever du jour aucun responsable de sécurité publique ne s'est soucié de moi*». Tels sont les remords mêlés d'indignation de maitre Jean Rénel Sénatus.

Gary Pierre Paul Charles et ses collaborateurs ont failli laisser leur peau vendredi matin à Petit-Goâve. Ils ont été attaqués par des éléments d'une bande armée qui défient les forces de l'ordre et pourrissent la vie des honnêtes gens dont le seul péché est de se retrouver sur la route nationale numéro 2 au mauvais moment. Dans ce cas de figure les agents du CIMO gazeurs des membres de l'opposition, étaient tous en congé. Ti René Gwo Moso Francisco, à quand la fin de cette licence accordée à ces bandits ?

Mythe de la création d'emplois en Ayiti à partir d'investissements transnationaux

Par Walner OSNA*

« La pire des attitudes
est l'indifférence,
dire « je n'y peux rien, je me débrouille ».
En vous comportant ainsi,
Vous perdez l'une des composantes essentielles qui font l'humain.
Une des composantes indispensables :
La faculté d'indignation et l'engagement qui en est la conséquence. »

Stéphane Hessel

L'actuel pouvoir politique mobilise une batterie de propagandes (1) sans précédent autour de cinq grands axes. Lesquels sont : Énergie, Environnement, Éducation, État de droit et Emplois. D'où la question des cinq « E » claironnée par le pouvoir. Dans le cadre de cette réflexion, je tiens à analyser la problématique de la création d'emploi. « Ayiti is opened for business » est un slogan lié à la propagande relative à la création d'emplois. Des arguties sont articulées autour de ce slogan voulant faire croire aux laissés-pour-compte que le pays va connaître une nouvelle ère. Le pays va prendre le train du « développement » à partir de grands investissements transnationaux. Et le chômage sera éradiqué dans la société. Pour cela, les autorités politiques ont promis 2,5 millions d'emplois. En effet, le gouvernement d'Ayiti organise diverses rencontres avec des investisseurs étrangers tant en Ayiti qu'à l'extérieur. Les autorités ne cessent jamais, à travers tous les moyens de communication (Radio, Télévision, Internet, Téléphone…), de tenir en haleine l'opinion publique à l'idée qu'il y aura (qu'il a) des créations d'emplois massives en Ayiti. Ce travail se veut une réflexion sur les possibilités de création d'emplois réelles à partir des investissements productifs transnationaux en Ayiti. Pour cela, je vais essayer de voir quelle place a-t-on attribué à Ayiti dans la division internationale du travail (2). Car, on sait bien que chaque (groupe de) pays occupe une place déterminée par les classes dominantes du nord dans le monde suivant qu'il est de la périphérie ou du centre. Ensuite, j'analyserai les critères définis par les transnationaux pour injecter leur argent dans une économie. Parce qu'en général, ces derniers ne prennent aucun risque d'investir leur argent sans avoir la garantie de pouvoir maximiser le plus possible leur profit en toute quiétude. Et ainsi, je vais analyser la façon d'aborder le problème d'emplois en Ayiti par les autorités politiques et si les solutions proposées sont porteuses de résultat. En d'autres termes, est-ce que toutes les propagandes faites autour de la création d'emplois avec les investissements étrangers ne sont pas une illusion. Donc, pour ce faire, la réalité objective et les données existantes sur la question restent ma boussole.

Ayiti et la division internationale du travail (dit)

Le système-monde capitaliste/patriarcal/moderne/colonial (Grosfoguel, 2000, p.2) et raciste définit des places pour les pays périphérisés et appauvris dans leur processus de hiérarchisation sociale à chaque période historique donnée. Ainsi donc, « À chaque phase de développement des forces productives, les pays capitalistes industriels imposent au Tiers-Monde une forme de division internationale du travail conforme à leurs intérêts » (Barthelemy, 2008, p.13).

Durant la période du colonialisme, les classes dominantes/exploiteuses des pays colonisateurs ont, par discrimination culturelle, domination politique et exploitation économique, imposé une place subalterne aux pays colonisés. Ainsi, selon la division internationale du travail définie par ces classes dominantes/exploiteuses, les colonies sont des fournisseurs des produits agricoles et miniers que nécessitent les colonisateurs. Aujourd'hui, on a donné des permis d'exploration et/ou d'exploitation minière à des firmes pour environ 2400 km2 du pays. Avec le processus de décolonisation, les pays colonisés deviennent « indépendants ». « Les guerres de libération nationale et le processus de décolonisation seront le début d'une remise en cause de l'ordre impérialiste et de la DIT issue de la première révolution industrielle »

Suite à la page (13)



« Jalousie en couleurs » ou en douleur?

Par Ayiti Kale je

Rose, bleu, vert, rouge. De loin, ce sont des milliers de maisons peintes en des couleurs extravagantes. Mais, de loin, l'observateur ne voit pas la détresse et les risques imminents qui affectent les résidents de Jalousie, qui surplombe le centre de Pétionville (périphérie est). Des souffrances et dangers mortels qui semblent être ignorés par le gouvernement, qui est en train de dépenser US$6 millions pour faire un énorme travail de maquillage.

« Dangers » parce que, le mois dernier, les experts ont annoncé qu›une faille secondaire traverse une partie du bidonville de 45.000 à 50.000 habitants dénommé « Jalousie ».

« Non seulement, il y a une faille qui passe au niveau de Jalousie, mais aussi il y a un aléa et un mouvement de terrain très fort dans la zone », explique le géologue Claude Prépetit lors d'une conférence de presse le 2 août 2013. Prépetit vient de coordonner une nouvelle étude sismique sur certaines zones à risques de la capitale.

Jalousie est dangereuse également parce que beaucoup de maisonnettes sont érigées sur le flanc du Morne l'Hôpital, sur des pentes abruptes ou dans des ravins qui servent de canaux pour les eaux de pluie. Un document récent du



Un panneau annonçant le projet « Jalousie en couleurs ». Noter le slogan : « Beauté contre pauvreté». *Photo : AKJ/Milo Milfort*

gouvernement affirme que plus de 1.300 maisons doivent être déplacées car elles représentent un danger pour leurs habitants ainsi que pour la ville en contrebas, étant donné les risques de glissement de terrain qui pourraient survenir pendant et après les grandes averses.

Les habitants de Jalousie sont en détresse aussi parce que leur quartier n'a pas accès à un système d'adduction d'eau potable. Les riverains se battent souvent entre eux devant les rares citernes de distribution. L'assainissement reste un handicap pour cette zone où les résidents empruntent des escaliers exigus pour regagner leurs maisons.

Une étude récente de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture (UNESCO) signale : « [l] La densité d'occupation du sol peut aller jusqu'à 1.800 personnes par hectare et que les surfaces moyennes des logements varient de 8m² à 30m². Faisant partie de ce paysage sévère, Jalousie concentre 45 mille habitants à Pétion-ville, la zone qui abrite pratiquement l'ensemble des quartiers riches du pays. La fracture sociale y est frappante. Les impressionnantes villas des riches côtoient les bidonvilles. »

De la peinture pour masquer la misère et les dangers

Malgré le double-danger, le gouvernement de Michel Martelly a annoncé qu'il



Le projet de peindre Jalousie n'est qu'un apaisement social du gouvernement pour satisfaire la bourgeoisie, en l'occurrence, les propriétaires de Oasis et de Best Western *Photo : AKJ/Marc Schindler Saint Val*

est en train de dépenser plus de US$6 millions dans le bidonville, mais il n'est plus question de l'aider à faire face aux calamités ou de fournir des services.

Il s'agit de peindre des maisons dans un projet connu sous le nom de : « Jalousie en couleurs », dit-on, en hommage à l'artiste peintre haïtien, Préfète Duffaut (1923-2012) qui s'est servi de couleurs frappantes pour peindre des villes imaginaires.

Mais, d'après les résidents du quartier, peindre les maisons n'est pas la priorité la plus importante. Sur un échantillon de 25 résidents interrogés par Ayiti Kale Je (AKJ), 24 affirment qu'ils veulent des écoles pour leurs enfants, tandis que quatre ajoutent qu'ils veulent un meilleur accès à l'eau.

Il y a tout juste un an, le gouvernement avait l'intention de détruire une partie du quartier, par le biais d'une opération dénommée « *Sove Lavi Mòn Lopital* » (« Sauver la vie de Morne l'Hôpital »). Le projet avait pour objectif d›éliminer plus de 1.300 maisons, de reconstruire des canaux, et d'effectuer d›autres travaux d'infrastructures qui préserveraient les pentes et diminueraient les risques de glissements de terrain et d'inondations.

Lors des grandes averses, les eaux en provenance de la pente du Morne l'Hôpital – où la loi interdit les constructions et l'abattage des arbres – ruissellent en torrents. En raison d'une couverture végétale déficiente, la boue emporte parfois des humains, des têtes de bétails, voire des maisons. L'entrée de l'« Union School » (située en contrebas de Jalousie), une école privée anglophone affiliée à l'ambassade américaine où les fils de diplomates et des membres des classes aisées haïtiennes reçoivent de l'instruction, est souvent encombrée de boue.

En mai 2012, le Ministre de l'environnement Ronald Toussaint a justifié le pourquoi du « *Sove Lavi Mòn Lopital* » au quotidien *Le Nouvelliste :* « Le morne l'Hôpital est une zone qui doit être reboisée afin d'empêcher des inondations en aval. Nous envisageons également de construire des barrages de rétention dans les ravines. Cela se fera après les premières démolitions. Nous les ferons dans la paix, car le gouvernement n'est pas contre la population. »

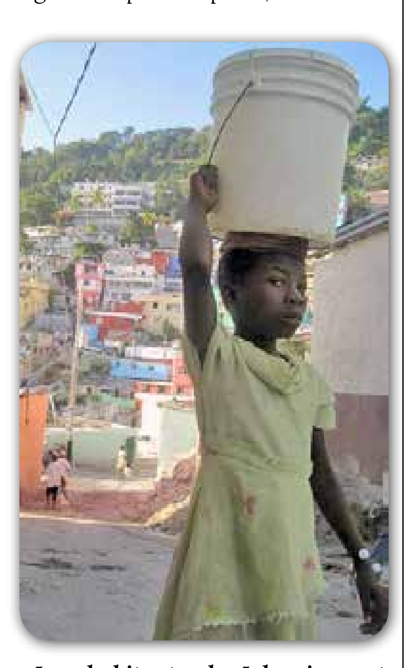
Cependant, le plan a été soudainement annulé après des manifestations des résidents. Au lieu d'essayer de résoudre les différends et incompréhensions, le gouvernement a préféré renvoyer le ministre Toussaint et remettre dans les tiroirs le plan de déplacer les gens. Aujourd'hui, « *Sove Lavi Mòn Lopital* » ne prévoit que des actions de reboisement, d'amélioration des ravins et des campagnes de sensibilisation.

Protestations vs. « fierté »

Malgré les conditions difficiles, les menaces sismiques et les possibilités de glissement de terrain, le 16 août le gouvernement a annoncé la phase 2 de « Jalousie en couleurs ».

La 1ère phase qui a coûté à l'Etat haïtien US$1.2 millions, implémentée entre fin 2012 et début 2013, coïncidait avec l'inauguration de l'Hôtel Occidental Royal Oasis, érigé en face du bidonville. Le prix d'une chambre simple dans cet hôtel cinq étoiles est de US$ 175 dollars et celui d'un « junior suite », plus de US$350 dollars.

Mille maisons ont reçu des couches de crépissage et de peinture de diverses couleurs pour que leur vue soit légèrement plus acceptable, au cours de



Les habitants de Jalousie sont en détresse aussi parce que leur quartier n'a pas accès à un système d'adduction d'eau potable *Photo : AKJ/Marc Schindler Saint Val*

la Phase 1.

« La phase 2 est beaucoup plus faramineuse », explique le premier ministre Laurent Lamothe, lors de son lancement le 16 août 2013 devant une centaine de personnes massées aux abords d'un terrain de football. La phase 2 coutera US$5 millions, d'après Lamothe.

Dans son discours, le ministre a noté que 3.000 maisons additionnelles seront peintes. En plus, sur le terrain de football, le gouvernement va installer de nouvelles tribunes, des vestiaires et du gazon synthétique. Finalement, Lamothe promet la construction de 1.2 km de route asphaltée et l'amélioration de 2.8 km de ruelles.

Durant le discours de Lamothe, plus d'une vingtaine de personnes ont brandi des pancartes en criant haut et fort : « De l'eau !», « Il n'y a pas d'eau, d'écoles et d'hôpitaux !».

Lamothe a appelé les protestataires à la « patience ».

« Nous abordons les problèmes petit à petit, mais vous savez que vos problèmes sont nombreux et nous essayons de faire beaucoup avec de faibles moyens », a-t-il promis avant de vider les lieux.

« Ce dont nous avons besoin, c›est de l›eau et de l›électricité », confie

Suite à la page (14)

L'opposition démocratique n'est-elle pas en train de ressusciter politiquement le président Martelly



Le président, en rencontrant des leaders politiques dont Jean Bertrand Aristide de Fanmi Lavalas, Dejean Belizaire du MNP-28, Serge Gilles du PANPRA, est la recherche d'un appui politique certain pour ne pas réaliser les élections à la fin de cette année

Par Jose Clément

Le président Martelly initie depuis plus de deux semaines une série de rencontre avec des leaders de l'opposition. Après avoir échoué dans sa tentative de rencontrer tous les leaders de l'opposition en même temps, il semble opter définitivement pour une approche personnelle et individuelle. Par cette série de rencontres initiées depuis le jeudi 12 septembre 2013 auprès de certains partis et groupements politiques, le président haïtien Michel Martelly est à la recherche d'une certaine jouvence politique. Très affaibli ces derniers temps par une série de scandales ayant éclaboussé son régime, Michel Martelly se voit contraint par la force des choses de s'asseoir avec l'opposition contre lui-même. Le pouvoir de Mr. Martelly a été fortement ébranlé et mis à mal suite aux rapports de deux commissions parlementaires distinctes qui ont recommandé la mise en accusation du chef de l'Etat, de son Premier Ministre Laurent Lamothe et de son Ministre de la Justice, Jean Renel Sanon.

Ces deux rapports ont fortement accablé le président haïtien ainsi que le doyen du tribunal civil de Port-au-Prince, Me Raymond Jean Michel dans accusés d'avoir provoqué la mort troublante de ce juge intègre qui enquêtait sur l'implication présumée de l'épouse du chef de l'Etat ainsi que l'un de ses fils, Olivier Martelly dans des actes de corruption, de concussion, de et d'usurpation de fonction». La Commission d'enquête du Sénat a conclu qu'une réunion a bel et bien lieu par des officiels haïtiens avec le juge d'instruction Jean Serge Joseph au cours de laquelle il a été «torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive».

Cette accusation faisait peser et fait peser encore de très grandes menaces sur le pouvoir de Michel Martelly qui ne sait pas à quel saint se vouer pour redonner à son pouvoir une certaine légitimité politique entaché d'accusations graves de narco -trafic, de corruption, de trafic d'influence, de violations de droits humains à l'encontre de citoyens notamment les frères Josué et Enold Florestal écroués au Pénitencier National pour leurs idées politiques et tentative de bâillonnement de la presse..

Il ne fait pas de doute que le régime en place essaie de refaire surface. Il ne fait qu'embrouiller dans les dédales d'une politique en répétant les mêmes erreurs du passé. Pourquoi que c'est maintenant que le président veut engager un dialogue politique ciblé avec des responsables de partis ou regroupements politiques? S'agit-il d'un momentum qui ne lui est pas favorable? Il est certain que le président a fait un calcul politique surtout avec le dernier ultimatum d'une frange de l'opposition politique qui réclame sa tête au cas où les sénatoriales partielles et locales n'ont pas eu lieu, à la fin de l'année 2013.

Le président Martelly aurait pu engager également le dialogue avec l'opposition parlementaire qui constitue un poids non négligeable dans la balance politique. Il fait feint d'ignorer cette opposition institutionnelle. Trop préoccupé à construire une majorité présidentielle à coup d'argent et de promesses, notamment à la Chambre des députés, le régime en place a commis une erreur fatale en négligeant les blocs politiques au Parlement qui ne lui sont pas favorables. Le résultat est que, le pouvoir en place a perdu beaucoup de plumes au sein de la 49e Législature. Les deux présidents du Parlement, respectivement Jean Tolbert Alexis de la Chambre des Députés et Simon Dieuseul Desras du Sénat de la République se sont démarqués à toute vitesse du président Martelly, bien que ces deux derniers aient leur propre agenda politique. D'autres voix très écoutées au Parlement ont tourné le dos au régime honni et vilipendé pour ne pas faire les frais lors des élections à venir. Il faut croire que les différentes populations du pays vont sanctionner le régime pour ne pas donner suite à leurs revendications de justice, de bien-être, de liberté et de démocratie.

Le président, en rencontrant des leaders politiques dont Jean Bertrand Aristide de Fanmi Lavalas, Dejean Belizaire du MNP-28, Serge Gilles du PANPRA, est la recherche d'un appui politique certain pour ne pas réaliser les élections à la fin de cette année, conformément à son agenda. Le président se croit intelligent en voulant se décharger en partie de ses responsabilités pour les faire assumer par d'autres. Pourquoi consulter des responsables de partis ou regroupements politiques sur la question des élections, alors que la Constitution de 1987 trace les grandes lignes de la politique de la nation avec des séquences d'élection à un rythme régulier? Le gouvernement, dans l'une de ses attributions constitutionnelles, a pour devoir de réaliser de bonnes élections de manière inclusive avec la mise en place d'une Institution Electorale intégré pour les réaliser. C'est le

Suite à la page (12)

The Jalousie Project: Make-up for misery



Women and girls have to carry heavy water buckets up the hill to the Jalousie neighborhood. Instead of investing in improving access to water, the government is just painting homes

by Haiti Grassroots Watch

Pink, green, blue, red. From a distance, the thousands of brightly colored houses look like a painting. An observer can't see the suffering and the dangers threatening the residents of the Jalousie neighborhood; suffering and dangers that are also being ignored by the government, which is spending US$6 million on a massive make-up job.

"Danger" because just last month, experts announced the hillside slum, home to 45,000 - 50,000 people, sits on a secondary fault.

"Not only does a fault run through Jalousie, but there is also the serious danger of mudslides in the area," geologist Claude Prépetit explained at a press conference on Aug. 2, 2013. Prépetit was introducing a new seismological study of certain regions of Haiti's capital region he recently coordinated.

Jalousie is also dangerous because many of the small houses have been built into the side of Morne L'Hôpital, on steep slopes or in ravines that serve as canals for rainwater. A recent government document notes that more than 1,300 homes should be moved because of they threaten both their residents and people living in the city below, given the frequency of mudslides during and after heavy rainstorms.

Jalousie residents are "suffering" because their neighborhood has no water system. Neighbors sometimes have to fight at the few water distribution points. Sanitation is also a problem for the almost vertical neighborhood where houses are linked by narrow stairways and alleys.

A recent study by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) notes, "the population density may be as high as 1,800 people per hectare, and the living quarters range from eight to 30 square meters. Another aspect of this brutal scene is the fact that the 45,000 residents live in Pétion-ville, also home to most of the country's wealthy neighborhoods. The social divide is striking. Massive mansions sit right next to the slum."

Make-up to mask the misery and dangers

The Michel Martelly government says it is in the process of spending over US$6 million on the slum, but not to deal with the double-danger or to provide services.

Instead, the administration is doing what some have called a "make-up job" – painting the houses in a project called "*Jalousie en couleurs*" (Jalousie in Colors), as homage to the Haitian painter Préfète Duffaut (1923-2012), who often filled his paintings with brightly colored hillside houses.

But a new coat of paint is not the top priority for residents, according to a mini-survey conducted by Haiti Grassroots Watch (HGW). Asked what was most needed, 24 of 25 said they wanted schools for their children, and one fourth added they wanted better access to water.

Just one year ago, the government announced its intention to destroy part of the neighborhood in a project called "*Sove Lavi Mòn Lopital*" ("Save Morne l'Hôpital"). The project aimed to knock down over 1,300 homes, reconstruct drainage canals, and undertake other infrastructure improvements in order to protect the slopes and diminish the risk of mudslides and flooding.

During heavy rainstorms, walls of water rush down the sides of Morne l'Hôpital, where officially it is illegal to construct or cut down any trees. Due to the lack of vegetation to hold it back, the mud can carry away people, animals, and even entire houses. A wall of mud sometimes blocks the Union School, an Anglophone school affiliated with the U.S. embassy and attended by the children of diplomats and the Haitian elite.

In May 2012, Environment Minister Ronald Toussaint explained "Operation Save Morne l'Hôpital" to *Le Nouvelliste*: "Morne L'Hôpital is a region that needs to be reforested in order to stop flooding downstream. We are also going to construct retention walls in the ravines, after the first demolitions. We will do this peacefully; the government does not have any problems with the population."

But the plan was suddenly cancelled after residents protested. Rather than try to resolve the differences and misunderstandings, the government opted to fire Minister Toussaint and cancel the plan to move people out. Today, "Sove Lavi Mon Lopital" continues, but has been reduced to reforestation, infrastructure work, and public information campaigns.

Protests vs. "pride"

In spite of the difficult conditions, the threat from earthquakes and the possibility of mudslides, on Aug. 16 the government announced Phase 2 of *Jalousie en couleurs*.

Phase 1, carried out at the end of 2012 and in early 2013, cost the government US$1.2 million and coincided with the inauguration of the Hotel Occidental Royal Oasis, a five-star establishment where a simple room costs US$175 and a "junior suite" runs more than US$350. The hotel faces the slum. Phase 1 assured 1,000 houses were painted, making the view a little more palatable.

"Phase 2 will be even bigger," Prime Minister Laurent Lamothe told 100 people gathered at the side of a soccer field at the Aug. 16 inauguration. Lamothe said Phase 2 will cost US$5 million

In his speech, Lamothe said 3,000 more homes would be painted and that the soccer field would get new stands, dressing rooms, and synthetic turf. The prime minister also promised a 1.2 kilometer (less than one mile) asphalted street and the improvement of 2.8 kilometers of alleyways.

As Lamothe sang the praises of "Phase 2," two dozen protesters with signs shouted: "We want water! We have no water" and "Schools!" and "We need a clinic!" Lamothe asked demonstrators to be "patient."

"We'll deal with all the problems little by little, but you know that you have many problems, and we are trying to do a little with little means," Lamothe promised before leaving.

At least one resident – who, like most people questioned by HGW, said she would prefer to remain anonymous – is out of patience.

"What we need are water and electricity," said a woman who lives in a small home with 11 others, including two children who do not attend school.

None of the beneficiaries surveyed by HGW were consulted regarding the choice of colors.

"Sure, we profited from a good initiative even though we didn't get to pick out our color, but our needs are much greater than that," said another resident. "We can paint our houses ourselves."

For others, the coat of paint has no importance.

Doing laundry by hand on her little porch, one resident said she was not at home when the painting took place, and that she is not satisfied.

"I can paint my own house," she said. "When I got home, I saw a bunch of splashes of paint on my wall."

One Jalousie resident, Sylvestre Telfort, has the same opinion as many people here: the project is meant to cover the slum with a kind of make-up or greasepaint because it sits directly in front of the hotels Oasis and the new Best Western Premier.

From a hotel balcony, the colors look striking. But houses not facing the hotels are not painted, and for all the houses, only the walls seen from the hotels are being painted.

On its Internet site, the Oasis promises its clients a "magnificent views of the city." Best Western, where rooms run US$150 a night, tells its future visitors that the hotel is "located in the beautiful hills of Pétion-Ville, a well-known fashionable suburb of Port-au-Prince."

"The project to paint Jalousie is nothing more than a social appeasement carried out be the government to satisfy the bourgeoisie who for years has tried to exterminate us, in vain," Telfort said. "They can't drop a bomb to eliminate people. So they took another tack and colored the exteriors our houses."

The former environment minister Toussaint is worried. "The Morne l'Hôpital situation is chaotic," he said. "It's a matter of public safety. Some 22% of residents of Pétion-ville live on Morne l'Hôpital, in Jalousie and Philippo. The concrete

Suite à la page (16)

To Protest Martelly & MINUSTAH: Daily Pickets at UN to Culminate in September 26 Demonstration

by Kim Ives

For the past three weeks, every weekday from 3 p.m. to 6 p.m., a handful of Haitian demonstrators have held a picket-line in Ralph Bunche Park, across the street from the UN's General Headquarters in Manhattan. The demonstrators hold up signs, give out flyers, and talk to UN diplomats, workers, and passers-by. The essence of their message is simple: "Martelly Out, MINUSTAH Out."

Haitian President Michel Martelly is accused of massive corruption and stands poised to dissolve Haiti's Parliament in January before it can impeach him. MINUSTAH is the acronym for the UN Mission to Stabilize Haiti, an international UN force of 9,000 soldiers which has militarily occupied Haiti, in violation of the Haitian Constitution and international law, for close to 10 years.

The pickets are building up to a larger all-day demonstration, from 9 a.m. to 6 p.m., on Sep. 26, the day when President Martelly is due to address the UN General Assembly. That demonstration will take place at Dag Hammarskjold Plaza, located on 47th Street between 1st and 2nd Avenues in Manhattan.

The pickets and demonstration were called by a broad Haitian community alliance which includes the Coalition to Support the Haitian People's Struggle (KAKOLA), the International Support Haiti Network (ISHN), Haïti Liberté, and leading members of the Lavalas Family party in New York.

Those organizations will join with other Haitian groups and individuals on Sep. 26 who will also be demonstrating in Dag Hammarskjold Plaza to call for the UN to pay reparations for the cholera which Nepalese MINUSTAH soldiers introduced into Haiti in October 2010. The resulting epidemic is the world's worst, having killed over 8,300 and sickened more than 680,000. Despite legal actions against it, the UN has refused to admit responsibility for unleashing the epidemic or to pay reparations.

Below are excerpts from the flyer which picketers have been handing out to people at Ralph Bunche Park, calling for President Martelly to resign, and for UN troops to leave Haiti immediately.



During September, Haitians have picketed every weekday afternoon in front of the UN to demand "Martelly Out! MINUSTAH Out!"

Two Parliamentary Special Commissions of Inquiry have urged that Haiti's lawmakers impeach President Michel Martelly and his long-time business partner Prime Minister Laurent Lamothe.

Both men were in a July 11 meeting where they threatened Judge Jean Serge Joseph, who was investigating corruption in the regime. Martelly and Lamothe publicly lied that they were at the meeting or ever met the judge, who died two days later from a brain hemorrhage due to stress or poison.

Meanwhile, the Haitian Senate has unanimously demanded that the 9,000 soldier UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) be withdrawn no later than May 2014. The UN, however, wants to renew MINUSTAH when its one year Security Council mandate ends on October 15, 2013.

The Martelly regime illegally came to power in May 2011 after a March 2011 electoral coup engineered by Washington (Haiti's Electoral Council never ratified the election). It has carried out a long list of illegal and provocative acts including: the arrest of peaceful protesters, of a sitting deputy, and of the plaintiffs in a suit against government corruption; the unilateral, illegal taxing of international money transfers and phone calls, proceeds from which go into an opaque presidential-controlled account; the formation of several private right-wing militias; the release or protection of known criminals who are close to the President; and the ramming through of Constitutional changes and an unlawful electoral council.

But the wholesale corruption of the regime, at levels breathtaking even by Haitian standards, is mainly what has brought the people to a boiling point. Highlights include: a $20,000 per diem for the President on his frequent trips abroad, on which he takes his family and large entourages who are given equally obscene per diems; 12 documented kick-back payments totaling $2.6 million from Dominican Sen. Felix Bautista for post-earthquake construction contracts; the siphoning off of millions of dollars from the PetroCaribe fund set aside for social programs; and the disappearance into thin air of another $100 million in post-earthquake international funds for rebuilding of a devastated Port-au-Prince neighborhood, which still lie in shambles. The list goes on and on.

Meanwhile, MINUSTAH continues to repress, harass, and infect the Haitian people at an average cost of about $800 million a year...

INTERVIEW INTÉGRALE DE BASH



L'interview a été réalisée Tuesday, 17 Septembre par l'ancien représentant démocrate Dennis Kucinich, un contributeur de Fox Nouvelles, et le correspondant principal de Fox Nouvelles Channel Greg Palkot

Le 18 septembre dernier, dans la langue de Shakespeare, le président syrien Bachar al-Assad donnait une interview à la chaîne américaine Fox News. Beaucoup de personnes se sont posé la question de savoir pourquoi il donnait cette interview en langue anglaise. Pour que simplement la traduction de l'arabe en anglais ne soit pas triturée. Connaissant la pratique de la presse mainstream, le lion de Damas a voulu parler directement au peuple américain et sans intermédiaire. De sorte qu'au sein des familles américaines, il a fait mouche, avec sa maîtrise de la langue. Certains se sont aussi interrogés pourquoi, dans son entretien avec Le Figaro, il n'a pas parlé français alors qu'il maîtrise également la langue de Molière. C'est aussi limpide que ça, la France, à part que de crier, ne joue aucun rôle sur le plan international, encore moins sur le conflit syrien, que de suivre seulement les États-Unis.

Dennis Kucinich (Fox News) : Bonjour Monsieur le Président, je vous remercie beaucoup pour nous avoir accordé cette entrevue. Je suis accompagné par mon collègue, le journaliste Greg Palkot, et nous sommes très impatients de commencer. Comme vous le savez, il y a eu un certain nombre d'histoires qui ont fait la une des médias et que nous devons discuter avec vous. L'ONU vient de publier son rapport sur les armes chimiques. Mon collègue Greg Palkot en discutera avec vous dans un instant. Je veux vous parler d'autres développements majeurs concernant le plan sur les armes chimiques qui a été accepté par les Etats-Unis et le gouvernement russe. Êtes vous d'accord avec ce plan pour sécuriser et éventuellement détruire les armes chimiques ?

Le président Assad : La semaine dernière, nous avons adhéré à l'Accord international de prévention et de destruction des armes de destruction massive chimiques, et une partie de cet accord, la partie principale, est l'engagement de ne pas fabriquer ces armes, ne pas les stocker, et de ne pas les employer, et bien sûr de ne pas les distribuer, et une partie de cet accord concerne la destruction de ces produits chimiques. Evidemment, puisque nous sommes maintenant signataires de cet accord, nous devons donner notre accord sur cette partie.

Fox News : Vous devez donner votre accord sur quoi ?

Le président Assad : Nous débarrasser de toutes ces armes, je veux dire les détruire.

Fox News : Pourquoi l'acceptez-vous aujourd'hui seulement ?

Le président Assad : Non, en fait ça ne date pas d'aujourd'hui. Si vous revenez dix ans en arrière, lorsque nous étions un membre non-permanent du Conseil de sécurité en 2003, nous avons proposé aux Nations Unies, au Conseil de sécurité, une proposition syrienne de débarrasser le Moyen-Orient des armes de destruction massive, à créer une zone exempte de produits chimiques ou d'une zone exempte d'Armes de Destruction Massive au Moyen-Orient. Et en fait, les États-Unis se sont opposés à cette proposition ; mais par conviction nous voulions voir notre région exempte d'armes de destruction massive, de toutes sortes d'armes de destruction massive parce que c'est une région très volatile, qui est toujours au bord de l'anarchie et de guerres. C'est pourquoi nous disons que ça ne date pas d'aujourd'hui.

Fox News : Nous savons que le président Obama et le secrétaire Kerry ont dit dans le passé que vous mentiez - c'est leur mot , pas le mien - quand vous avez dit que vous n'aviez pas d'armes chimiques. Il y a quelques jours, dans une interview avec la chaîne Russe Canal 24, vous avez admis que vous aviez des stocks d'armes chimiques. Pour simplement clarifier les choses avant de passer à la suite : Avez-vous ou n'avez-vous pas des armes chimiques ?

Le président Assad : Tout d'abord, en ce qui concerne ce qu'Obama et Kerry ont dit, je les mets au défi de préciser à quelle occasion nous aurions répondu ne serait-ce qu'une seule fois « non ». Nous ne l'avons jamais dit. Nous n'avons jamais dit non, nous n'avons jamais dit oui, mais nous disons toujours que c'est un sujet classifié, nous n'avons pas à en discuter, et si nous voulons en parler, nous disons « si » et « si » signifie que vous pouvez en avoir ou ne pas en avoir. C'est donc un mensonge éhonté.

Fox News : D'accord, mais pouvez-vous nous le dire maintenant ? Avez-vous des armes chimiques ou non ?

Le président Assad : Bien sûr, lorsque nous avons adhéré au traité la semaine dernière, cela signifie que nous en avons, et nous l'avons dit, ce n'est plus un secret.

Fox News : Donc, à l'intention du peuple américain, vous admettez que vous avez des armes chimiques ?

Le président Assad : C'est pourquoi nous avons adhéré à l'accord international, afin de nous en débarrasser.

Fox News : Mes anciens collègues de Capitol Hill sont sceptiques au sujet de votre adhésion à ce plan. Ils disent que c'est juste une tactique destinée à gagner du temps. Est-ce le cas ?

Le président Assad : Une tactique destinée à gagner du temps. Pour adhérer à l'accord ?

Fox News : Que vous essayez en ce moment de gagner du temps, et que vous n'avez pas vraiment l'intention de respecter le plan. Essayez-vous de gagner du temps ?

Le président Assad : Lorsque vous passez un accord, il y a un mécanisme, et vous devez obéir à ce mécanisme, et d'après l'histoire de la Syrie, nous n'avons jamais passé un accord avec l'une ou l'autre partie du monde et nous n'avons jamais violé nos engagements ou failli à notre rôle prévu dans un accord, jamais.

Fox News : Vous voulez donc dire que le président Obama peut vous faire confiance pour mettre vos engagements en application ?

Le président Assad : Je ne pense pas que le président Obama devrait me faire confiance. C'est d'abord au peuple syrien de me faire confiance, pas le président Obama. Ensuite, quand il s'agit de contrats et de relations internationales, il faut des mécanismes et ces mécanismes doivent être fondés sur des critères objectifs. Donc, si vous voulez faire confiance ou pas, observez notre pays, regardez s'il obéit à ces mécanismes et ces règles ou pas. C'est là que vous pouvez lui faire confiance ou pas. Ce n'est pas une relation personnelle.

Fox News : Je comprends. Donc, vous êtes soumis à un délai très court. Allez-vous être en mesure de fournir la liste qui fait partie de l'accord, une liste des armes chimiques ?

Le président Assad : Cette liste en fait partie. Vous devez fournir une liste de votre arsenal à l'organisation d'armes chimiques.

Fox News : Et êtes-vous prêt à ouvrir les sites d'armes chimiques à une inspection internationale ?

Le président Assad : Nous n'avons pas dit que nous adhérions partiellement à cet accord ou à cette organisation, nous y adhérons pleinement. Nous avons envoyé la lettre, nous avons envoyé le document, et il faut environ un milliard, et c'est très préjudiciable à l'environnement. Si l'administration américaine est prête à payer cet argent et à prendre la responsabilité d'emporter des substances toxiques aux États-Unis, pourquoi ne le font-ils pas ? Mais bien sûr, ce sera fait en coopération avec une organisation spécifique des Nations Unies.

Fox News : Mais vous êtes prêts à les remettre à un moment donné pour assurer leur destruction en toute sécurité ?

Le président Assad : Peu importe où. Comme je l'ai dit, au final, si vous allez les détruire, peu importe le lieu.

Fox News : Y a-t-il des conditions ?

Le président Assad : Non, nous n'avons pas de conditions. Envoyez-les n'importe où. Si elles doivent être détruites, elles peuvent l'être n'importe où. Comme je l'ai dit, c'est très préjudiciable à l'environnement ; alors le premier pays qui est prêt à prendre les risques posés par ces produits peut les prendre.

Fox News : Avez-vous un accord de sécurité avec le gouvernement russe qui garantit, après l'abandon éventuel de vos armes chimiques, que vous serez en fait protégés, afin de ne pas



En ce qui concerne ce qu'Obama et Kerry ont dit, je les mets au défi de préciser à quelle occasion nous aurions répondu ne serait-ce qu'une seule fois « non »

sommes engagés à respecter pleinement les clauses de cet accord.

Fox News : Seriez-vous prêt à laisser nos caméras de Fox News avoir accès à certains sites d'armes chimiques de sorte que le peuple américain puisse constater de lui-même ? Est-ce possible ?

Le président Assad : En Syrie, nous avons des institutions, nous avons des règles, nous avons des conditions. Nous devons donc nous adresser à ces institutions pour cette demande, et après avoir étudié la demande, elles peuvent répondre par oui ou par non. Mais, ce n'est pas au Président de prendre cette décision seul. Donc, nous avons des institutions, et vous pouvez le faire après cet entretien, vous pouvez demander l'autorisation.

Fox News : Pouvez-vous détruire ces armes chimiques rapidement, et si non, pourquoi ?

Le président Assad : Je pense que c'est une opération très compliquée sur le plan technique, et il faut beaucoup d'argent. Certains l'estiment à environ un milliard d'euros pour le stock syrien. Nous ne sommes pas des experts en la matière, mais c'est l'estimation qu'on nous a donnée récemment. Il faut donc demander aux experts ce que signifie «rapidement» parce qu'il faut du temps, il faut une année, peut-être un peu moins ou un peu plus. Alors, que voulez-vous dire par «rapidement» ?

Fox News : Puisque ce sont les États-Unis qui ont exigé que vous abandonniez vos armes chimiques, seriez-vous prêts à remettre vos armes chimiques au gouvernement américain pour les détruire en toute sécurité ?

Le président Assad : Comme je le disais, il faut beaucoup d'argent, être vulnérables aux attaques ? Parce que nous savons qu'il y a d'autres pays qui ont renoncé à leurs armes et qui ont ensuite été attaqués.

Le président Assad : Vous savez, le rôle de la Russie, sur le plan politique, a été très efficace au cours de la crise en Syrie, au cours des deux dernières années et demi, et ils ont opposé leur veto à trois reprises au Conseil de sécurité, donc en fait ils ont protégé la Syrie politiquement. Ils n'ont pas besoin d'avoir un accord de sécurité avec la Syrie. Il ne s'agit pas uniquement de l'armée et de la guerre, mais aussi de politique. Donc, je pense qu'ils font leur travail sans un accord.

Fox News : Donc, juste pour résumer, vous avez des armes chimiques, vous êtes prêts à suivre le plan pour les détruire, et vous êtes prêts à coopérer



Des experts de l'ONU en Syrie

avec la communauté internationale à cet égard.

Le président Assad : Encore une fois, comme je l'ai dit, tout ce que vous mentionnez fait partie de l'accord international, et lorsque nous avons signé cet accord, c'était avec l'objectif d'y adhérer pleinement, pas partiellement. Je pense que c'est très clair.

Greg ? (L'ancien député républicain Dennis Kucinich passe la main à Greg Palkot pour poser ses questions au Président)

Fox News: Greg Palkot : Merci, Dennis. Monsieur le Président, c'est tellement important, permettez-moi de revenir sur un ou deux points seulement, avant de passer à autre chose. Encore une fois, aucune condition ; vous donnerez votre accord à ce plan pour détruire vos armes chimiques. Vous aviez posé des conditions à ce sujet dans le passé, la semaine dernière. Pas de conditions, donc ?

Le président Assad : Les seules conditions seront celles requises, proposées et énoncées par l'accord. Nous allons donc maintenant discuter des détails avec l'organisation internationale. Je n'ai donc pas tous les détails pour en discuter avec vous maintenant, et je ne suis pas expert, nous avons des gens spécialisés pour discuter des détails. Mais, pour ne pas entrer dans les détails, retenez ceci : chaque fois que nous signons un accord, au nom de la Syrie, nous respectons toujours les engagements de cet accord.

Fox News : Votre problème était qu'il y avait la menace de recourir à la force, brandie par les États -Unis, il y a encore un débat sur la soi-disant résolution du Chapitre VII présentée à l'ONU qui inclurait la possibilité de recourir à la force. Serait-ce une cause de rupture de l'accord, si cette résolution était adoptée ?

Le président Assad : Que serait une cause de rupture ?

Fox News : La résolution chapitre sept de l'ONU qui permet aux organismes de l'ONU d'utiliser la force si vous ne vous conformez pas au plan.

Le président Assad : Il y a un malentendu selon lequel nous aurions accepté cet accord en raison de la menace américaine. En fait, si vous revenez en arrière, avant le G20, avant la proposition de cette initiative russe, la menace américaine ne visait pas la remise de notre arsenal chimique, mais d'empêcher sa réutilisation. Il ne s'agit donc pas de la menace. La Syrie n'a jamais cédé devant une menace. En réalité, nous avons répondu à l'initiative de la Russie, à nos besoins et à notre conviction. Donc, qu'ils aient un chapitre sept ou pas, il s'agit de politique entre les grands pays.

Fox News : Donc, pour vous, ça n'a rien à voir ?

Le président Assad : Non, non, rien à voir. Nous avons obéi parce que nous voulions obéir. Nos motivations sont totalement différentes.

Fox News : Et, encore une fois, ce délai que Dennis a mentionné, une semaine pour remettre une liste complète de vos armes chimiques, Novembre pour la première visite des inspecteurs, mi 2014 pour la destruction de toutes vos armes chimiques, il s'agit d'un calendrier ambitieux, même pour des experts. Vous pensez que c'est faisable ?

Le président Assad : Oui, mais nous devons d'abord discuter de ces détails avec l'organisation. Ensuite, le temps n'est pas notre problème, c'est le

IAR AL-ASSAD AVEC FOX NEWS !

problème de l'organisation, de combien de temps ils ont besoin pour mettre en œuvre cet accord.

Fox News : Vous n'avez pas nécessairement signé sur un délai ?

Le président Assad : Non, non. La seule chose que nous devons faire, c'est de fournir les informations et de rendre nos sites accessibles, ce qui n'est pas un problème. Nous pouvons le faire demain, nous n'avons pas de problème.

Fox News : Vous pourriez le faire dès demain ?

Le président Assad : Oui, bien sûr. Nous n'avons pas de problème. Le problème, c'est la vitesse à laquelle ils peuvent être sur place pour commencer à débarrasser tout le matériel chimique, parce que c'est une situation très compliquée . Ce n'est pas une question de volonté. Il s'agit d'un problème technique. Alors, seuls les experts peuvent répondre à votre question.

Fox News : Ce qui m'amène à ma dernière question sur ce sujet, et c'est exactement ce que certaines personnes disent, qu'il ne s'agit que d'une ruse, d'un jeu, parce c'est tellement difficile. Les experts disent que ce sera très difficile de se débarrasser de ces armes chimiques, en particulier dans une situation de guerre comme celle-ci. Vous gagnez effectivement beaucoup de temps.

Le président Assad : Même sans guerre, c'est difficile. Même avec toutes les conditions réunies par toutes les parties, il faut du temps pour se débarrasser de ces armes.

Fox News : Vous êtes donc en train de dire que cela pourrait prendre des années ?

Le président Assad : Comme je l'ai dit, nous n'avons pas d'expérience en la matière, mais certains disent qu'il faut un an. Je n'ai pas dit des années. Selon ce que j'ai entendu, il faut environ un an, peut-être un peu moins ou un peu plus. Mais il faut voir avec les experts, ce sont eux qui nous le diront.

Fox News : Passons aux dernières nouvelles importantes. Il y a beaucoup de nouvelles qui arrivent en ce moment, dont le rapport de l'ONU qui vient de paraître sur l'attaque à l'arme chimique, le mois dernier dans la banlieue de Damas. Selon ce rapport, et c'est le rapport que vous avez dit que vous attendiez - vous dites que vous ne voulez pas entendre les États-Unis, que vous n'avez pas envie d'entendre le Royaume-Uni, vous ne voulez pas entendre la France, vous voulez l'ONU, et l'ONU a parlé, et ils ont dit, et je cite : « il existe des preuves claires et convaincantes que le sarin, un gaz neurotoxique a été utilisé », et ils se fondent sur des échantillons de l'environnement, chimiques et médicaux. Ils disent que le meurtre s'est produit sur une échelle relativement grande, y compris d'enfants. Etes vous d'accord avec cette conclusion ?

Le président Assad : Ils ont les échantillons, et ils sont censés être objectifs. Nous n'avons pas eu ce rapport officiel, mais la question est de savoir si je suis d'accord sur l'utilisation du gaz sarin.

Fox News : Non, si vous êtes d'accord avec l'évaluation que l'attaque à l'arme chimique a eu lieu dans la banlieue de Damas, le 21 Août.

Le président Assad : C'est l'information que nous avons, mais cette information n'est pas une preuve.

Fox News : C'est différent. Vous n'êtes pas d'accord avec le rapport de l'ONU ?

Le président Assad : Non, non, je ne suis pas en désaccord. Il faut attendre d'avoir les éléments. On ne peut pas dire qu'on est d'accord ou pas d'accord d'avoir les éléments.

Fox News : Ils ont les preuves. Ils ont interviewé 40-50 personnes sur le terrain.

Le président Assad : Oui, nous devons discuter des preuves avec eux. Nous devons discuter avec eux parce qu'ils vont revenir, ils n'ont pas encore terminé leur mission. Ils vont revenir, et nous devons en discuter avec eux, nous devons voir les détails. Mais nous ne pouvons pas être en désaccord sans avoir de preuve contraire. Donc, personne n'a dit que du gaz n'a pas été utilisé car au mois de mars, nous avons invité la délégation en Syrie parce que le gaz sarin avait été utilisé, au mois de mars. Nous avons la preuve qu'il a été utilisé en Mars, à Alep. Lorsque je m'exprime en tant qu'officiel, je peux parler des preuves que j'ai.

Fox News : D'accord, mais ils ont sorti un rapport de 38 pages, je veux dire qu'il a été publié hier. Je ne sais pas si vous avez eu la possibilité de le consulter.

Le président Assad : Non, pas encore. Nous devons l'examiner, nous devons en discuter avant de dire si nous sommes d'accord ou pas. Ca ne date que d'hier soir.

Fox News : Parlons alors de manière hypothétique. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré qu'il s'agit d'un crime de guerre, d'un acte ignoble, et qu'il s'agit d'une grave violation du droit international. Si cet événement s'est passé comme ils le disent, serait-ce ignoble, serait-ce une violation du droit international ?

Le président Assad : Cela va de soi, bien sûr.

Fox News : Cela va de soi.

Le président Assad : Bien sûr, c'est évident, c'est ignoble, c'est un crime.

Fox News : Parce que je suis sûr que vous avez vu les vidéos que nous avons vues, des enfants en train d'étouffer, des gens en train de vomir.



De gauche à droite à Genève, le secrétaire d'État John Kerry, l'envoyé spécial de la Ligue arabe et de l'ONU pour la Syrie, Lakhdar Brahimi (au centre) et le ministre russe Sergueï Lavrov.

Le président Assad : Oui, mais personne n'a vérifié la crédibilité de ces vidéos et de ces photos. Personne ne les a vérifiées. Les seules choses vérifiées sont les échantillons que la délégation a prélevés, des échantillons de sang et autres, du sol et ainsi de suite.

Fox News : C'est ce qu'ils disent.

Le président Assad : Mais vous ne pouvez pas construire un rapport sur des vidéos si elles ne sont pas vérifiées, surtout après avoir vécu pendant deux ans et demi dans un monde de manipulations sur la Syrie. Il y a beaucoup de contrefaçons sur Internet.

Fox News : Il y a un dernier élément clé dans ce rapport de l'ONU, et alors que les inspecteurs de l'ONU n'ont pas désigné de coupable, c'est à dire qu'ils ne désignent pas les coupables de l'attaque. Il y a beaucoup d'experts qui interprètent ce rapport, certains à qui j'ai parlé au cours des 12 dernières heures, et qui disent franchement que cette attaque apparaît fortement comme une attaque provenant de votre gouvernement, du gouvernement syrien. Ils mettent en avant un certain nombre de choses. Ils disent qu'il y avait une grande quantité de gaz, de gaz sarin, peut-être une tonne. Les rebelles n'auraient pu en avoir autant. Ils mentionnent le type de fusée, une M-14 d'artillerie de 300 millimètres qui n'avait jamais été utilisée par les rebelles auparavant, que ces derniers avaient besoin de gros véhicules pour envoyer ces roquettes, que les rebelles n'ont pas tout ça, et peut-être plus important encore, ils soulignent la trajectoire des roquettes. Ils disent qu'ils ont pu retracer les tirs de roquettes à partir du point d'impact vers l'endroit d'où elles ont été tirées. Et en deux occasions différentes, selon l'ONU, le lieu de tir se trouve à Mont Qasyoun, le quartier général des gardes républicaines. Que répondez-vous à cela ?

Le président Assad : Tout ce que vous dites fait partie du rapport ? Tous ces points sont dans le rapport ?

Fox News : Ces points font tous partie de ce rapport. Ce sont tous des faits.

Le président Assad : Le rapport ne mentionne rien au sujet des gardes républicaines ou des choses comme ça.

Fox News : Ils ont dit qu'ils ont donné l'apogée (azimuth tracking) de la trajectoire, et les gens ont extrapolé à partir de là pour retrouver l'endroit d'où le tir est parti, au nord-ouest de Damas.

Le président Assad : Tout d'abord, le gaz sarin est appelé gaz de cuisine, savez-vous pourquoi ? Parce que n'importe qui peut fabriquer du sarin chez lui.

Fox News : Ils ont dit qu'il était de très grande qualité. De meilleure qualité de même que celui utilisé en Irak par Saddam Hussein, votre voisin à l'époque.

Le président Assad : Tout d'abord, un rebelle peut fabriquer du sarin. Deuxièmement, nous savons que tous ces rebelles sont soutenus par des gouvernements, de sorte que tout gouvernement qui en posséderait aurait pu leur fournir.

Fox News : Les experts disent qu'ils n'ont jamais rien vu de tel, une tonne de gaz sarin, ça veut dire des lanceurs, des roquettes, tout un équipement, qui se trouve être, de temps en temps, le genre d'armements et de munitions qu'on peut trouver dans vos bases.

Le président Assad : Ce n'est franchement pas crédible. Vous ne pouvez pas utiliser du sarin près de vos troupes, première chose. Deuxièmement, vous n'utilisez pas des armes de destruction massive lorsque vous avancez, lorsque vous n'êtes pas en train de perdre, que vous ne battez pas en retraite. La situation était en faveur de l'armée. Troisièmement, nous n'avons pas utilisé ces armes lorsque nous étions beaucoup plus en difficulté l'année dernière. Quand ils parlent de troupes ou de n'importe quelle unité de l'armée syrienne qui aurait utilisé ce type d'arme, c'est faux ne serait-ce que parce que ces armes chimiques ne peuvent être utilisées que par des unités spécialisées. Elles ne peuvent pas être utilisées par d'autres unités comme l'infanterie ou des unités traditionnelles similaires. Donc, tout ce que vous avez dit n'est pas réaliste et n'est pas vrai. Certainement, pour ce qui concerne le gouvernement, nous avons la preuve que les groupes terroristes ont utilisé du gaz sarin et les preuves ont été remises aux Russes. Les satellites russes - depuis le début de ces allégations, le 21 Août ont dit qu'ils ont des informations grâce à leurs satellites que la fusée a été lancée à partir d'une autre zone. Alors, pourquoi ne pas tenir compte de ce point de vue ? Et donc, toute cette histoire ne tient même pas debout. Ce n'est pas crédible. En un mot, nous n'avons pas utilisé d'armes chimiques à Ghouta, parce que si nous l'avions fait, nous aurions touché nos troupes, nous aurions blessé des dizaines de milliers de civils vivant à Damas.

Fox News : Pour conclure cette partie, Monsieur le Président, permettrez-vous une enquête plus approfondie ? Allez-vous permettre aux enquêteurs de l'ONU de venir, peut-être pour étudier plus en détail cette attaque ou d'autres attaques ? Il y a quelque chose comme 14 attaques différentes où des accusations ont été lancées des deux côtés et même une équipe de l'ONU qui se prononcerait sur la culpabilité, la responsabilité de cette attaque. Vous allez permettre à ces équipes de l'ONU d'entrer ?



Nous n'avons pas utilisé d'armes chimiques à Ghouta, parce que si nous l'avions fait, nous aurions touché nos troupes, nous aurions blessé des dizaines de milliers de civils vivant à Damas.

Le président Assad : C'est nous qui les avons invités en premier à venir en Syrie, au mois de mars, et nous leur avons demandé de revenir en Syrie pour poursuivre leurs investigations parce que nous avons plus d'endroits à étudier. Ce sont les États-Unis qui ont fait pression sur eux récemment pour partir avant la fin de leurs missions. Lorsque nous avons invité la délégation, nous avons voulu que cette délégation ait eu les pleins pouvoirs pour enquêter sur tout, non seulement sur l'utilisation du gaz sarin ou les armes chimiques, mais d'enquêter sur tout, sur les auteurs, sur le mode opératoire. Mais les Etats-Unis ont fait pression pour limiter l'enquête à l'usage ou non du gaz. Pourquoi ? Parce que, je pense que l'administration américaine a pensé que s'ils enquêtaient sur qui et comment, ils arriveraient à la conclusion que les auteurs sont les rebelles ou les terroristes, et non l'inverse.

Fox News : Merci, Monsieur le Président. À vous Dennis ?

Dennis Kucinich (Fox News) : Permettez-moi alors, pour rebondir, de vous poser des questions sur la diplomatie. Quelles démarches diplomatiques êtes-vous prêt à faire pour redonner confiance à la paix dans votre pays ?

Le président Assad : Toute initiative diplomatique sans stabilité et l'élimination des terroristes ne serait qu'une illusion. Toute initiative diplomatique doit commencer par arrêter l'afflux des terroristes, le soutien logistique, en armement et financier, à ces terroristes. Ensuite, vous avez un plan complet, les Syriens pourraient s'asseoir autour d'une table, discuter de l'avenir de la Syrie, du système politique, de la constitution et de tout.

Fox News : Est-ce que l'avenir inclurait des négociations avec l'opposition syrienne ?

Le président Assad : Certainement, ce qui ne signifie pas négocier avec les terroristes.

Fox News : Je comprends. Mais ça veut dire que vous êtes prêt pour, disons, un programme de réconciliation avec ceux qui vous sont opposés. Êtes-vous prêt pour cela ?

Le président Assad : Bien sûr, nous l'avons annoncé au début de l'année. Nous avons dit que nous sommes prêts à discuter avec tout parti politique intérieur et extérieur de la Syrie.

Fox News : Projetons-nous dans un an. Seriez-vous prêt à offrir l'amnistie à tous les Syriens qui s'opposent à votre gouvernement ?

Le président Assad : Ils n'ont pas enfreint la loi, s'ils s'opposent au gouvernement, ils peuvent venir en Syrie sans amnistie. L'amnistie ne concerne que ceux qui ont enfreint ou violé la loi syrienne. Si vous y êtes opposé, ce n'est pas un crime.

Fox News : Croyez-vous en l'amnistie comme un chemin vers la paix ?

Le président Assad : Cela dépend pour qui. Pour ceux qui ont du sang sur les mains, cela pourrait se faire dans le cadre d'une réconciliation nationale.

Fox News : Cela inclurait-il des indemnisations aux familles de ceux qui ont été tués ?

Le président Assad : Ce n'est pas au président de décider de tous ces détails. Je pense que c'est la réunion syrienne de toutes les factions et partis qui définira tous ces détails.

Fox News : Que diriez-vous, Monsieur le Président, aux millions de Syriens qui sont actuellement réfugiés, alors que vous rapprochez d'un processus de paix ? Que feriez-vous pour leur dire « s'il vous plaît, revenez à la maison » ?

Le président Assad : Bien sûr, nous voulons qu'ils reviennent dans leurs villages, leurs villes, leurs maisons, leurs foyers, nous le voulons. Mais nous devons les aider à se débarrasser des terroristes, parce que la majorité de ces réfugiés sont partis à cause des terroristes, pas à cause du gouvernement. En fait, nous avons des réfugiés en Syrie qui sont aidés par le gouvernement.

Fox News : Permettez-moi de vous poser cette question, avez-vous parlé avec le président Obama ?

Le président Assad : Jamais.

Fox News : Avez-vous déjà parlé avec lui ?

Le président Assad : Non

Fox News : Ca vous intéresserait de lui parler ?

Le président Assad : Ça dépend du contenu. (Rires) Il ne s'agit pas de bavarder.

Fox News : Si vous vouliez lui envoyer un message maintenant, que lui diriez-vous ?

Le président Assad : Écoutez votre peuple ; suivez le bon sens de votre peuple. Rien de plus.

Fox News : Le Pape François a demandé à la communauté internationale d'abandonner la poursuite futile d'une solution militaire. Croyez-vous que le conseil du pape est valable, pour votre gouvernement, et pour d'autres pays ?

Le président Assad : Bien sûr. Nous avons invité tous les militants en Syrie à renoncer aux armes, et nous avons offert l'amnistie à tous ceux qui veulent déposer les armes et retourner à une vie normale en tant que citoyen syrien. Bien sûr, nous y croyons…

Fox News : Monsieur le Président, notre temps est limité et je voudrais brièvement retourner dans le passé. J'étais ici en 2000 pour les funérailles de votre père. Vous avez assumé le poste de président, et à ce moment là certaines personnes avaient un réel espoir en vous, comme réformateur, pour changer les choses, pour apporter plus de démocratie dans ce

Suite à la page (15)

¡Hasta siempre Comandante!, Chavez pour toujours!

En guise d'hommage à Hugo Chávez

(2ème partie)

Par : Jean-Michel Mabeko-Tali *

Ndlr. Nous présentons la 2ème partie du texte de Mabeko Tali, romancier, Docteur en Histoire, en hommage à Chávez, paru dans Afrique Asie le12 avril 2013, une semaine après le décès du Comandante.

Oui, avec El Comandante Chavez, le mot pétrole avait perdu pour le bas peuple vénézuélien le sens dramatique qu'il assume partout ailleurs, et l'annonce de nouvelles découvertes de puits de pétrole avait cessé d'être l'équivalent d'un chant lugubre que cela assume à Brazzaville, Luanda, Lagos, Libreville, Malabo, etc., où chaque nouvelle découverte annonce une nouvelle flambée de la corruption et de l'enrichissement illicite des élites au pouvoir.

Certes, j'entends les cris d'orfraie :«c'était un démagogue, un populiste… et puis, et puis, sa famille en a bien profité !...» . Mais alors j'entends des clameurs plus stridentes encore : celle des gens du peuple criant et chantant fièrement: «Yo también soy Chavez» (moi aussi, je suis Chavez) : une affirmation de leur adhésion citoyenne à un projet de société qui apportait des changements visibles, palpables, dans leur vie vouée naguère à l'abandon des générations durant. Et le rire heureux de cette femme du peuple, ancienne fille de rue, montrant, le journal à la main, comment grâce au programme d'alphabétisation massive financé par les revenus pétroliers nationaux, elle a pu avoir accès à l'éducation, et



Hugo Chávez Frías

peut prétendre désormais à un meilleur emploi. Ou cette autre mère de famille expliquant comment, avant le programme des logements sociaux de la révolution bolivarienne, elle n'avait jamais pu accéder par ses propres moyens à un logement décent, et comment le seul fait de vivre désormais dans un meilleur quartier lui ouvrait également l'accès à un meilleur emploi, car même un bon CV butait naguère contre un refus dès lors que le potentiel futur employeur découvrait que vous habitiez dans les «mauvais quartiers», entendre les bidonvilles.

Et cette institutrice d'un quartier défavorisé, qui regarde avec fierté ses écoliers issus de familles qui naguère ne pouvaient même pas rêver d'envoyer un, et à plus forte raisons tous leurs enfants à l'école. Une école aujourd'hui accessible à tous, et à moindre coût. Et des centres médicaux de quartier où des médecins cubains, par milliers, assurent désormais l'accès aux soins médicaux gratuits aux moins nantis. Tous des faits rapportés, au lendemain de la mort d'Hugo Chavez, sur des chaînes de télévision «yankees» couvrant cet évènement tragique et peu susceptibles de constituer des organes de propagande «chaviste».

J'entends également les hurlements et accusation hypocrites de «dictature chaviste», par ceux-là mêmes qui, en Occident, ont bien soutenu ou cautionné et instrumentalisé contre les peuples les pires, les plus sanguinaires et les plus kleptocrates des dictatures, de l'Afrique à l'Amérique Latine. Mais face à ces cris d'hyènes, il y a ces massifs meetings populaires de chaque parti politique vénézuélien pendant les différents scrutins électoraux pluralistes (des présidentielles aux législatives) organisés périodiquement sous Chavez, selon un calendrier précis, et de la manière la plus démocratique qui fût. Scrutins dont la transparence à chaque fois été reconnue par les observateurs impartiaux, dont le moindre n'aura pas été la Fondation Carter, connue pour son objectivité et le sérieux lié à l'image de son patron et ancien président américain, que l'on qualifierait difficilement de «gauchiste» et encore moins de «chaviste». Ce même Jimmy Carter dont le message de condoléances adressé au gouvernement vénézuélien traduit indubitablement la portée de l'action et de la figure de Hugo Chavez même au sein de l'empire du nord (*ndlr* : l'intégralité de ce message a déjà paru dans notre numéro du 14 au 20 août 2013, V.7, N.5, p.18).

Suite de la page (8)

Président qui, à travers un décret, convoque le peuple en ces comices.

Dans ses tergiversations coutumières, le président haïtien vient d'impliquer, pour le malheur des haïtiens, l'Organisation des Etats Américains (OEA) dans la réalisation de ces joutes. Cette organisation hémisphérique ne rend pas toujours service à ses Etats-membres, depuis sa création. Les dernières élections présidentielles et législatives haïtiennes de 2008/2009 s'étaient déroulées sous la barbe des membres de l'OEA présents dans le pays pour l'occasion. Ces joutes étaient entachées d'irrégularités graves qui ont fait pencher la balance du côté d'un candidat qui n'était pas vraiment bien placé en tête de liste au premier tour. La Communauté internationale incluant l'OEA et la MINUSTHA, en ayant pris le contrôle du Centre de tabulation des opérations électorales, ont proclamé des résultats au grand dam des Conseillers électoraux. Cette Communauté internationale ont fait parler et danser les chiffres, lors de ce scrutin qui n'a pas du tout fait honneur à la Première République nègre du nouveau monde.

Et selon une dépêche de l'HPN à Port-au-Prince, l'OEA se prépare encore à envoyer une mission pour superviser la préparation et la tenue d'élections en Haïti. L'agence a cité entre autres la déclaration de l'Ambassadeur de l'OEA en Haïti, Fréderic Bolduc. Ce dernier parle d'un déploiement d'une mission à long terme de manière a» assister le gouvernement dans l'enregistrement des électeurs, la mise à jour de la liste électorale jusqu'à la tabulation des votes».

Dans ce cas précis, l'OEA devient le Conseil Electoral par excellence et les membres du CTCEP ne sont autre que des sujets qui exécutent l'ordre de l'occupant de second rang. Quand le président Martelly a demandé, deux semaines durant, au Secrétaire général adjoint de l'OEA d'envoyer une mission pour «superviser la préparation et la tenue des élections», il ne fait pas doute que celui-ci est très reconnaissant en politique vis-à-vis de l'institution régionale qui l'avait facilité à accéder au second tour de ces élections, alors que, selon des décomptes réalisés dans un premier temps, Madame Mirlande Manigat et Jude Célestin, étaient les deux candidats bien placés pour le second tour de la présidentielle haïtienne de 2010.

C'est ce même genre d'élections que le L»OEA, à l'invitation du chef de l'Etat, va fabriquer de manière à faire profiter ceux ou celles qui représentent le mieux ses intérêts ou les intérêts des puissances que l'OEA est placée pour défendre. C'est l'équation mathématique qui est en cours. Le scenario est clair. On est parti pour de bon avec des élections taillées sur mesure et des résultats fabriqués à l'avance par des mains expertes en fonction des forces en présence.

Ensuite, c'est une occasion en or pour les fonctionnaires de l'OEA de s'enrichir comme certains gros bonnets de la MINUSTHA qui se la coulent douce dans un territoire conquis. Il ne fait pas de doute également que M. Martelly ne fait qu'avilir la Nation haïtienne en réclamant cette nouvelle tutelle électorale. Cela sous-entend que les haïtiens ne peuvent pas s'entendre entre eux pour gérer le pays et réaliser des élections législatives plus ou moins acceptables. La dépendance est totale. Même pour organiser des élections, l'étranger doit être à nos trousses.

En dernier ressort, il faut comprendre que la démarche présidentielle n'est innocente. Ce n'est pas dans la perspective d'organiser de bonnes élections avec la participation de tous les acteurs politiques que le président entend impliquer l'OEA. Cela fait partie d'un vaste marché de dupe qui consiste à gagner du temps et faire échouer en douceur l'ultimatum de l'opposition démocratique à savoir de deux choses l'une; ou bien les élections ou la démission du Chef de l'Etat. Le président joue également sur un autre tableau avec la série de rencontres initiées auprès des responsables politiques pour les amadouer de manière à renvoyer sine die ce scrutin d'une importance capitale pour le renouvellement du personnel politique.

L'opposition démocratique ne doit pas faire le jeu du Chef de l'Etat et de se faire complice d'une situation délétère dans le pays. La non-réalisation d'élections à temps ne sera profitable pour personne, sinon au régime en place qui veut gagner du temps pour poser ses structures parallèles pour rafler la mise lors des prochaines compétitions électorales. Si l'opposition démocratique (non institutionnalisée) croyait pouvoir gagner le prochain scrutin en rangs désunis, elle se trompe. Car, le pouvoir avec sa fameuse machine bien huilée qu'il contrôle depuis la formation du CTCEP, en passant par les Bureaux Electoraux Départementaux (BED), Bureaux Electoraux Communaux et les Bureaux de Vote (BV) est dans l'obligation de gagner le scrutin prochain en raison des incertitudes politiques de tous bords. En plus de l'appareil d'Etat qu'il a en sa possession, Martelly a une longueur d'avance sur ses compétiteurs. Tout le décor est enfin planté pour des élections truquées, exclusives et partisanes du genre Ministère de l'Intérieur du régime de François et Jean-Claude Duvalier. Si une quelconque formation politique de l'opposition, au nom d'une expression aussi machiavélique que vide de sa substance, croit pouvoir se présenter comme «une troisième voix» en terme d'alternative, elle ne fait que mettre le doigt dans l'œil jusqu'au genou.

La position de principe adoptée par le MOPOD à la fin de la semaine dernière en guise de préalables avant toute rencontre avec le président Martelly est plus que correcte. Elle fait partie d'une lecture intelligente et éclairée de la «Real politic», à travers un calcul des forces en présence et l'intérêt national. L'opposition a le devoir de réussir face à la machine infernale d'un régime qui veut perpétuer le statu quo. En rangs serrés pour ces élections, sinon ce sera la débâcle de l'opposition démocratique.

Jose Clément
Maryland, 25 septembre 2013
Centre International d'Etudes et de Recherches

Le rapport de la commission spéciale sénatoriale approuvé au niveau de la chambre haute

Tout le monde se souvient bien du rapport de la commission spéciale sénatoriale qui avait mis en accusation Michel Martelly, Laurent Lamothe et Me Jean Renel Sanon soupçonnés d'avoir leurs mains trempées dans le mort du juge d'instruction Jean Serge Joseph, le mois de juillet dernier.

Ce lundi 24 septembre, la nouvelle est tombée comme un couperet : le Sénat de la République a approuvé ce rapport par sept voix pour, neuf abstentions et zéro contre. Cependant, la mise en accusation n'est pas gagnée pour autant puisque selon la constitution, il faudra aussi l'approbation de deux tiers de la chambre des Députés. Or cette chambre regroupe au sein du groupe PSP de nombreux partisans zélés de Martelly .

Parmi les sénateurs qui ont voté pour la mise en accusation de Martelly, Lamothe et de ses acolytes dans la mort du juge Joseph, on peut citer : Jean-Baptiste BIEN-AIMÉ, Moise JEAN-CHARLES, Pierre Francky EXIUS, John Joel JOSEPH, Westner POLYCARPE et François Anick JOSEPH.

Suite de la page (3)

refuse péremptoirement de réparer les victimes du choléra en Haïti énumérées actuellement au nombre de 890 mille infectés et d'environ 9000 décès.

Les dirigeants vassaux d'Haïti, évidemment les deux étrangers, en occurrence Michel ou Michael Joseph Martelly et Laurent Salvador Lamothe, ennemis de la population haïtienne et blanchissant la MINUSTAH, ont eux aussi nié toute implication des casques bleus de l'ONU dans le processus de la propagation de la pandémie sur l'ensemble du territoire d'Haïti. Alors qu'un expert indépendant de l'ONU, Michel Foss, avait recommandé à l'Organisation des Nations Unies de réparer et de dédommager toutes les personnes victimes de l'épidémie de choléra en Haïti.

Haïti Liberté s'engage sans condition à accompagner le peuple haïtien qui, à travers les manifestations populaires en Haïti comme à l'étranger, expose ses revendications, en demandant réparation et dédommagement pour tous les compatriotes haïtiens victimes de la pandémie de choléra, conformément à la résolution votée au sénat haïtien, l'évacuation du pays de la force d'occupation MINUSTAH aussi bien que ses acolytes complices, Michel Martelly et Laurent Lamothe.

Suite de la page (5)

écrasé ? Les souffrances d'Aristide étaient les joies de Martelly, ses victoires, ses grandeurs, ses richesses, ses délices et ses vertus. Aujourd'hui, ce même Aristide, pourrait-il servir de pont, facilitant le passage de Martelly à la dictature néo-duvaliériste ?

Si Serge Gilles s'est souvenu du bon vieux temps du duvaliérisme, au point de verser des larmes, le lyrisme néo-duvaliérien, ne saurait enfoncer Aristide dans la nostalgie. Alors, Martelly ne pourra jamais puiser chez cet homme, la formule magique, l'équation efficace pour plonger Haïti dans la dictature.

Le Mouvement Patriotique d'Opposition Démocratique (MOPOD), regroupant une quinzaine de partis politiques n'écarte pas la possibilité de rencontrer le président tètkale-kaletèt, mais il pose des conditions. Les dirigeants de ce regroupement politique ont été contactés par des proches du pouvoir kaletèt dans le cadre d'une éventuelle rencontre devant déboucher sur un dialogue politique. Pour les dirigeants de MOPOD, les portes restent ouvertes, cependant le président Martelly doit répondre à ces exigences qui sont au nombre de 7 avant d'entamer tout processus de dialogue avec lui sur la situation politique du pays :

« 1- Ordonner la libération des prisonniers politiques, en particulier Enold Florestal, Josué Florestal et Jean Robert Vincent.

2- Ordonner le retrait du mandat d'amener et de l'ordre d'interdiction de départ émis contre Me. André Michel et s'engager à respecter le droit de l'Opposition, des autres secteurs de la société civile organisée et du peuple haïtien en général à manifester sur la voie publique pour exprimer son désaccord sur la gestion de la chose publique.

3- Présenter des excuses publiques pour les propos désobligeants tenus à l'endroit des leaders de l'opposition

4- Reconnaitre publiquement que la réunion tenue avec le juge Jean Serge Joseph au Cabinet Me. Louis Gary Lissade sur le dossier de corruption présumée impliquant les membres de la famille présidentielle a été un abus de pouvoir et s'engager à ne plus continuer sur cette voie.

5- S'engager à se séparer de ses proches partisans dénoncés par la clameur publique dans le trafic illicite de stupéfiants.

6- Ordonner le retrait de l'ordonnance disgracieuse prise par le doyen du Tribunal Civil de Port-au-Prince Me. Raymond Michel contre Radio Kiskeya et la journaliste Lilianne Pierre-Paul dans l'affaire opposant le juge Lamarre Belizaire et le Barreau de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, étant donné que cette décision constitue une grave atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression

7- S'engager à publier sans délai la loi sur les partis politiques déjà adoptés par le Parlement. »

Plus d'un se posent la question: à quoi aboutira ce soi-disant dialogue avec des dirigeants au pouvoir qui n'inspirent confiance à personne et qui sont en perte de légitimité ?

Comment Martelly voudrait-il dialoguer avec des «voleurs de bœufs, de cabris, de poules, d'œufs ?» Et les leaders politiques, pourquoi ont-ils accepté de dialoguer avec un président aussi arrogant, qui a déclaré : « Pandan 2 lane m rete pou m pase sou pouvwa a, sa m deside se sa k pou fèt. » Alors, il ne pouvait être plus clair. Il disait à tous ceux qui veulent l'entendre, le dialogue ne servira à rien, ce n'est que pour la consommation internationale. Pourquoi ont-ils accepté de négocier avec un pouvoir qui n'hésite pas à bombarder des manifestants avec du gaz lacrymogène ? Pourquoi ont-ils accepté de dialoguer avec un président qui veut à tout prix dissoudre le Parlement et rétablir la dictature pour enfin neutraliser toute protestation populaire ?

Pour les organisations populaires et progressistes, c'est bien compté mal calculé, le flambeau de mobilisation anti-Martelly s'allume beaucoup plus pour exiger le départ inconditionnel du régime dirigé par Martelly-Lamothe, qui n'a pour méthode de fonctionnement que le mensonge, la corruption, l'arrogance, l'arbitraire et qui livre le pays à des narcotrafiquants. C'est dans cette perspective que des manifestations sont en cours de préparation à travers tout le pays, pour le lundi 30 septembre prochain, à l'occasion du 22e anniversaire du coup d'Etat militaire sanglant du 29-30 septembre 1991, contre un président fraîchement élu, Jean Bertrand Aristide contre lequel l'actuel président Michel Martelly prit part activement aux côtés de Michel François autoproclamé colonel à l'époque.

Il est évident qu'aucune élection n'est possible avec Martelly à la tête du pays. Le dialogue n'aboutira à rien. La conviction de Martelly est déjà formée de parvenir à dissoudre le Parlement en s'appuyant sur des leaders politique qui n'ont aucune représentativité au Pouvoir législatif. La seule force qui peut faire échec à ce projet macabre de Martelly et de son équipe, c'est la force populaire qui va investir les rues en masse le 30 septembre prochain pour dire NON au dialogue, OUI au départ !

Mythe de la création d'emplois en Ayiti à...

Suite de la page (7)
(Carlo, 2002, p.12). Alors, avec le développement de ce système-monde capitaliste/patriarcal/moderne/colonial et raciste basé sur le pillage et la colonisation, de nouvelles places seront octroyées aux pays périphérisés. « Dans le cadre de la division du travail, beaucoup de pays de la périphérie du système capitaliste restés exportateurs de produits primaires, vont trouver la possibilité d'exporter les biens de consommation industriels dans les pays du centre… » (Op. Cit. p.13). En effet, les zones périphérisées sont destinées à la fabrication des biens de consommation, tout en se référant au centre pour se procurer de production de biens nécessaire à leur fabrication.

À partir des années 70, la division internationale du travail va prendre une nouvelle forme dans le monde. C'est l'ère de l'implantation des industries de sous-traitance dans les périphéries. La main d'œuvre à bon marché est l'un des critères fondamentaux à partir desquels le centre définit la place des anciens pays colonisés dans la nouvelle forme de la DIT. Les matières premières des pays périphérisés ne déterminent plus fondamentalement leur place dans le système-monde capitaliste/patriarcal/moderne/colonial et raciste. Ainsi, l'autre a écrit : « La quantité de matières premières consommées par unité de production industrielle ne cesse de chuter, détruisant ainsi les possibilités de développement des pays exportateurs. A la fin du XXe siècle, cette quantité par unité industrielle n'était plus que 40% de ce qu'elle était en 1930. Aujourd'hui l'économie mondiale nécessite toujours plus de produits manufacturés de haute technologie et surtout de services sophistiqués et moins de matières premières et de produits peu transformés » (de Rivero, 2001, p.19-20). Ayiti, ancienne colonie, n'est pas exempte de cette réalité. Cette nouvelle forme de la DIT a des incidences sur Ayiti. Celles-ci se manifestent dans ses rapports internes et dans le rapport que le pays entretient avec les pays impérialistes. En effet, comment est située Ayiti dans la hiérarchisation sociale et économique du monde réalisée par les classes dominantes/exploiteuses du centre ?

Position d'Ayiti dans la hiérarchisation sociale et économique du monde

Avec la prise du pouvoir par le dictateur Jean Claude Duvalier en 1971, une atmosphère propice a été créée facilitant des investissements étrangers. « 'Baby Doc' met en application des politiques en faveur des industries d'exportations pour les marchés extérieurs. Ce modèle économique organise la dépendance d'Haïti envers les marchés extérieurs » (Perchellet, 2010, p. 51).À cette époque, il existait des investissements publics et étrangers en Ayiti. Le privilège a été accordé aux produits d'exportation particulièrement le café. C'est-à-dire, la satisfaction des besoins primaires des laissés-pour-compte n'était pas une priorité dans les investissements. Ces investissements sont orientés dans les secteurs primaires et industriels sans mettre accent sur les besoins locaux. Et c'est une économie extravertie, tournée vers l'extérieur.
« L'impérialisme voulait inscrire Ayiti dans la nouvelle division internationale comme fournisseur de matières premières agricoles spécialisées dans la production de café, de cacao, de légumes et des fruits comme les mangues, et de produits d'assemblage utilisant une main d'œuvre à bon marché, produisant essentiellement des balles de baseball, des produits textiles, des produits électroniques dont un segment de la production est réalisé localement. » (Barthélemy, 2008, p. 52).

Les revendications populaires contre le régime dictatorial sanguinaire, pour l'amélioration des conditions de travail et du salaire (3), vont être considérées comme une des causes de la délocalisation des entreprises de sous-traitance durant les années 80. À souligner que, jusqu'en 1986 le syndicat était interdit. La plupart seront installées en République Dominicaine parce que leur propriétaire se sentait menacé par une « instabilité » provoquée par les revendications populaires. Et les capitaux des entreprises publiques ont été dilapidés/pillés par les autorités duvaliéristes notamment le dictateur Duvalier lui-même. Il est important de mentionner que « entre 1957 et 1956, la dette extérieure [d'Ayiti] a été multipliée par 17,5. Au moment de la fuite de Duvalier cela a été 750 millions de dollars… pendant [que] la fortune personnelle de la famille représentait 900 millions de dollars » (Op. Cit., 53).

Et dans les années 90, la situation se compliqua encore avec les revendications des travailleurs. Plusieurs entreprises ont quitté Ayiti pour aller s'installer ailleurs. « Ainsi dans l'industrie de sous-traitance de vêtements, de 86 usines d'assemblage en 1990, qui travaillent essentiellement pour les États-Unis, ce nombre est passé à 23 en janvier 1994 » (Doura, 2010, p. 124). Par conséquent, le taux de chômage croit de manière vertigineuse. Et Ayiti restera encore dans le système-monde capitaliste colonial dans une situation de dépendance.« Cette division internationale du travail prive un pays comme Haïti de toute initiative dans son développement, et ainsi réduit à néant toute chance non seulement d'augmenter le revenu par tête, en termes de consommation, mais en termes aussi d'aspiration du pays à une certaine forme d'autonomie» (Ibid., p. 128).

Durant ces vingt dernières années, la position d'Ayiti dans la DIT est-elle changée ? En d'autres termes, comment Ayiti est-elle située dans la DIT avec le développement de la mondialisation néolibérale ? Ayiti est encore considérée comme un pays fournisseur de main d'œuvre à bon marché. On peut y installer des industries de sous-traitance, bien entendu des zones franches d'exportation dans lesquelles les matières premières et les fournitures sont importées. Des industries non productives et qui ne nécessitent réellement pas de grands investissements. Et ceci un secteur particulier de la sous-traitance lui est réservé : le secteur de l'habillement. Paul Collier l'a dit clairement dans son rapport au secrétaire général des Nations Unies: « Haïti est aujourd'hui le lieu le plus sûr au monde dans le secteur de l'habillement » (Collier, 2009, p.6). Et il ajoute que « les coûts de la main d'œuvre en Haïti sont compétitifs par rapport à ceux de la Chine et la qualité de la main d'œuvre est bonne » (Ibid. p.12). Suivant BRH, citée par Fred Doura, les vêtements et accessoires de vêtements représentent 98% des exportations des industries d'assemblage vers les États-Unis à base de matières premières importées. D'ailleurs, « quels que soient les secteurs d'activité, la motivation principale des entreprises transnationales est la recherche d'une diminution des coûts de production par l'utilisation d'une main-d'œuvre peu qualifiée et à faible coût » (Ibid., 2010, p. 118). Donc, il parait évident qu'Ayiti occupe une place subalterne comme beaucoup d'autres pays périphérisés dans la division internationale du travail. Les classes dominantes/exploiteuses du système-monde capitaliste/patriarcal/moderne/colonial et raciste imposent aux pays périphérisés les politiques néolibérales et définissent leur place dans la DIT. La position occupée à chaque moment historique donné par cette catégorie dans la « hiérarchie ethno-raciale globale » (Grosfoguel, 2006, p. 54) fait l'objet d'une longue histoire qui ne date pas d'aujourd'hui. Ce paragraphe du sociologue péruvien Anibal Quijano nous donne en quelque sorte une idée de ce processus :

« La mondialisation en cours est, avant tout, l'aboutissement d'un processus commencé avec la constitution de l'Amérique et celle du capitalisme colonial/moderne et eurocentré en tant que nouveau modèle de pouvoir (patrón de poder) mondial. L'un des axes fondamentaux de ce modèle de pouvoir est la classification sociale de la population mondiale fondée sur l'idée de race, une construction mentale qui rend compte de l'expérience essentielle de la domination coloniale et qui, depuis, imprègne les dimensions majeures du pouvoir mondial, et parmi elles, sa rationalité spécifique, l'eurocentrisme » (Quijano, 2008, p.533).

On a pu comprendre que la hiérarchisation du monde à partir de la division internationale du travail est constitutive du colonialisme. Aujourd'hui, dit-on, qu'on est dans un monde « postcolonial »,en fait, cette réalité ne fait que prendre d'autres formes à chaque moment historique déterminé. Car, le monde fait face encore à des situations coloniales (4) . Comme l'a si bien montré Grosfoguel, on est passé du colonialisme (5) à la colonialité (6). Alors, suivant les nouvelles formes de cette réalité, « les nouveaux maîtres du monde » élaborent des critères pour injecter leur argent dans les économies. Si c'est ainsi, en quoi consistent les critères établis par les transnationaux pour faire leur investissement dans un pays ?

Critères d'investissement des transnationaux

Les « sociétés transnationales » constituent ce qu'Oswaldo de Rivero appelle une « nouvelle aristocratie mondiale ». Expliquant le pouvoir des transnationaux dans le monde, de Rivero écrit en citant Paul Kennedy que : « la nouvelle aristocratie mondiale détermine globalement où se fait la production, ce qui est produit, les modes de production et les producteurs » (de Rivero, 2001, pp.56-57). Ce sont eux qui détiennent les grands capitaux et qui décident des investissements ou non dans telle partie du monde. Alors, existe-t-il des critères à partir desquels ils injectent de l'argent dans une économie ? Sûrement ! Alors, je tiens à les analyser et voir en quoi Ayiti pourrait en bénéficier eu égard à sa place dans la DIT.

Il faut dire que les investissements n'ont jamais pour but premier de créer des emplois. «L'objectif du capitalisme n'est pas de créer de l'emploi, mais de l'accumulation » (Houtart, 1995, p.29). Les investissements des transnationaux cherchent le lieu pouvant leur garantir le maximum de profit possible. « Très prudentes et sélectives dans leurs investissements, les transnationales s'intéressent uniquement aux facteurs nationaux leur permettant de réaliser les bénéfices les plus élevés sans courir de risques sérieux » (Op. Cit., p.59). L'auteur poursuit pour dire que : « Elles sont attirées notamment par la capacité technique et la productivité des travailleurs, la stabilité politique, les infrastructures développées, la taille du marché national, la sécurité juridique et la possibilité d'impartir du travail à des sociétés nationales dotées d'une capacité technologique élevée » (Ibid.).

Paul Collier, pour sa part, estimait qu'Ayiti peut attirer des investissements à cause de sa main d'œuvre à bon marché. Cependant,

« les transnationales manufacturières n'investissent pas uniquement en fonction de la présence ou non de la main d'œuvre à bon marché, mais bien là où elles peuvent trouver une excellente infrastructure, un important marché interne, une main d'œuvre formée et des entreprises locales dotées d'une grande capacité technologique suffisante pour produire et fournir des pièces et des éléments conformément aux exigences internationales » (Ibid., p.106).

Fort de ces considérations, il parait évident que les investissements transnationaux productifs sont faits dans des espaces déterminés. Car, peu de pays peuvent répondre à toutes ces conditions. En effet, les transnationales investissent aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays de l'Union Européenne. C'est ce que certains auteurs appellent la Triade. 70% de leurs investissements productifs y sont effectués. Et les 30% se répartissent dans les quatre dragons d'Asie (Chine, Singapour, Corée du Sud et Taiwan) puis très peu d'investissement dans certains pays d'Amérique Latine et de l'ancien bloc communiste (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Venezuela, Russie, Pologne, Hongrie et République Tchèque) (Ibid.). En ce sens, Vercellone Carlo ne pense pas si différemment que de Rivero. Voici ce qu'il dit à ce propos:

« Dans la nouvelle division cognitive du travail, le facteur déterminant de la compétitivité d'un territoire dépend de plus en plus du « stock » de travail intellectuel mobilisable de manière coopérative par celui-ci… La révolution biotechnologique permet au nord de remplacer par des « marchandises nouvelles » les produits et les matières premières traditionnellement importés du sud. C'est ainsi que malgré l'augmentation considérable des Investissements Directs à l'Etranger, celui-ci reste concentré dans les pays développés et dans un nombre limité de NPI [ndlr : nouveaux pays industrialisés] à forte croissance disposant d'un vaste marché et/ou d'un fort potentiel de force travail qualifié » (Carlo, 2002, pp.15-16).

En effet, objectivement, Ayiti est-elle un espace réunissant ces conditions définies par les transnationales ? Du moins, l'actuel pouvoir politique claironnant la création d'emplois, face à la place qu'occupe Ayiti dans la DIT, peut-elle créer même dans la logique néolibérale les conditions nécessaires pour attirer de grands investissements transnationaux ? En fait, Ayiti ne saurait être convoitée par de grands investissements transnationaux et encore moins des investissements productifs. Car, Ayiti ne contient pas les infrastructures technologiques requises. Il y a une absence d'entreprises nationales ayant une grande capacité de technologie répondant aux normes internationales, car on n'a que des « commerçants restavèk » des classes dominantes/exploiteuses du centre. Le pays n'a pas un grand marché national pour écouler les marchandises. Ayiti ne pourrait recevoir que des projets de zones franches ne courant pas de grands risques et ne réclamant pas un très grand investissement et de main d'œuvre qualifiée. D'ailleurs même les marchandises produites dans les zones franches en Ayiti sont écoulées sur les marchés extérieurs. C'est cette place qu'on a réservée à Ayiti dans la DIT.

Création d'emplois à partir d'investissements transnationaux claironnés par l'État en Ayiti: une illusion

« L'origine de l'emploi est liée à la division du travail et à la possibilité pour certains groupes sociaux d'établir un rapport social avec d'autres dans le procès de production des biens matériels » (Houtart, 1995, p. 27). Quel pouvoir a un État subalterne dans la nouvelle forme de mondialisation néolibérale capitaliste dans un monde où la spéculation financière est de mode ? Aujourd'hui, les États se trouvent dans une situation difficile face à l'organisation de leur économie. L'économie d'un pays peut subir des incidences qui la varient sans pour autant que l'Etat puisse y intervenir effectivement. Les États notamment subalternes n'ont presqu'aucun pouvoir sur leur économie et sont parfois impuissants à des situations survenues dans leur économie. Selon Houtart « La mondialisation contemporaine de l'économie a pour effet de réduire l'efficacité des Etats-nations. Ceci se manifeste de deux manières différentes. Tout d'abord les décisions économiques se prennent à des niveaux inaccessibles pour eux, alors que les régulations internationales ne sont guère organisées. Ensuite, le courant néolibéral aujourd'hui dominant, les dépouille de certaines fonctions et leur retire leurs moyens d'intervention par le biais des privatisations, des dérégulations, ou des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) » (Ibid., p.99).

D'autres ont estimé que le pouvoir de l'Etat se décline au profit du privé. De nouvelles structures deviennent très puissantes dans le monde. Et les structures étatiques en sont dépendantes quasi totalement. C'est ainsi qu'Oswaldo de Rivero a même parlé du déclin de l'Etat-nation (7). Dans cette perspective, ce dernier a écrit : « A l'orée du XXIe siècle, le pouvoir souverain des Léviathan est menacé non pas par des invasions étrangères, mais par la globalité de l'économie qui permet que des décisions prises à l'étranger déterminent le taux d'intérêt, le déficit fiscal, la valeur de la devise, le prix des matières premières, le niveau de chômage, la délocalisation des industries et l'érosion des coutumes nationales » (de Rivero, 2001, p.37-38).

Dans la même perspective, il cite Horacio Godoy : « Devant le déclin de l'Etat-nation, la poursuite du développement commence à se faire à l'extérieur de l'espace étatique. Auparavant recherchée dans le renforcement du rôle de l'Etat par le protectionnisme économique, culturel et même idéologique, l'illusion de développement maintenant fondée sur une insertion concurrentielle de l'économie nationale dans l'économie mondiale » (Ibid., p.49).

La « nouvelle aristocratie privée mondiale » contient un pouvoir déterminant et presqu'illimité sur les économies du monde. De plus, elle a comme armes les grandes institutions internationales telles que le FMI, la Banque Mondiale, l'Union Européenne etc. pour faire appliquer leurs politiques économiques néolibérales dans les pays périphérisés. Et celle-ci a un pouvoir qui dépasse celui des Etats-nations. Elle établit les règles du jeu économique pour la majorité de la population mondiale (Ibid., p.65). Donc, avec la domination du néolibéralisme dans le monde dans sa phase actuelle, les Etats particulièrement ceux de la périphérie deviennent presque totalement dépendants des classes dominantes/exploiteuses transnationales. Et ce phénomène n'est pas sans conséquence sur les politiques d'emplois. « Le néolibéralisme a commencé par être perçu comme un processus de démantèlement de l'État providence avant d'apparaître ensuite comme un nouveau modèle social, mais la conscience de ses conséquences sur le travail ne s'est imposée que tardivement. Dans une première phase, ce sont davantage ses effets sur l'emploi que sur le travail à proprement parler qui se sont constitués en objet de préoccupation publique. Le néolibéralisme semblait destituer le travail de son rôle de symbole de la question sociale en y substituant le chômage et l'exclusion » (Présentation, 2011, p.7).

En quoi l'Etat en Ayiti peut-il dépasser les contraintes pour arriver à créer des emplois à partir des grands investissements étrangers ? Ou, du moins, quel pouvoir détient l'Etat subalterne en Ayiti dans la mondialisation néolibérale ? Sachant que c'est un Etat qui dépend totalement de l'extérieur, comment peut-il définir une politique d'emplois réelle pour faire face à la problématique du chômage? D'ailleurs, on sait bien que « les politiques publiques, en Haïti, si politiques publiques existent, ont été toujours une dictée des institutions financières internationales dont le FMI, la Banque mondiale, l'Union Européenne, etc. » (Bélizaire, 2010, p.27). Alors, si une politique d'emplois a été élaborée par le gouvernement actuel, sur quoi s'est-elle basée ? Quelle-s a/ont été la/les stratégie-s privilégiée-s par l'Etat ? En ce sens, il ne serait pas inutile de jeter un coup d'œil synoptique dans la politique générale de l'actuel chef de gouvernement en Ayiti pour voir comment est abordé le problème de l'emploi.

Dans la politique générale de l'actuel Premier ministre, la deuxième section se porte sur l'économie et l'emploi et s'intitule comme suit : « E » : économie et emploi, Haïti : pays émergent en 2030. Le titre est très épatent et ambitieux ! Dans ce document de politique générale, on entend aborder la question de l'emploi par la promotion et l'accroissement de l'investissement privé, et ceci favorisera l'augmentation de la richesse nationale. Bien ! Il peut y avoir une augmentation extraordinaire de richesse pendant que la majorité de la population est appauvrie beaucoup plus chaque jour et demeure dans le chômage. D'ailleurs, un rapport de la FIDH paru en octobre 2012 affirme que « 4% de la population détiennent 66% des richesses nationales » (FIDH, 2012, p.16). Le document de politique générale véhicule des idées illusoires comme : faciliter les investissements Directs étrangers pour la création d'emplois, et donc pour le développement du pays. Ayiti, au cours de son histoire, a vécu des expériences avec des investisseurs étrangers. On pourrait se demander pourquoi cela n'a pas porté vraiment d'améliorations pour les opprimés-ées ou le « développement », verbe tant conjugué. Selon le rapport de la Fédération Internationale des Droits Humains (FIDH) :

« Les expériences

Suite à la page (14)

Suite de la page (13)

d'industrialisation précédentes, centrées sur la création de zones franches ouvertes à des industries d'assemblage pour l'exportation qui utilisaient une main d'œuvre non qualifiée, abondante et à bon marché, n'ont engendré aucun effet durable sur le développement. Elles ont certes apporté des bas salaires à quelques milliers de travailleurs pendant un certain temps mais sans réel impact sur le chômage de masse. Elles n'ont pas permis une redistribution des richesses, ni même apporté de nouvelles ressources pour l'Etat puisque les entreprises internationales qui y étaient installées étaient exemptées d'impôts. De plus, leur création dans les environs de la capitale a provoqué un afflux incontrôlé de population à la recherche d'un emploi qui s'est traduit par une bidonvilisation de toute la zone (Cité Soleil) » (Ibid., p.20)

De plus, dans le secteur industriel, les filières de vêtements et d'industries légères sont des axes prioritaires pour faire face au problème. Les secteurs comme tourisme, construction, infrastructures etc. constituent [pourtant] des domaines de création d'emplois. Autant d'éléments mentionnés pour faire face à la situation socioéconomique dégradante du pays notamment le chômage. On a pu constater qu'aucune stratégie n'est mise en œuvre pour attaquer structurellement le problème de l'emploi, et ce même dans leur « vision » s'il y en vraiment. Il n'est pas nécessaire de dire plus et j'ai déjà démontré dans les paragraphes précédents toutes les difficultés que confronte Ayiti avec la nouvelle forme de la division internationale du travail. En plus, jusqu'à présent rien ne tient réellement parmi tant de promesses faites par ce gouvernement. On ne constate que des propagandes extrêmement coûteuses à l'Etat. C'est-à-dire les taxes des appauvris. On dirait qu'on est encore dans une période de campagne électorale. Important de signaler que le projet de société en vigueur en Ayiti depuis après l'assassinat de l'empereur Jean Jacques Dessalines ne saurait définir des politiques publiques répondant aux aspirations des opprimés-ées en visant l'amélioration de la réalité socioéconomique, politique et culturelle que ces derniers vivent, voire de mettre en question l'ordre système-monde capitaliste moderne/colonial/patriarcal et raciste en place. Donc, on ne saurait attendre que des porteurs de ce projet accédés au pouvoir apportent quelque chose de mieux. Sinon, je pense que c'est tomber dans une illusion totale et demander à « quelqu'un » ce qu'il n'a pas et ne peut pas avoir non plus. Comme l'a si bien exprimé le dicton Ayitien: « joumou pa janm donnen kalbas ». Donc, il faut se méfier de toute la batterie de propagandes que le pouvoir politique met en place sur la création d'emplois

En guise de conclusion

Les classes dominantes/exploiteuses, par la division internationale du travail, octroient des positions aux pays périphérisés à des moments historiques donnés. Passé de la période coloniale esclavagiste jusqu'à présent, la DIT prend diverses formes dans le monde. Ayiti occupe une position de subalterne à l'intérieur de la mondialisation du système-monde colonial capitaliste. Son économie dépend quasi exclusivement de l'extérieur. Et plus de 80% de la population active sont au chômage. Le pays ne contient pas de grandes entreprises nationales pouvant participer à la réduction du taux de chômage. Les dirigeants comptent sur de grands investissements étrangers pour remédier à cette situation macabre. Les transnationales mettent des conditions pour injecter leur argent dans une économie. Malheureusement, les pays périphérisés particulièrement Ayiti ne répondent pas à ces critères. Et, on a remarqué que ses investissements sont faits surtout dans la triade : États-Unis, Japon et les pays de l'Union Européenne. L'Etat en Ayiti qui est un Etat subalterne, dépendant, dont les politiques publiques sont dictées par les institutions des transnationales (FMI, BM, UE, …) ne sauraient définir des politiques d'emplois alternatives niant le néolibéralisme en vogue ou même dans la logique néolibérale. Les investissements transnationaux sont la seule source sur laquelle compte cet État pour la création d'emplois en Ayiti. Ce qui est une illusion totale dans la mesure où même dans leur logique il n'arrive pas à créer les conditions nécessaires pour attirer ces investissements.

Malgré tout, la propagande autour de la création d'emplois fait son petit chemin. Des autorités étatiques affirment sans cesse que 400 000 emplois sont créés. Dans quel secteur ces emplois ont été créés ? La création des ministères, secrétairerie d'état, des postes de conseiller au palais et/ou à la primature et le remaniement ministériel quasi régulier font-ils partie de ces emplois créés ? Est-ce la création d'emplois le fait de mettre des « bandits légaux » à travers toutes les rues de Port-au-Prince pour matraquer/voler les marchandises des petits-es commerçants-es, en majorité des femmes? L'application des mesures d'austérité dans l'administration publique a-t-elle un quelconque rapport avec la création d'emplois ? Parce qu'on sait que l'application des mesures d'austérité implique la réduction des dépenses publiques dans le domaine social (services de base comme santé, éducation, logement…), la réduction également des employé-e-s de l'administration publique etc. On se rappelle que le gouvernement a demandé au parlement de prendre des mesures d'austérité. Suivant le mensuel « La voix des travailleurs », « dans le Nouvelliste du 10 avril 2013, un journaliste fait état d'une petite enquête diligentée pour savoir dans quels secteurs les 400 000 emplois du président somnambule ont-ils été créés. Aucun ministre, aucun responsable du gouvernement n'a voulu répondre, craignant de perdre leurs jobs en contredisant leur chef. Même attitude du coté des « très respectables chroniqueurs économiques » qui disent ne pas disposer de documents officiels pour donner un avis sur les annonces [du chef de l'Etat] ». Le secteur agricole ne doit-il pas être pris en compte dans toutes politiques de création d'emplois ? Car, on sait que 60% de la population vivent de ce secteur. Toute la batterie de propagandes mise en place par le pouvoir politique autour de la création d'emplois ne veut qu'accaparer l'opinion publique sur quelque chose qui n'est qu'une illusion.

RÉFÉRENCES

1- «Présentation ». Actuel Marx, 2011/1no 49, pp.7-13

2- Barthelemy, Yves. Haïti et la mondialisation néolibérale : Une nouvelle dépendance coloniale (1970-2008), Port-au-Prince : ASID, kayepwogresis no1. 2008.

3- Bélizaire, Roland. Politique publique en Haïti : A quand la rupture avec la dépendance, Port-au-Prince, Imp. Lakay. 2010.

4- Collier, Paul. Haïti : des catastrophes naturelles à la sécurité économique, Oxford University, 2009.

5- de Rivero, Oswaldo. Le mythe du développement : les économies non-viables du XXIe siècle, Paris : Enjeux planète, 2001.

6- Doura, Fred. Haiti : histoire et analyse d'une extraversion dépendante organisée, Montréal, DAMI, 2010.

7- FIDH. Haïti: La sécurité humaine en danger, Octobre 2012 -/ n°597f

8- Grosfoguel, Ramón. Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global : Transmodernité, pensée-frontalière et colonialité globale, Multitudes, 2006/3-6, pp.51-74.

9- Houtart, François. Le défi de la mondialisation pour le sud, Port-au-Prince, CRESFED, 1995.

10- Perchellet, Sophie. Haïti : entre la colonisation, dette, et domination. Deux siècles de lutte pour la liberté !, Port-au-Prince, CADTM-PAPDA, 2010.

11- Quijano, Anibal.Colonialité du pouvoir, eurocentrisme et Amérique latine, NEPANTLA, vol.1, no 3, 2000, pp.533-580.

12- Vercellone Carlo. Les politiques de développement à l'heure du capitalisme cognitif, Multitudes, 2003/3no 10, pp.11-21.

Notes

1 - Selon Noam Chomsky, la propagandeest à la société démocratique ce que la matraque est à l'Etat totalitaire. A ma connaissance aucune administration précédente ne dépense autant d'argent dans la propagande comme les autorités politiques actuelles.

2- Les questions de sexe, de race et de couleur… remplissent une mission importante dans la division sociale du travail

3 -le salaire minimum vacillait à cette époque entre un dollar us et trois dollars us équivalent respectivement à cinq et quinze gourdes à l'époque et aujourd'hui entre quatre et sept dollars us soit deux cents à trois cents gourdes.

4 -. Par « situations coloniales » ou « colonialité du pouvoir » nous désignons l'oppression/exploitation politique, économique, culturelle, épistémique, spirituelle, sexuelle et linguistique des groupes ethno-raciaux subordonnés par des groupes ethno-raciaux dominants avec ou sans administrations coloniales (Grosfoguel, 2000, p.10).

5 - Dans ce travail nous utilisons le terme « colonialisme » pour désigner des situations coloniales constituées par la présence d'administrations coloniales comme le colonialisme classique (Ibid.)

6-La colonialité se réfère à la continuité des formes de domination et d'exploitation après la disparition des administrations coloniales produites par les structures et les cultures hégémoniques du système-monde capitaliste/patriarcal moderne/colonial. La colonialité du pouvoir désigne le processus crucial de structuration dans le système-monde moderne/colonial capitaliste/patriarcal qui entremêle les localisations périphériques de la division internationale du travail et les hiérarchies ethno-raciales globales et qui articule les migrants du tiers-monde inscrits dans la hiérarchie ethno-raciales des villes globales métropolitaines avec l'accumulation de capital à l'échelle mondiale (Ibid.).

7 - Contrairement à Oswaldo de Rivero qui a une vision eurocentrée de l'Etat-nation qui ne tient pas compte de l'importance de la colonisation esclavagiste dans le processus de sa formation et qui considère la formation de l'Etat-nation comme un processus interne à l'occident : « l'Etat-nation est le produit achevé de 400 ans de pensée politique occidentale » (de Rivero, 2001, p.24), pour Carlo la formation des Etats-nations européens est liée à deux processus indissociables : l'assujettissement des mondes extra-européens et la mise en place d'une Division Internationale de Travail (DIT) structurée autour du commerce triangulaire et de l'économie-monde européen. (Carlo, 2002, p.12)

*Etudiant en sociologie à la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'Etat d'Haïti.

13 Septembre 2013

Suite de la page (8)

une femme à AKJ. (Beaucoup des bénéficiaires n'ont pas souhaité être identifiés.) Elle vit avec 12 personnes dans sa petite maison, dont deux enfants qui ne fréquentent pas l'école.

Aucune des personnes interrogées par AKJ n'a été contactée sur l'éventail des couleurs. ***« On a certes profité d'une bonne initiative, même quand on n'a pas participé dans le choix des couleurs, mais nos besoins vont au-delà des couleurs. Nous pouvions peindre nos maisons nous-mêmes »,*** opine un autre habitant.

our d'autres, cela ne change rien.

Assise sur sa petite véranda en faisant la lessive, une résidente affirme qu'elle n'a pas pris part au processus et qu'elle n'est pas satisfaite.

« J'ai la possibilité et la capacité de peindre ma maison », dit-elle. « À mon retour [à la maison], j'ai vue des barbouillages sur le mur. »

Dehors l'éclat attire. Mais pour les maisons non visibles depuis les hôtels, c'est le contraire, car seuls les murs visibles sont peints.

L'un des habitants, Sylvestre Telfort, affirme, à l'instar d'autres habitants, que le gouvernement exécute le projet pour maquiller le bidonville érigé en face des hôtels Oasis et Best Western Premier, un autre nouvel hôtel.

Sur son site internet, Oasis promet à sa clientèle un « hôtel en ville élégant » et « des vues magnifiques sur la ville ». Best Western, où les chambres coûtent US$150 par nuit, affirme pour sa part à ses visiteurs potentiels que l'hôtel est « situé dans les belles collines de Pétion-Ville, une banlieue chic bien connue de Port-au-Prince ».

« Le projet de peindre Jalousie n'est qu'un apaisement social du gouvernement pour satisfaire la bourgeoisie, en l'occurrence, les propriétaires de Oasis et de Best Western», déduit Telfort. « Ils ne peuvent lancer une bombe pour éliminer les gens. Donc, ils interviennent autrement en mettant en couleurs les maisons, en faisant peindre l'extérieur. »

L'ancien ministre de l'environnement se dit préoccupé.

« La situation du Morne l'Hôpital est chaotique, c'est un problème de sécurité publique. Vingt-deux pour cent de la population de la commune de Pétion-Ville occupent le Morne l'Hôpital et résident à Jalousie et Philippo. Les constructions en béton dans les mornes empêchent à l'eau de s'infiltrer », affirme l'ex-ministre Toussaint. « La solution n'est pas de peindre. »

Claude Prépetit, coordonnateur de la nouvelle étude sismique est également préoccupé.

Bon nombre d'habitants de la zone sont en danger à cause « des risques de glissements et de mouvements de terrains [et] d'amplification d'ondes en cas de séisme. Les maisons de Jalousie sont construites anarchiquement sur le versant de la montagne, entre 500 et 300 mètres d'altitude, partie qui est plus apte à glisser. Par conséquent l'aléa mouvement de terrain est plus fort sur le versant qu'au sommet », note le géologue.

Prépetit pense que le gouvernement doit « interdire toute nouvelle construction dans la zone » et répertorier « les zones les plus à risques où la vie des gens serait menacée pour les évacuer ».

En fin de compte, après la mise en place des services sociaux de base, « on pourra peindre les façades autorisées si on veut faire plus beau », ajoute-t-il.

Durant sa visite au bidonville, seulement 14 jours après que Prépetit et d'autres experts aient annoncé la deuxième faille, le premier ministre Lamothe n'a fait aucune mention des risques sismiques.

« Vous allez voir ce que nous pouvons faire pour améliorer la vie du peuple », jure Lamothe. « Vous serez fiers ! Vous serez contents ! ».

Après son allocution, Lamothe et son entourage ont pris place à bord de voitures 4x4 pour redescendre de Jalousie. Pour leur part, les habitants sont retournés à leurs calvaires quotidiens, en montant et descendant les escaliers à la recherche de l'eau, pour essayer de survivre un jour de plus à côté d'« une banlieue chic ».

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti.

Pétion-ville, Haïti, 24 septembre 2013

Suite de la page (11)

pays. Cependant, les critiques et les analystes disent que vous avez régressé au point où maintenant vous êtes catalogué à d'autre chose. Vous êtes stigmatisé comme un «dictateur» ou même bien pire. Que ressentez-vous lorsque vous entendez des gens dire que vous vous êtes égaré, c'est-à-dire que vous vous êtes éloigné de la voie des réformes que vous auriez pu accomplir à l'époque, et qui auraient pu éviter tout ce qui se passe maintenant ?

Le président Assad : Tout d'abord, si vous voulez parler d'espoir, je voudrais dire que je suis l'espoir des Syriens. Peu importe que je sois l'espoir d'un étranger, qu'il soit officiel ou toute autre. Donc, tous les termes que vous avez employés dans votre question doivent être adressés aux Syriens pour voir s'ils sont d'accord sur ces termes ou non. Au final, il ne s'agit pas de termes, mais de contenu. Ce n'est pas grave ce qu'ils disent, dictateur ou réformateur. Aujourd'hui, il y a de la propagande. Disent-ils la même chose au sujet de leurs alliés dans les pays du Golfe ? Est-ce qu'ils parlent de dictatures dans les États du Golfe ?

Fox News : Nous parlons de la Syrie.

Le président Assad : Oui, je sais, mais j'ai le droit de répondre sur les autres états qui sont bien plus éloignés de la démocratie que l'état syrien. Pour revenir à votre question, la réforme n'est pas le travail d'une certaine personne dans un pays, que ce soit le président ou le gouvernement ou le peuple. Le Président et le gouvernement peuvent conduire la réforme, mais la réforme est un processus social, et il est influencé par beaucoup de choses différentes, y compris les facteurs externes - si vous avez une guerre, si vous avez la stabilité, si vous avez de meilleures conditions économiques, si vous avez de très mauvaises idéologies qui viennent de l'étranger. Parlons donc de réforme telle que je l'avais présentée au tout début et à laquelle je crois toujours. On devrait avoir une démocratie qui reflète ses propres traditions, mais la démocratie n'est pas un but. Cela signifie atteindre la prospérité et une démocratie basée sur l'acceptation de l'autre. Quand vous avez une idéologie fermée et de nombreux tabous qui vous empêchent d'accepter d'autres cultures dans votre pays, vous régressez. Ce que le président fait à cet égard n'a pas d'importance. Ni la constitution, ni la loi, ni aucun autre processus ne peut instaurer une véritable démocratie, crédible, dans une telle société. Ce n'est que lorsque la société elle-même l'instaure que vous pouvez parler de démocratie. C'est une culture. Je suis donc toujours un réformateur. Je crois toujours aux mêmes valeurs, mais si vous revenez à l'histoire de ces dernières décennies, les situations les plus complexes qui se déroulent dans notre région, sont des raisons pour lesquelles la démocratie - non seulement en Syrie mais dans toute la région, est en recul. Nous nous éloignons de la démocratie, et non l'inverse.

Fox News : Mais encore une fois, pour rester avec votre pays et avec un peu d'histoire récente, retournons à il y a deux ans et demi, c'était la première manifestation dans ce pays. Les gens ont dit que c'était un signe de mécontentement, de votre propre peuple, envers vos réformes vers la démocratie, et c'était tout simplement ce qu'ils demandaient : plus de démocratie, plus de réformes. Ils vous ne demandaient même pas de quitter le pouvoir à l'époque. Les critiques diront que vous avez réagissez trop violemment, trop vite, avec des chars, ciblant les manifestants, des tortures, etc. C'est une critique, que vous avez raté, une fois de plus, une occasion. Qu'en pensez-vous, deux ans et demi plus tard ?

Le président Assad : Posons une question très simple : si nous voulons opprimer les gens parce que nous n'acceptons pas leurs demandes, pourquoi le président lui-même - je l'ai dit dans un de mes discours au tout début du conflit, pourquoi ai-je dit publiquement que ces gens ont des revendications légitimes ? Premièrement. Deuxièmement, si nous allions utiliser la force, pourquoi avons-nous modifié la Constitution ? Pourquoi avons-nous modifié la loi ? Pourquoi avons-nous maintenant plus de 15 nouveaux partis politiques en Syrie ? Pourquoi avons-nous modifié autant de lois, tel qu'ils le demandaient ? Parce que nous savions qu'il ne s'agissait pas de démocratie. S'ils demandaient la démocratie, pourquoi ont-ils tué certains - je ne veux pas généraliser - certains manifestants ont manifesté pour les raisons que vous avez mentionnées, mais d'autres ont tué des soldats et des policiers dès la première semaine du conflit. Quel rapport entre demander la démocratie et le meurtre et l'assassinat ? Donc, nous devons être très précis et être capable de faire la distinction entre ceux qui demandent la démocratie et les terroristes. Une partie de ces gens qui s'opposaient au gouvernement au début, aujourd'hui soutiennent le gouvernement contre les terroristes, parce qu'ils ont demandé des réformes, pas des terroristes. Donc, vous parlez de deux situations complètement différentes, entre le début du conflit et celle d'aujourd'hui. Donc, nous avançons toujours sur la voie de la démocratie, et vers une partie de la solution que j'ai mentionnée il y a quelques minutes. Lorsque nous serons assis autour d'une table, le peuple syrien dira quelle est la meilleure constitution, quel est le meilleur système politique. S'il veut un système parlementaire, présidentiel, semi-présidentiel, et ainsi de suite. Quelles lois ? Tout ! Ce n'est donc pas le président qui décidera. Si les gens veulent mettre en place leur propre système, c'est ça la démocratie.

Fox News : Eh bien, vous soulevez un point qui m'amène à la prochaine question. Certains diront que vous avez mené une guerre d'usure, c'est-à-dire que vous neutralisez les modérés, et certains de ceux qui se sentaient, très pacifiquement, qu'ils voulaient un changement et la démocratie. Maintenant, après deux ans et demi de combats, ils sont prêts à céder un peu, et dès le début vous avez parlé de terroristes arrivant de l'extérieur. Et maintenant vous avez créé une situation sur le terrain en raison de la longue période pendant laquelle les terroristes ont pu entrer. Mon point est le suivant : vous n'êtes pas vraiment en train de changer les mentalités, vous êtes simplement en train de pousser les gens là où vous voulez qu'ils aillent, là où, après deux ans et demi, et 110.000 morts, des villes en ruines, vous espérez que les gens vont se rendre à l'idée. Est-ce vraiment là où vous vouliez en venir avec cette idée ?

Le président Assad : Ce que vous dites en essence, c'est que j'ai créé cette ambiance en invitant les terroristes en Syrie ?

Fox News : Vous avez tenu tête suffisamment longtemps devant les revendications pacifiques.

Le président Assad : Dès le début, nous avons accepté les demandes.

Fox News : Vous avez accepté les demandes ?

Le président Assad : Dès le début, avant que ces terroristes ou ces étrangers viennent en Syrie. Dès le début, en 2011, six jours après le conflit, nous avons dit que nous allions changer, et nous avons commencé le processus de modification de la constitution deux ou trois mois après. Et nous avons voté. Je n'ai pas changé la constitution, il y a eu un référendum, et les gens ont voté lors de ce référendum pour la nouvelle constitution, au début de 2012, en février, moins d'un an après le début du conflit. Donc, ce que vous dites est bien loin de la réalité, la réalité est complètement différente. Rien de tout ça n'a eu lieu en Syrie. Vous parlez peut-être d'un autre pays. Ce qui s'est passé en Syrie, depuis le début, nous avons dit que s'il y avait des revendications, nous étions disposés à changer n'importe quoi. Que ferait un président ou comment pourrait-il réussir si les gens sont contre lui ? Comment peut-il réussir ? Voulez-vous être le président juste pour le plaisir d'être président ? Ce n'est pas réaliste, c'est impossible.

Fox News : Défendez-vous les tactiques employées dans cette guerre ? Il y a un an, nous étions à Homs, l'une de vos grandes villes, et nous avons vu, que votre artillerie, positionnée autour de la ville, pilonner encore et encore, sans relâche, le centre de la ville. Vous dites que vous vous en prenez à l'ennemi. Vous dites que vous vous en prenez aux terroristes, mais ça, ce que certains appelleraient des bombardements aveugles, a fait de très nombreux morts parmi les civils qui, franchement, ont laissé la ville et beaucoup d'autres grandes villes comme Alep et d'autres, en ruines. Est-ce la voie à suivre, si vous pensez qu'il y a des terroristes là-bas, les terroristes ennemis de votre état ?

Le président Assad : C'est comme si vous disiez que lorsque les terroristes s'infiltrent dans une certaine zone ou attaquent une certaine partie de n'importe quelle ville, les civils resteraient ? C'est impossible. Chaque fois que les terroristes entrent dans une zone, les civils partent à moins qu'ils soient utilisés comme boucliers humains. Mais dans la plupart des cas, les civils ont quitté la région à cause des terroristes, ce qui explique le nombre de réfugiés. Donc, dans la plupart des cas, l'armée syrienne a attaqué des zones où il n'y a pas de civils. Dans la plupart des cas, vous pouvez difficilement trouver des civils avec des terroristes.

Fox News : Mais il y a des estimations, Monsieur le Président, qui disent que sur un total de 110.000 morts à ce jour, 50.000 au moins sont des civils. Voulez-vous dire qu'il y avait 50.000 boucliers humains ?

Le président Assad : Tout d'abord, quelle est la source de votre information ?

Fox News : C'est une estimation par des analystes qui se penchent sur ces chiffres. Vous pensez que les chiffres sont plus bas ?

Le président Assad : Des analystes qui vivent aux Etats-Unis ou en Europe ? Vous ne pouvez parler que de faits, vous ne pouvez pas parler d'estimations et d'allégations.

Fox News : 110,000 est un chiffre sur lequel tout le monde est d'accord.

Le président Assad : Bien sûr, je dis qu'il y a des dizaines de milliers de morts. Je n'ai pas donné de chiffre exact pour une raison : parce que nous avons des milliers de personnes portées disparues. Nous ne pouvons pas les compter parmi les morts avant de savoir s'ils sont morts. Nous sommes en guerre. Donc, pour avancer des chiffres, il faut être très précis. Vous citez un nombre comme s'il s'agissait d'une feuille de calcul, sans savoir qu'ils ont de la famille, que c'est une tragédie. Nous vivons avec ces gens. Il s'agit d'une tragédie humaine. Il ne s'agit pas de chiffres, il s'agit de toutes les familles en Syrie qui ont perdu des êtres chers, y compris ma propre famille. Nous avons perdu des membres de la famille. Nous avons perdu des amis et c'est pour cela que nous nous battons contre le terrorisme. Et dans ce cas, si nous laissions faire les terroristes, sans les combattre, ce chiffre, s'il était proche de la réalité, serait démultiplié, serait dans les millions, pas dans les centaines de milliers .

Fox News : Nous ne voulons pas nous noyer dans les chiffres, parce que comme vous le dites, c'est un drame humain. Mais encore une fois, vous avez dit que 90 % de l'opposition, des rebelles, sont Al-Qaïda. Vous maintenez ce chiffre, 90% ?

Le président Assad : 80 à 90%, personne n'a le chiffre exact. On n'a pas le chiffre exact parce qu'ils vont et viennent dans un flux irrégulier.

Fox News : Vous ne pensez pas que ce chiffre est trop élevé ? Certains donnent des chiffres inférieurs, au moins 50/50. On pourrait dire que c'est au moins 50/50.

Le président Assad : Qui dit ça ? Je suis sûr qu'ils ne sont pas Syriens. Personne en Syrie ne dit qu'ils sont 50/50. A l'étranger peut-être, ils ont leurs propres estimations. Mais c'est notre conflit, nous vivons ici, c'est notre pays. Nous, nous pouvons dire combien. Mais 50/50... Comment les ont-ils comptés ?

Fox News : Mais encore une fois, juste pour résumer ce que vous venez de dire, vous avez dit « l'opposition a été fabriquée depuis l'étranger. » Pensez-vous réellement cela ?

Le président Assad : Ce n'est pas un sentiment, et il ne s'agit pas de ce que je ressens. Il s'agit de faits qui sont présentés devant nous. S'ils n'ont pas de base sociale en Syrie - parce que nous avons une opposition en Syrie, qui a une base sociale - pourquoi avoir une opposition à l'étranger ? De quoi vivent-ils ? Qui leur donne de l'argent ? Comment sont-ils financés ? Et nous savons que certains d'entre eux appartiennent aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à la France, au Qatar et à l'Arabie saoudite. Une véritable opposition n'appartient qu'au peuple syrien. Et s'il n'appartient pas à ce peuple, il appartient à d'autres pays. C'est évident.

Fox News : Êtes-vous en train de minimiser les morts en disant que ce n'est pas 50000, mais 40.000 ou 30.000 ?

Le président Assad : On ne peut pas le minimiser parce que dans chaque foyer il y a une douleur aujourd'hui. Dans chaque foyer, il y a une tristesse. On ne peut pas minimiser. Que le chiffre soit supérieur ou inférieur, c'est une tragédie. Nous vivons en Syrie, nous devons parler des causes. Qui les a tués ? Pas le gouvernement, mais les terroristes. Nous défendons notre pays. Si nous ne le défendions pas, ce chiffre serait beaucoup plus élevé, c'est ce que je voulais dire.

Fox News : Je voulais simplement clarifier cela. Maintenant, en examinant les choses de manière plus globale, ce qui semble être un tournant pour le monde, ici dans une Syrie déchirée par la guerre, une nouvelle feuille de route pour la paix mondiale semble se développer, en commençant par votre abandon de vos armes chimiques, pour ensuite passer à un plan concret pour la paix en Syrie. Pensez-vous que nous assistons à une telle évolution de la situation ?

Le président Assad : Parlez-vous de la situation en Syrie ? Il n'y a pas de relation directe entre la question des produits chimiques et le conflit en Syrie. C'est complètement différent. Donc, si nous voulons avancer vers une solution politique, nous pouvons, mais ce n'est pas liée à l'accord chimique.

Fox News : Je comprends, mais le fait que cette question chimique a interpellé le monde entier qui a fini par prêter attention, est-ce une situation à partir de laquelle vous pouvez construire quelque chose ?

Le président Assad : Cela dépend en grande partie des pays qui soutiennent les terroristes en Syrie.

Fox News : Avant de redonner la parole à Greg, il y a beaucoup de pays désormais impliqués dans ce processus, pas seulement les États-Unis et la Russie, mais l'Iran, Israël, la Turquie et même la Chine. Donc, tout dépend de la coopération de la Syrie avec le processus de Genève. Êtes-vous prêt à faire en sorte que cette opportunité ne s'écroule pas ?

Le président Assad : Nous avons soutenu le processus de Genève dès le début. Nous avons coopéré avec les envoyés de l'ONU qui sont venus en Syrie. En fait, celui qui a mis des obstacles n'était pas la Syrie ni la Russie ni la Chine, mais les États-Unis, pour de nombreuses raisons différentes. Une des principales raisons est qu'ils n'ont pas de véritable opposition à l'étranger. Ils savent que c'est un de leurs principaux problèmes, parce que le coeur de la conférence de Genève est le respect de la volonté du peuple syrien, et donc tout accord réalisé à Genève sera proposé au peuple syrien, et si vous n'avez pas de base sociale en Syrie, vous ne pouvez pas convaincre le peuple syrien de vous suivre. C'est le problème que les Américains ont avec leurs marionnettes, pour être très clair et très franc.

Suite à la page (16)

Suite de la page (15)

Fox News : Merci Monsieur le Président. Greg.

Greg Palkot (Fox News) : Pour rebondir sur ce point, Monsieur le Président, d'autres pensent en effet qu'il y a une voie à suivre, que pour la première fois depuis deux ans et demi vous vous adressez sérieusement à la communauté internationale pour parler d'une piste de négociation - une piste étroite, je vous l'accorde, qui porte seulement sur les armes chimiques - et qu'en fait, il pourrait y avoir la possibilité de négociations plus larges. Pourriez-vous en être partie prenante, ou si vos alliés puissants et, au fond, le parrain de cette nouvelle vague de discussions et de négociations, la Russie, estime qu'il serait peut-être plus utile de ne pas vous placer dans une telle situation, quelle serait votre position ? Êtes-vous prêt à aller jusqu'au bout ou, si cela faciliterait les choses, seriez-vous disposé à démissionner pour le bien de votre pays ?

Le président Assad : Être président ou pas, c'est quelque chose qui doit être décidé par le peuple syrien et par les urnes et personne d'autre, ami ou ennemi ou n'importe qui, n'a son mot à dire sur cette question. Si le peuple syrien veut que vous soyez président, vous devez rester. S'il ne veut pas de vous, vous devez quitter tout de suite, avec ou sans la conférence. C'est évident, nous ne discutons pas de cela, et je l'ai dit de nombreuses fois. Donc, personne n'a à le dire et la Russie n'a jamais tenté de s'immiscer dans les affaires syriennes. Il y a un respect mutuel entre la Syrie et la Russie, et ils n'ont jamais tenté de s'immiscer dans les affaires syriennes. Seuls l'administration américaine et ses alliés européens, et certains de leurs marionnettes dans le monde arabe, répètent ces mots, que le président doit partir, ce que le peuple syrien doit faire, quel genre de gouvernement. Il n'y a que ce bloc qui interfère dans les affaires d'un pays souverain.

Fox News : Je sais que vous avez dit qu'il y a des élections prévues ici en 2014. Vous seriez candidat, et vous accepteriez que le peuple vote pour ou contre vous, et ces élections pourraient se tenir dans le climat actuel ?

Le président Assad : Vous devez sonder l'humeur du peuple, la volonté et le désir du peuple à ce moment là pour voir s'il veut de vous comme candidat ou pas. Si le peuple ne vous voit pas d'un bon oeil, vous ne vous présentez pas. Il est encore trop tôt parce que tous les jours il y a quelque chose de nouveau. Je peux prendre ma décision avant les élections.

Fox News : Monsieur le Président, selon le New York Times, le président Obama a déclaré que le plus grand objectif à l'égard de la Syrie est de réduire l'usage d'armes chimiques et la prolifération des armes chimiques à travers le monde. Croyez-vous que cela pourrait être une occasion pour rétablir les relations entre la Syrie et les États- Unis ?

Le président Assad : Cela dépend de la crédibilité de l'administration, n'importe quelle administration, et cela dépend de l'administration américaine.

Fox News : Mais vous ne dites pas que notre président n'a pas de crédibilité ; je vous demande si c'est une occasion pour vous de remettre à zéro les relations avec les États- Unis ?

Le président Assad : Comme je l'ait dit, la relation dépend de la crédibilité de l'administration. Nous n'avons jamais considéré les Etats-Unis comme un ennemi ; nous n'avons jamais considéré le peuple américain comme un ennemi. Nous aimons toujours avoir de bonnes relations avec tous les pays du monde et avant tout avec les Etats-Unis parce que c'est le plus beau pays du monde. Cela est normal et évident. Mais cela ne veut pas dire obéir aux ordres et aux directives des Etats- Unis. Nous avons nos propres intérêts, nous avons une civilisation et nous avons notre volonté. Ils doivent l'accepter et le respecter. Nous n'avons pas de problème avec le respect mutuel. Nous voulons avoir de bonnes relations, bien sûr.

Fox News : Permettez- moi de vous demander quelques précisions en ce qui concerne l'avenir. Allez-vous vers une sorte de constitution pour la Syrie qui garantirait une plus grande liberté pour le peuple syrien ? Voulez-vous vraiment œuvrer dans ce sens ?

Le président Assad : Notre Constitution garantit aujourd'hui plus de liberté, mais tout dépend de la teneur de cette liberté. C'est ce que les parties syriennes pourraient discuter autour d'une table. Ce n'est pas la constitution du président, ce n'est pas ma vision ni mon propre projet. Cela devrait être un projet national. Ainsi, les Syriens devraient définir exactement ce qu'ils veulent et je dois accepter leur volonté.

Fox News : Par exemple, que pensez-vous des élections libres ?

Le président : Bien sûr, nous avons déjà des élections libres avec la constitution actuelle. Nous allons avoir des élections libres l'année prochaine, en mai 2014.

Fox News : Est-ce qu'il y a quelqu'un d'autre qui peut être président de la Syrie ?

Le président Assad : Bien sûr, n'importe qui peut être président.

Fox News : Vous n'êtes donc pas le seul à pouvoir l'être ?

Le président Assad : Non, je ne suis le seul.

Fox News : Vous croyez donc qu'il est possible pour la Syrie d'avoir une transition pacifique sans que vous soyez au pouvoir ? Est-ce possible ?

Le président Assad : Que voulez-vous dire par transition ; transition de quoi ?

Fox News : Une transition vers une résolution du conflit et de la guerre, est-ce possible avec vous absent du pouvoir ?

Le président Assad : Si le peuple syrien ne veut pas de moi, que ce soit dans une situation transitoire, permanente, normale ou naturelle, cela signifie que ça sera paisible. Tout ce que les gens ne veulent pas ne pourra pas être paisible.

Fox News : Projetons-nous cinq ans dans le futur.. A quoi ressemblera la Syrie ?

Le président Assad : Nous avons tellement de défis si nous nous débarrassons de ce conflit, bien sûr, le plus urgent est de se débarrasser des terroristes, comme je l'ai dit. Mais la chose la plus importante est leur idéologie. Nous n'avons aucun doute que l'existence de terroristes de partout dans le monde - des terroristes extrémistes - ont eu des effets secondaires sur les cœurs et les esprits d'au moins les jeunes. Que pouvez-vous attendre d'un enfant qui a tenté de décapiter quelqu'un de sa propre main !?! Que peut-on attendre d'enfants qui ont regardé des décapitations et des barbecues de têtes et regardé des cannibales en Syrie, à la télévision et sur l'Internet !?! Je suis sûr qu'il a beaucoup d'impacts psychologiques et d'effets secondaires et mauvais pour la société. Nous devons donc réhabiliter cette génération pour qu'elle soit de nouveau tolérante, comme l'était la Syrie. Bien sûr, je parle d'un problème très local qui, si nous l'ignorons, pourrait se répandre comme une onde dans la société. Ensuite, nous devons reconstruire notre infrastructure qui a été détruite récemment, reconstruire notre économie et, comme je l'ai dit, avoir un nouveau système politique qui convient au peuple syrien et au système économique, et autres.

Fox News : Monsieur le Président, en tant que journaliste, je veux juste vous dire ce que je vois lorsque je voyage à travers le pays. J'ai vu cette crise perdurer. À l'heure actuelle, je vois comme vous un pays où peut-être 60% ou 70% du territoire échappent à votre contrôle, ainsi que peut-être 40% de votre population, six millions de personnes ont été déplacées, près d'un tiers de la population, ont été déplacées par cette guerre. Nous parlons du nombre de morts et de blessés. Voyez-vous un chemin de retour, voyez-vous une manière pour que le peuple puisse à nouveau vous soutenir massivement ? Voyez-vous quelque chose que vous pourriez faire pour rattraper ces deux ans et demi d'horreur, de guerre sanglante que le pays a subi ?

Le président Assad : Aujourd'hui, après que la majorité du peuple ait connu la signification de terrorisme - je parle d'un pays qui était autrefois l'un des pays les plus sûrs au monde, nous étions en 4ème position dans le classement international des pays les plus sûrs - et après qu'ils aient vécu directement l'extrémisme et le terrorisme, ces gens soutiennent le gouvernement. Ils soutiennent donc le gouvernement. Peu importe qu'ils me soutiennent personnellement ou pas. La chose la plus importante est que la majorité soutient les institutions. Mais, le pourcentage que vous avancez, bien sûr, n'est pas correct. Quoi qu'il en soit, l'armée et la police ne sont pas partout en Syrie, et le problème présent n'est pas une guerre entre deux pays où deux armées partant à la conquête des territoires respectifs. Il s'agit d'infiltration de terroristes. Lorsque nous libérons une zone des terroristes, ils partent ailleurs pour continuer à détruire, tuer et effectuer leur routine. Le problème maintenant est l'infiltration de ces terroristes en Syrie et le problème le plus dangereux auquel nous sommes confrontés est leur idéologie, et ça c'est plus important que tel ou tel pourcentage. Au final, un grand nombre d'entre eux sont des étrangers, et un jour ils partiront ou mourront ici en Syrie. Mais c'est l'idéologie qui sera le principal souci de la Syrie et des pays voisins. Et cela devrait être le souci de tous les pays, y compris les Etats-Unis

Fox News : Monsieur le Président, merci beaucoup pour cette interview.

Le président Assad : Je vous remercie d'être venus en Syrie

Sana 19 Septembre 2013
Traduction Allain Jules
Afrique Asie 22 septembre 2013

Suite de la page (9)

constructions prevent rainwater from seeping into the soil. Painting is not the answer."

Claude Prépetit, coordinator of the seismologic study, is also concerned. Many residents are in danger "because of the risk of mudslides and earth movements [and] the magnification of vibrations during an earthquake, because certain homes are built on a slope steeper than 30%, because it is near the southern peninsula and because a secondary faults cuts through it," the geologist said.

Prépetit thinks the government should "stop all future construction in the region" and "identify the more hazardous areas and move out everyone whose lives are at risk."

As a last step, after assuring the population has social service, "they can paint the facades of the permitted houses, if they want to make them pretty," he added.

During his visit to the slum, only 14 days after Prépetit and other experts announced the secondary fault, Prime Minister Lamothe made no mention of the seismic risks. "You are going to see what we can do to improve people's lives," Lamothe promised. "Your will be proud! You will be happy!"

After his speech, Lamothe and his entourage got into an SUV to drive back down the mountain. Residents went back to their daily journeys, going up and down stairs to find water, trying to survive one more day in the slum called by Best Western "a fashionable suburb."

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.

Suite de la page (4)

un démenti à ces informations pourtant suffisamment fondées.

«*Je n'ai aucune relation, ni de près ni de loin, avec ces individus qui ont pris la population en otage*», **a déclaré le député Jacques Steven Timoléon, président du bloc PSP, allié du président Martelly.** *Menm li menm li pa kwè nan sa l di a.* «*Si ma mère qui est à Petit-Goâve détient une arme illégale, qu'on l'arrête* », **a renchéri le député** *tèt kale* au service *tèt kale* du pouvoir *kale tèt*. L'homme fort du PSP (Parlementaires pour la stabilité et le progrès) dément également être intervenu pour faire libérer des individus louches de cette bande armée appréhendés par la police récemment.

Jacques Steven Timoléon a indiqué être intervenu plutôt auprès du commissaire de police de Petit-Goâve, en présence du maire, d'un substitut du commissaire du gouvernement en vue d'obtenir la libération de Félix Jeune Salomon, le coordonnateur de son bureau politique et d'une quinzaine d'autres personnes arrêtées et maltraitées par des agents de l'UDMO après une opération menée pour dénicher cette bande armée retranchée dans les mornes de Maro. *Li demanti pwòp tèt li.*

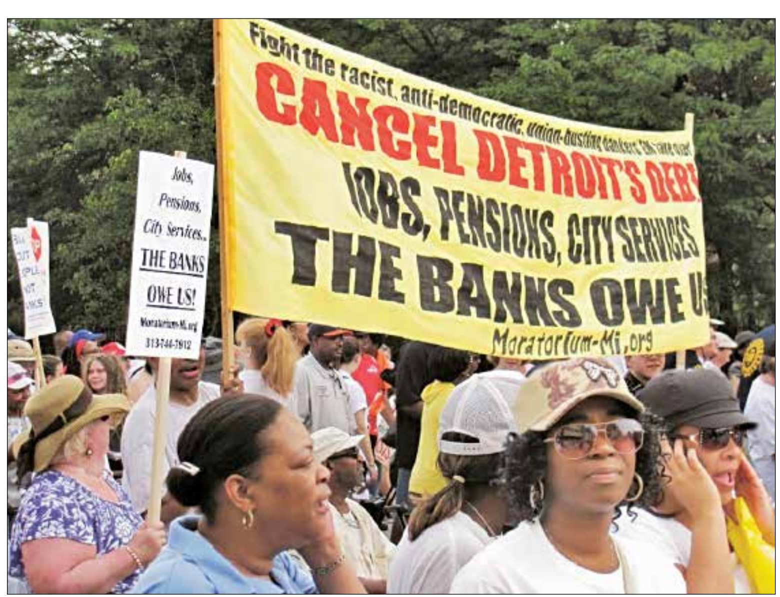
«*Mon bureau se trouve à au moins trois kilomètres de Maro et ces gens arrêtés n'avaient rien à voir avec cette bande armée*», **a assuré Timoléon. Le député kale tèt a indiqué avoir demandé « à la police de mener une opération musclée en vue de désarmer ces bandits ». Contacté ce midi, le ministre de la Justice, Me Jean Renel Sanon, sans donner plus de détails, a révélé** «*Qu'une importante opération est en cours pour mettre ces bandits hors d'état de nuire*». *Se vre !!! Vè ki* **lè ?** Le ministre n'a pas voulu s'attarder sur des connexions présumées de ces bandits avec des politiques. « *Quand des bandits s'attaquent à de paisibles citoyens, pour moi ce n'est pas politique, c'est de la criminalité* », a simulé Me Jean Renel Sanon. «*Ce qui se passe à Petit-Goâve est très grave*», **a commenté le sénateur Pierre Francky Exius, qui annonce la convocation prochaine du ministre de la Justice et du chef de la police sur ce dossier et sur la répression brutale en l'espace de vingt-quatre heures d'une manifestation et d'un sit-in de l'opposition.**

Le journaliste très connu et homme d'affaires Valéry Numa s'est dit « *Très préoccupé* » par les agissements de cette bande armée à Petit-Goâve. Cela aura très certainement des effets néfastes sur les affaires dans le grand Sud, a ajouté le propriétaire de l'hôtel Le Recul, à Camp-Perrin, et instigateur chaque vendredi de «Excursud», une initiative permettant aux touristes de découvrir le sud d'Haïti et ses beautés.

La route, a poursuivi Valéry Numa, est l'unique moyen d'atteindre le Sud. D'un autre côté, Valéry Numa a ajouté que des éléments de cette bande armée disent rançonner des gens pour acheter des armes et des munitions. Mais ils ne disent pas pourquoi, a observé ce journaliste vedette de Vision 2000. Dans la région des Palmes, qui comprend, entre autres, Grand-Goâve et Petit-Goâve, des groupes armés à la solde d'hommes politiques se sont affrontés ces derniers mois.

Des morts, des troubles de l'ordre public ont paralysé la circulation sur la route nationale numéro 2. De paisibles usagers de cette voie ont été blessés, maltraités et volés. Cette bande armée, dont des membres seraient employés par des autorités municipales de Petit-Goave, constituerait une illustration de la connivence de toujours entre des politiques et les bandes armées en Haïti.

Appel pour une Assemblée Internationale des Peuples contre les banques et contre l'austérité



Rejoignez-nous à Detroit le 5 octobre 2013 pour exiger : L'annulation de la dette qui étrangle nos écoles, nos villes, nos états et nos campagnes

À l'occasion du 5ème anniversaire du plan de sauvetage bancaire de 700 milliards de dollars mis en place par l'État fédéral

Nous appelons |1| tous les militants qui se battent contre l'austérité imposée par les banquiers, ici et partout dans le monde, à se rassembler dans la ville de Detroit les 5 et 6 octobre 2013 et à rejoindre la population de cette ville en état de siège à l'occasion de la convocation de l'Assemblée Internationale des Peuples contre les banques et contre l'austérité. Ce rassemblement historique se tiendra à l'occasion du 5ème anniversaire de la mise en place par l'État fédéral du plan de sauvetage bancaire de 700 milliards de dollars.

À l'intérieur des frontières des États-Unis, Detroit constitue l'épicentre de la guerre déclarée par les banques à la classe ouvrière. Les quartiers de Detroit ont été détruits et 237 000 résidents expulsés de la ville du fait du racisme et des frauduleux montages de prêts hypothécaires. Les banques ont fait souscrire des subprimes et des emprunts prédateurs à 73 % des propriétaires immobiliers, avec pour résultat plus de 100 000 saisies au cours des 10 dernières années.

Après avoir détruit l'assiette d'imposition de la ville, les banques ont soumis la ville elle-même à ces emprunts prédateurs, comportant des swaps de taux d'intérêt qui permettent aux banques de percevoir des intérêts à des taux 1 200 % plus élevés que le taux actuel des bons qui financent les villes |2|. La dette exorbitante que les banques ont imposée à la ville a servi de prétexte au gouverneur du Michigan pour faire un coup d'état en privant de tous leurs pouvoirs les autorités élues de la communauté afro-américaine, et en désignant un administrateur d'urgence non élu – dont la mission, de par la loi, est de garantir aux banques le service de la dette.

Maintenant, le gouverneur et l'administrateur d'urgence ont précipité la ville dans la plus importante faillite de l'histoire des États-Unis et leurs cibles sont les pensions des employés de la ville, qui sont par ailleurs protégées par la constitution, ainsi que les services municipaux et les biens susceptibles d'être cédés. À l'inverse, les banquiers criminels sont considérés comme des « créanciers privilégiés », ce qui signifie qu'ils doivent être payés en priorité !

L'attaque contre Detroit vise à créer un précédent en matière d'attaque contre les retraites des employés du public dans tout le pays. Partout dans le pays, les villes et les États sont confrontés à des crises similaires en matière d'endettement du fait des pratiques criminelles des banques. Ces mêmes banques, en imposant 1 000 milliards de dollars de dette aux étudiants, ont déclaré la guerre à la jeunesse condamnée à porter ce fardeau tout le restant de sa vie. L'austérité qu'elles imposent se propage partout sur la planète, en Grèce, en Espagne, au Portugal, de l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique.

Les communautés de couleurs sont les plus durement touchées par ces attaques. Même avant la prise de contrôle de Detroit, le gouverneur Snyder ciblait prioritairement la majorité noire de la ville et les circonscriptions scolaires telles que Benton Harbor, Flint, Pontiac et Highland Park. Inkster et Buena Vista sont sur le point de perdre en totalité leurs circonscriptions scolaires. Cela s'inscrit dans une montée du racisme dans tout le pays, illustrée par le verdict scandaleux du meurtre de Trayvon Martin |3|, des décisions de la Cour Suprême contre la loi sur le droit de vote, la discrimination positive |4| et l'expulsion de plus d'un million d'immigrants sans-papiers au cours des cinq dernières années.

La population de Detroit, la ville qui fut le centre des luttes et des rassemblements pour la libération des Noirs a besoin de la solidarité de la classe des travailleurs du monde entier pour repousser l'offensive menée actuellement.

Rejoignez-nous à Detroit le 5 octobre 2013 pour exiger :

L'annulation de la dette qui étrangle nos écoles, nos villes, nos états et nos campagnes.

La garantie de l'emploi et des pensions pour les travailleurs des services des collectivités.

La fin de l'anti-démocratique et la raciste administration d'urgence des villes et des écoles.

Une augmentation du financement des écoles publiques. Plus jamais d'écoles à charte ! |5|

Un programme d'emplois financé par les banques pour que les chômeurs soient employés à la reconstruction de nos villes. Les banques doivent à nos collectivités des milliards pour les destructions qu'elles ont occasionnées.

Un moratoire sur toutes les saisies et sur toutes les expulsions consécutives aux saisies. Le logement est un droit !

La répudiation de la dette représentée par les prêts d'étudiants.

Le Gouvernement doit renflouer les populations, pas les banques.

Traduction de Patrick Saurin

Notes

|1| Appel accessible sur le site moratorium NOW !

|2| Aux États-Unis, les banques ont amené les collectivités à se financer au moyen d'un dispositif spéculatif, très rémunérateur pour les banques mais très risqué pour les villes et les États qui y ont recours. Les collectivités émettent des bons dans le cadre d'un montage spéculatif qui combine trois éléments clefs : des obligations à vue à taux variable (ou VRDBs : variable rate demand bonds), des lettres de crédit et un swap de taux d'intérêts.

|3| Trayvon Martin était un adolescent noir de 17 ans qui a été tué le 26 février 2012 par un homme blanc, George Zimmerman, qui effectuait une ronde de voisinage. Le 13 juillet 2013, malgré de nombreuses pétitions et manifestations, le tribunal a prononcé l'acquittement de George Zimmerman.

|4| Il s'agit d'une politique connue sous le nom d'affirmative action dont l'objectif est d'améliorer l'accès des minorités à différentes sphères de la vie sociale.

|5| Les charter schools ou « écoles à charte » sont des établissements scolaires privés sous contrats mais financés par des fonds publics et disposant d'une grande autonomie de fonctionnement.

La Bolivie va poursuivre Obama pour crimes contre l'humanité

En 2002, MacDonald était contraint de fermer tous ses restaurants en Bolivie. En avril 2013, le président bolivien Evo Morales annonçait l'expulsion de Bolivie de l'USAID, l'agence américaine pour le développement international, en l'accusant de conspiration et d'ingérence dans la politique intérieure bolivienne.
Evo Morales dans un discours à la foule pendant un rassemblement pour la Fête du Travail sur la place d'Armes de La Paz, le 1er mai 2013 déclarait « Plus jamais l'USAID, qui manipule, qui utilise nos frères dirigeants, qui utilise des camarades de la base en leur donnant des aumônes ! Sûrement, (les Etats-Unis) croiront toujours qu'ici on peut manipuler politiquement, économiquement. Mais cela, c'était dans les temps anciens ». Désormais le président Morales s'apprête à poursuive les États-Unis pour crime contre l'humanité.



Le président bolivien Evo Morales

Le président bolivien Evo Morales va déposer une plainte contre le gouvernement américain pour crimes contre l'humanité. Il a dénoncé les Etats-Unis pour ses tactiques d'intimidation et d'alarmistes après que le jet présidentiel vénézuélien fût interdit de pénétrer dans l'espace aérien américain.

Je tiens à annoncer que nous préparons un procès contre Barack Obama afin de le condamner pour crimes contre l'humanité", a déclaré le président Morales lors d'une conférence de presse dans la ville bolivienne de Santa Cruz. Il a stigmatisé le président américain comme un «criminel» qui viole le droit international.

En solidarité avec le Venezuela, la Bolivie va commencer la préparation d'un procès contre le chef d'Etat américain qui se tiendra au tribunal international. En outre, Morales a convoqué une réunion d'urgence de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) pour discuter de ce qui a été condamné par le Venezuela comme étant "un acte d'intimidation par l'impérialisme nord-américain."

Le président bolivien a suggéré que les membres de la CELAC retirent leurs ambassadeurs des États-Unis afin d'envoyer un message clair à l'administration Obama. Comme mesure supplémentaire, il fera appel aux pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques à boycotter la prochaine réunion de l'ONU. Les membres de l'Alliance comprennent Antigua-et-Barbuda, Cuba, la Dominique, l'Équateur, le Nicaragua, le Venezuela et Sainte-Lucie.

Les États-Unis ne peuvent plus être autorisé à poursuivre leur politique d'intimidation et de bloquer les vols présidentiels ", a souligné Morales.

Le gouvernement vénézuélien a annoncé jeudi que l'avion du Président Nicolas Maduro avait été refusée d'entrée dans l'espace (US) aérien portoricain. «Nous avons reçu l'information de responsables américains de notre interdiction de voyager dans l'espace aérien", a déclaré le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Elias Jaua, parlant aux journalistes lors d'une rencontre officielle avec son homologue sud-africain.

Jaua a dénoncé le mouvement comme étant "encore un autre acte d'agression de la part de l'impérialisme nord-américain contre le gouvernement de la République bolivarienne».

Le président Maduro devait arriver à Pékin ce week-end pour des entretiens bilatéraux avec le gouvernement chinois. Jaua a insisté pour que le leader vénézuélien se rende à destination, indépendamment de toute interférence perçue.

Le gouvernement américain n'a pas encore fait de déclaration concernant la fermeture de son espace aérien à l'avion présidentiel vénézuélien. Puerto Rico étant un territoire non incorporé des États-Unis.

Détérioration des relations entre les États-Unis et la Bolivie

Les relations de Washington avec l'Amérique latine se sont détériorées depuis le début de l'année suite au blocus aérien qui a forcé l'avion du président bolivien Evo Morales à atterrir en Autriche en juillet dernier.

Plusieurs pays de l'UE avaient fermés leur espace aérien à l'avion présidentiel en raison de soupçons que l'ancien employé de la CIA Edward Snowden – recherché aux États-Unis sur des accusations d'espionnage – était à bord. La Bolivie a allégué que les États-Unis était derrière le blocus aérien.

En réponse à l'incident, les dirigeants latino-américains réunis dans la condamnation de ce qu'ils ont décrit comme étant «l'intimidation néocoloniale».

Plus tard dans l'année, les révélations sur le réseau d'espionnage mondial des États-Unis publié par Edward Snowden n'ont pas aidé à améliorer les relations. Les fuites ont révélé que la National Security Agency (NSA) a surveillé les communications privées des deux présidents du Brésil et du Mexique.

Le gouvernement brésilien a dénoncé la surveillance de la NSA comme étant "inadmissible et inacceptable", et constituait une violation de la souveraineté brésilienne. À la suite de l'espionnage US, le président brésilien Dilma Rousseff a reporté une visite d'Etat à Washington en Octobre.

Traduction Armand Pouliot
Mondialisation 22 septembre 2013

Note du traducteur

À la lumière de ces faits et gestes, notre devoir de citoyens nord américain est d'appuyer la poursuite en justice de la Bolivie contre la Corporatocratie impérialiste américaine. Nous devons mettre un terme au crime organisé de l'administration Obama. Il est grand temps que ce gouvernement « voyou et criminel » soit poursuivi en justice pour crimes contre l'humanité.

Séisme au Pakistan : au moins 30 morts

Un puissant tremblement de terre a frappé mardi une zone montagneuse de la province du Baloutchistan dans le sud-ouest du Pakistan, faisant au moins 30 morts, rapportent les autorités. Une opération de secours a été lancée dans la principale région touchée, le district d'Awaran, où un tiers des maisons ont été détruites, a déclaré un responsable de la province.

Le séisme, de magnitude 7,8 sur l'échelle ouverte de Richter selon l'institut américain de veille géologique (USGS), a été ressenti à Karachi, la grande ville portuaire du sud du Pakistan, et jusqu'à New Delhi, la capitale indienne.

L'épicentre a été localisé à 230 km au sud-sud-est de la ville de Dalbandin, dans une zone montagneuse faiblement peuplée qui ne compte pas d'installations industrielles importantes.

Jdd 24 septembre 2013

Suite de la page (4)

d'autant plus incompréhensible que rien n'a été fait pour doter les communes et les départements d'élus compétents et imbus de leurs fonctions, capables de porter le développement et la modernisation aux coins les plus reculés du territoire. Le pouvoir central peut avoir toute la bonne volonté du monde et s'entourer des collaborateurs ayant toutes les qualités et les compétences possibles, mais tant que l'essentiel des pouvoirs demeure dans l'antichambre des ministères et entre les mains des technocrates de Port-au-Prince rien, absolument rien, ne changera dans le fond.

Regardons d'un peu plus près les pouvoirs politiques, les moyens financiers et la gestion au quotidien des mairies en Haïti. Si l'on se base sur les prescrits de la Constitution de 1987 amendée ou pas, les municipalités disposent théoriquement de pouvoirs politiques, économiques et culturels. Malheureusement, comme pour l'ensemble des pouvoirs locaux ou territoriaux prévus par la loi mère, le pouvoir exécutif chargé de la mise en place de ces administrations locales, ignore et méprise éperdument ces instances de proximité. Elles ne disposent d'aucun moyen pour intervenir efficacement en faveur de leurs administrés et de leurs collectivités. Les départements sur lesquels l'on reviendrait dans une autre chronique n'existent pas en tant qu'entités administratives et politiques locales pour l'exécutif haïtien.

Et bizarrement, le Parlement qui devrait être le chien de garde de cette politique de décentralisation fait le mort sur ce formidable pouvoir régional. Les Conseils départementaux prévus dans la Constitution n'ont jamais fait l'objet d'aucun débat au sein de la société encore moins au Sénat de la République ou à la Chambre des députés. Les municipalités ou les maires qui nous intéressent présentement fonctionnent selon les besoins de la politique conjoncturelle du pouvoir exécutif. Ils bénéficient d'un regard plus ou moins bienveillant du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, le ministère de tutelle, à chaque fois que la présidence de la République prépare le terrain pour des scrutins lui paraissant difficiles à gagner. Sinon, les élus locaux sont livrés à eux-mêmes.

Les administrations locales sont totalement laissées à l'abandon. Il ne faut pas confondre un bâtiment flambant neuf qui, à l'intérieur, est une coquille vide, sans ressources humaines pour l'administrer, avec une institution bénéficiant de tous les moyens financiers et du personnel qualifié lui permettant de fonctionner normalement. A quatre vingt dix pour cent, les bâtiments abritant les mairies d'Haïti ne sont que des taudis. La plupart d'entre elles fonctionnant sans eau, sans électricité, sans bureau, sans une feuille de papier, sans une vieille machine à écrire alors même qu'on devrait parler d'ordinateurs.

Certaines municipalités n'ont même pas un lieu de réunion, voire un endroit pour accueillir tout simplement leurs administrés. Un cas de figure encore plus emblématique, la mairie de la capitale. Avant le séisme du 12 janvier 2010, la municipalité était installée au bicentenaire dans un beau bâtiment sur le plan architectural. Œuvre de l'architecte haïtien Georges Baussan. Cet édifice public d'un blanc immaculé était, avec le Palais national et le Palais de justice, les trois fleurons de l'architecture haïtienne à Port-au-Prince. Mais ne vous réjouissez pas trop vite. Bien avant la catastrophe de 2010, la mairie de Port-au-Prince s'était déjà transformée en poulailler.

Faute de moyen financier pour l'entretenir et le rénover, ce bâtiment des années 30 était tombé en ruine. Les différents maires élus ou nommés qui avaient le privilège d'avoir ce haut lieu historique, culturel et politique sous leur responsabilité, n'ont jamais prouvé qu'ils connaissaient la valeur symbolique, historique et politique de ce bâtiment. Depuis 2010, la municipalité est devenue nomade. Ses services sont éparpillés un peu partout à travers la ville. Quant aux maires, ils trouvent refuge dans la tour de la compagnie Digicel à Turgeau où les responsables de la compagnie, entre pitié et paternalisme, leur donnent tout un étage pour installer leurs bureaux et leurs collaborateurs.

Cela devait durer six mois. Ils y sont encore. Et on peut comprendre que les maires ne sont pas pressés d'en prendre congé. Il suffit de voir dans quelle condition le reste du personnel est installé ailleurs. L'annexe de la mairie sur le Champ de Mars, juste à coté du Cinéma Triomphe donne toute l'ampleur et l'état de misère dans lequel fonctionne cette municipalité. Pourtant, ce n'est pas la plus pauvre du pays. Mais l'incompétence intellectuelle, l'ignorance en gestion publique, la gabegie administrative, l'absence de vision pour une politique de proximité font que la capitale haïtienne ressemble davantage à une décharge publique abandonnée qu'à une ville et ce, bien avant le terrible *Goudou-goudou* de 2010.

Le pouvoir central a sa part de responsabilité dans cette description qui ne fait pas honneur aux élus de la capitale et aux Port-au-Princiens malgré eux. En fait, ce ne sont pas seulement les maires de Port-au-Prince qui sont écrasés par le poids du pouvoir central et particulièrement la présidence de la République d'hier et d'aujourd'hui. Traitées en parents pauvres, les mairies d'Haïti n'ont en réalité aucun pouvoir. Sur le plan politique, elles ne servent pas à grand-chose pour la présidence de la République ni pour les parlementaires. Ce ne sont pas des fiefs politiques comme c'est souvent le cas à travers le monde. Elles ne sont pas une force de mobilisation pour appuyer la politique du gouvernement ni même pour favoriser l'élection ou réélection de tel ou tel député ou sénateur.

Elles sont là comme supplétifs qu'on utilise occasionnellement quand le chef de l'Etat est en tournée en province. Le maire lui ne perçoit qu'un petit salaire minable du ministère de l'intérieur et qui ne suffit même pas de subvenir à ses propres besoins. Du coup, la corruption et le trafic d'influence deviennent la règle. Du pouvoir économique, non plus ils n'en ont pas. Deux ou trois municipalités haïtiennes seulement sont autorisées à lever des impôts ou taxes. Les mairies haïtiennes n'ont pas de budget annuel d'investissement. Tout dépend du gouvernement, du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales. Et bien sûr du bon vouloir du Palais national.

Elles n'ont même pas de budget de fonctionnement. Les rares personnels perçoivent leur pitance du ministère de l'intérieur qui l'envoie à la mairie. Bref, les municipalités ne gèrent aucun vrai projet de développement local. D'où la grande influence des organisations non gouvernementales (ONG) partout dans le pays. En province en effet, les mairies ne s'occupent pas vraiment de la voirie. Le ramassage des ordures ménagères se fait de manière aléatoire. Tantôt avec l'aide d'une ONG, tantôt avec le concours d'un pays étranger. D'ailleurs, à Port-au-Prince comme en province ce n'est pas rare de voir un vieux camion de la voirie bon pour la casse arborant fièrement cet écriteau : don de Taïwan ou du Japon. Parfois, le nom de la ville bienfaitrice s'affiche en caractère gras. Les maires haïtiens ne représentent personne. Ni leurs administrés ni leur ville. Personne ne les prend au sérieux, ni la population ni les autorités politiques.

Au niveau du budget annuel de la République dans lequel il y a toujours une ligne relative au développement des communes, ce sont en vérité les députés qui disposent de ce pactole. Cette ligne budgétaire prévue par l'exécutif, défendue et votée par le Parlement, finit dans les poches des députés. Entre l'exécutif et législatif un deal a toujours été trouvé afin que cet argent sert de préférence l'intérêt des parlementaires et du pouvoir. C'est donnant-donnant. Les municipalités ne reçoivent que des miettes. Ne disposant d'aucun pouvoir économique ni de pouvoir politique, être maire en Haïti se résume à un titre quasi honorifique sans grandeur ni honneur aux yeux de la société.

Alors on ne s'étonnera point que les citoyens ou personnalités ayant un certain bagage intellectuel ou de réelles compétences dans le domaine politique ou dans la gestion des affaires privées ou publiques ne s'intéressent guère à une fonction qui, en définitive les dessert plus qu'elle leur en rapporte. D'où la sonnette d'alarme que font retentir certains citoyens face à cette aberration politique. Sachant que la gouvernance locale est la première voie de réussite de tout bon projet de développement durable, les pouvoirs publics haïtiens devraient redéfinir leur politique vis-à-vis des collectivités territoriales et locales s'ils veulent que leurs projets atterrissent vraiment. Car, c'est l'une des meilleures conditions de création de richesses au profit de tous, pas seulement pour quelques copains et amis.

C.C

Suite de la page (20)

L'écriture automatique décrite par André Breton et Philippe Soupault s'apparente à un exercice lustral qui permet à l'esprit de s'évader de la pensée rigide. Le poète écrit sans même regarder le papier, méthode aussi utilisée par les psychologues, les parapsychologues et les médiums. Mais, cette célèbre pratique poétique ne paraît pas avoir été inventée par les surréalistes. Car le philosophe critique et historien français, Hyppolite Taine, qui s'impose par la puissance de son intelligence et l'ampleur de sa culture, en donne un exemple édifiant dans « De l'intelligence », publiée en 1878, fruit de dix ans de travail et aboutissement de la psychologie matérialiste.(6)

« Il y a une personne qui, en causant, en chantant,
écrit sans regarder son papier des phrases suivies
et même des pages entières, sans avoir conscience
de ce qu'elle écrit ».
(*Chants de rêves, cris d'espoir*…, p .113)

En parlant de l'écriture automatique, Nancy Turnier-Férère a su inclure les enrichissantes expériences ou séances de travail qui ont révélé une sorte de fécondité de l'insolite. Révolte pure et totale qui nous impose une profonde désagrégation du langage, une refonte ou une déconstruction qui nous incline vers une exploration systématique de l'inconscient ou à un pur automatisme psychique. Ainsi, « Le cadavre exquis boira le vin nouveau » deviendra-t-il l'un des meilleurs paradigmes de ce jeu irrationnel collectif de l'alternance où chacun posait sa pierre avec patience à la construction de cette cathédrale de l'inconscient, doté d'un pouvoir cathartique. Le refoulement qui devenait pathologique ne pouvait être évacué que par l'intervention libératrice de la psychanalyse. Cette dernière intervenait comme moyen de libération de l'inconscient et utilisait le rêve comme une sorte de défoulement naturel (7), voire thérapeutique.

Le surréalisme a exercé un charme particulier et un rayonnement incontestable provenant de sa démarche onirique qui tendait à percer les rêves pour interpréter les pulsions de l'inconscient. Cette technique d'exploration de l'inconnu a fini par mettre en lumière de mystérieuses correspondances entre l'univers et la conscience humaine. Si Aragon décrit « l'épidémie de sommeil qui s'abat sur les surréalistes » dans *Une vague de rêves* (1924) ; Pierre Reverdy fera du « rêve, la roue libre de l'esprit » ; Nadeau relèvera la ressemblance de la vie au rêve dans *Histoire du surréalisme* (1964) et Nancy Turnier-Férère aura raison de penser que Paul Eluard rêvait en rédigeant *Capitale de la douleur* (1926).

Le surréalisme, mieux, ses plus grands maîtres n'ont pu se préserver de l'engagement et de la lutte idéologique de l'entre-deux-guerres. Breton, Aragon, Eluard, Péret et Unik, presque tous, ont eu de tumultueux rapports avec les partis politiques et essuyé de grandes déceptions dans ce domaine. Le surréalisme s'est proclamé mouvement de rupture et de révolte dès l'origine ; ses adeptes ne sauraient ne pas participer à la révolution universelle qui devait libérer l'être, choix très douloureux et incontournable à cette époque d'effervescence idéologique planétaire.

Il faut reconnaître que les vagues du surréalisme ont transcendé les frontières de l'Hexagone pour se répandre dans le monde. Jamais autant de femmes auront adhéré avec une passion aussi ardente à un mouvement de l'esprit. Des artistes, peintres, écrivaines, romancières et poétesses se joignent à cette promotion irréversible : Leonora Carrington (1917-2011), Valentine Gross Hugo (1887-1968), Frida Kahlo (1907-1954), Jacqueline Lamba (1910-1993), Valentine Boué (1898-1978), Gisèle Prassinos (1920) pour accomplir des œuvres remarquables. Les idées théoriques de Breton séduisent de nombreux groupes d'intellectuels en Suisse, Angleterre, Espagne, Danemark, Etats-Unis (où il parle à la Voix de l'Amérique et à l'Université Yale), Mexique, Argentine, les territoires français d'outre-mer, les caraïbes francophones et singulièrement Haïti où elles deviennent de véritables catalyseurs de la crise de 1946. Il est difficile de reproduire l'incandescence de son plaidoyer au Rex Théâtre en faveur d'Haïti :

«… la condition de l'homme haïtien n'est pas seulement précaire, mais encore elle est pathétique. Le premier devoir de ceux qui, comme moi, ont été amenés à l'observer de près, doit être de la faire connaître au dehors et, tant dans cette France dont par le langage et le cœur vous restez si proche qu'à l'intérieur des organismes internationaux qui travaillent à assurer une meilleure répartition des biens de ce monde, d'attirer par tous les moyens appropriés l'attention sur elle, de faire prendre forme concrète à la sympathie élective qu'elle réclame. »(8)

Si le Dr. Pierre Mabille et André Breton ont été expulsés, il était déjà trop tard pour le gouvernement Lescot (15 mai 1941-11 janvier 1946) qui ne pouvait éviter la capitulation et la démission. L'intelligentsia, les étudiants et « les jeunes gens en colère » avaient gagné les rues et selon René Depestre : « Dès la première prise de parole d'André Breton, on sut qu'on était mûr pour déclencher en Haïti, avant la lettre, mutatis mutandis, un formidable « mai 68 » sous les tropiques ! ». (9)

On peut conclure sur le surréalisme par une vérité d'évidence établie dès l'éclosion du mouvement. A savoir, qu'il n'était pas exclusivement littéraire pour avoir embrassé depuis le romantisme l'évolution générale de l'esprit moderne et les enjeux d'ordre social, psychologique, moral, toutes les formes de l'expression artistique et « remis en question le langage autant que la signification de l'art ». Comme l'enseigne si bien André Breton dans un entretien radiophonique en 1952 : « C'est un préambule expérimental à la conquête effective d'une manière d'exister assumant tous les aspects de la vie… » (10) Une véritable tentative de démarche collective entreprise par des hommes et des femmes doués et de bonne volonté qui se sont lancés dans l'inconnu pour trouver du nouveau qu'ils ont voulu partager avec nous. Généreusement. A l'instar de Nancy Turnier-Férère.

Notes

1- Jean Paul Sartre, Pour une littérature engagée. Les Temps Modernes ,octobre 1945,cité par Gaëtan Picon dans Panorama de la nouvelle littérature française. Gallimard 1960.p.611.

2- Paul Aron, Denis Saint-Jacques et Alain Viala. Le dictionnaire du littéraire. Presses Universitaires de France, 2002, p. 573.

3-Philippe Van Tieghem. Dictionnaire des littératures. Presses Universitaires de France. R-Z.1968 p.3980-3981.

4- Ibidem A-C. p.183-184.

5-Lagarde et Michard. Collection littéraire 20e siècle. Bordas, 1969, p. 343.

6-Philippe Van Tieghem. Dictionnaire des littératures. Presses Universitaires de France.
R-Z. 1969, p. 124-125.

7-Lagarde et Michard. Collection littéraire 20e siècle. Bordas, 1969, p. 342.

8-André Breton au Rex Théâtre. Conjonction. Surréalisme et révolte en Haïti no 194 (avril, mai, juin 1992), p. 20.

9-René Depestre. André Breton à Port-au-Prince. Conjonction. Surréalisme et révolte en Haïti. No 193(avril, mai, juin 1992) p. 127.

10-Lagarde et Michard. Collection littéraire 20e siècle. Bordas 1969, p. 341.

Suite de la page (4)

peut que constater l'INDIFFERENCE des DIRIGEANTS envers surtout les habitants de Bainet.

En tout cas messieurs les dirigeants, si les Bainetiens, comme tous les citoyens du monde, remplissent leurs devoirs, ils pensent qu'en retour ils ont le droit de bénéficier des services de l'Etat.

En visitant les ruines de l'église paroissiale de St Pierre, qui est le bâtiment le plus important de la ville et la plus ancienne église de toutes les paroisses de Bainet, l'on constate la destruction causée par le tremblement de terre du 12 Janvier 2010, on a l'impression que c'est quelque chose qui vient de se produire hier quand trois ans après on ne sent pas, on ne voit pas une solidarité Bainetienne tant locale que de l'étranger ; ce qui ferait la preuve d'un esprit communautaire et de foi chrétienne. D'après le Révérend Père LOUIDERS JEAN PIERRE curé de la paroisse, une entreprise a réclamé $50000 US pour la démolition des ruines du bâtiment. Mais il n'a même pas 50 gds. Une fraternité Bainetienne d'ici et de l'étranger peut seule sauver ce qui doit l'être, spécialement l'église St Pierre.

Ainsi, après tout ce qu'ils ont essayé sans succès, les Bainetiens doivent pouvoir tirer la leçon de toutes les tragédies qu'ils ont connues, pour choisir de continuer à se rencontrer afin d'échanger leurs idées, leurs connaissances et leurs moyens, pour reconstruire une communauté vivante.

L'avenir saluera le courage de tous ceux et celles qui réaliseront enfin cette "tête ensemble" dans un grand élan de fraternité avec le concours de leurs dirigeants pour résoudre leurs problèmes d'infrastructures routières, de projets de développement de la ville, l'agriculture, l'éducation, une bibliothèque qui contribuera à l'enrichissement intellectuel, un bon terrain de football dans cette ville où est né Henry FRANCILLON, l'artisanat et un plan efficace d'urbanisation qui empêchera l'extension anarchique de la ville de Bainet.



Une vue de la dégradation de l'environnement à Bainet

L'avenir est à gagner

Dans cette localité datant de 3 siècles, on est surpris de se voir à côté d'une telle paralysie de développement déjà signalée: absence de routes, rares entreprises, agriculture négligée, éducation moyenne, évasion résolue des citoyens de tous niveaux etc. Oui, l'on s'attend de voir quelle vraie offre d'investissements, dans différents domaines parviendra aux Bainetiens. A titre d'exemples: un trafic maritime au moyen d'un bateau bien équipé assurant le va-et-vient ainsi que de promeneurs que de commerçants; la production végétale et animalière, relancée surtout par le financement et l'irrigation; l'amélioration de l'électricité par des éoliennes facilitée par la mer proche, des logements d'accueil, quoique sans luxe, mais confortables grâce à la présence d'une banque, d'un cybercafé, d'une police efficace, et surtout d'une plage moderne avec un restaurant, etc…

Toutes ces offres ne feraient qu'attirer les visiteurs de partout et Bainet ne tarderait pas à devenir la voisine et l'égale de Jacmel. Les décideurs, certes, chercheraient à s'assurer des supports et de la collaboration efficace des responsables publics connus pour leur honnêteté leur civisme et leur dévouement! " Time is money" dit on et les 600,000 habitants de Ste Etienne à Bainet ne feront qu'accélérer la marche vers le changement qu'ils attendent depuis si longtemps.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

DRIVERS
Drivers HOME WEEKLY & BI-WEEKLY EARN $900- $1200/WK BC/BS Med & Major Benefits. No Canada, HAZMAT or NYC! SMITH TRANSPORT 877-705-9261

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
AIRLINE CAREERS begin here– Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students– Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

HELP WANTED
HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk Only. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In-Service, Direct Deposit, FAMILY AIDES, INC. Nassau 516-681-2300, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741-9535, Queens 718-429-6565

LAND FOR SALE
LENDER MUST SELL SHORT! HISTORIC CATSKILL MOUNTAIN FARM 10/5-10/6. Over 1,000 acres in JUST 32 Parcels! 5-147 acres tracts 50% Below Market Prices! 2-1/2 hours NYC, Gorgeous Views, Farmhouses, Springs & Ponds! Call (888)905-8847 register at www.newyork-landandlakes.com take virtual tour NOW! 347-379-5765.

LAND FOR SALE
NY LAND BARGAINS- Oneonta Area 30.7 acres woods, fields, stream $89,000. 5.97 acres two-story barn $52,000. 2.74 acres great views $25,000. Owner financing www.helderberg-realty.com CALL: 518-861-6541

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com.

REAL ESTATE
Annual Outer Banks Parade of Homes Oct.10-13. 22 Homes from Corolla to Manteo. Take the preview tour at www.obhomebuilders.org then come visit!

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419

WANTED
WANTED: Pre-1975 Superhero Comic Books, sports, non sports cards, toys, original art & celebrity memorabilia especially 1960's. Collector/Investor, paying cash. Call Mike: (800)273-0312, mikecarbo@gmail.com.

Nancy Turnier-Férère: l'art, l'esthétique et la mission pédagogique

Par Frantz-Antoine Leconte (Ph.D.)

Nancy Turnier-Férère, poète et peintre, manie la plume et le pinceau, les mots et les couleurs avec autant de grâce et de sagacité. Dans *Chants de rêves, cris d'espoir et mes impressions du surréalisme* (2012), elle puise le courage de voyager très loin pour cueillir « des nids d'abeilles », à la montagne pour faire « une gerbe embaumée », près de profondes falaises pour « épicer cette flamme en éruption ». Plus loin dans les champs, dans les vallées sauvages, elle sait affronter les pluies, les tempêtes, les tornades et les cataclysmes « pour tisser ce bel amour ». Engendrer ce rêve de deux corps en fusion, engagés dans une euphorie triomphale et un bonheur vertigineux qui entraînent aussi « deux cœurs embrasés vers l'avenir et l'infini ».

Alors que cette irréductible inspiration de la muse, qui parcourt fiévreusement les pages de « Chants de rêves, cris d'espoir », mérite beaucoup d'intérêt et d'admiration, j'ai choisi plutôt de faire un compte-rendu de la dernière partie du livre « Mes impressions du surréalisme », un essai à la fois, éloquent et fouillé.

L'art retrouve toute son importance ici, sans même vouloir penser à la pratique sociétale à laquelle il peut être soumis. Il a sa vie propre qui ne recommande ni une irrémédiable insularité de l'être, ni un texte à l'altitude des nuages qui rendraient l'incantation poétique inintelligible ou sans de véritable correspondance avec la réalité du quotidien. Jean Paul Sartre encourage l'écrivain à s'engager dans les luttes de son temps et de son milieu dans un célèbre article *Pour une littérature engagée* paru dans *Les Temps Modernes* : « Puisque l'écrivain n'a aucun moyen de s'évader, nous voulons donc qu'il embrasse étroitement son époque ; elle est sa chance unique : elle s'est faite pour lui et il est fait pour elle. » (1)

Nous avons aussi appris que la vie de l'esprit est inséparable des lieux où elle s'exerce.(2) Il subsiste heureusement une classe d'artistes et d'écrivains attentifs qui atteignent une admirable esthétique tout en reconnaissant que l'homme n'est pas séparé du reste de l'humanité, que l'art existe dans et pour la société dont il fait partie. Je peux déclarer sans doute que Nancy Turnier-Férère appartient à cette catégorie qui travaille inlassablement l'esthétique tout en lui assignant une mission d'ordre sociétal, sinon pédagogique. « Mes impressions du surréalisme » nous en apporte une savoureuse célébration de l'esprit à partir de l'hommage rendu à André Breton. Nancy T-Férère a su dégager à bon escient l'importance de Breton dont les pensées libertaires ont fait de l'homme un grand mage, mais surtout un mage fondateur. Un guide dont les œuvres ont changé à jamais l'univers des lettres et surtout de la poésie.

Si le surréalisme, par une véritable explosion, a éclipsé les mouvements qui l'ont précédé dans le monde de la pensée pendant de longues années, Nancy Férère, en revanche, a su identifier les apports multiples qu'elle a reçus. D'abord du dadaïsme, la très importante contribution de Tristan Tzara et du groupe de ses collègues de Zurich. Ses relations avec le mouvement surréaliste furent fertiles en crises et il a fini, par la force des choses, par perdre le contrôle de l'insurrection intellectuelle qu'il avait fomentée. Mais, le salut lui viendra, comme pour Eluard et Aragon, par l'engagement politique qui saura résoudre de profondes contradictions, tout en créant d'autres.(3)

Un autre participant d'envergure, Guillaume Apollinaire, « a démontré qu'il était possible de restaurer la poésie sur la scène en la laissant s'ébattre en toute liberté dans le burlesque ».(4) *Les mamelles de Tirésias* (1917), une sorte de présentation ubuesque, liée à des effets de grossissement théâtral et à une langue originale, a eu une réception assez nuancée, quoique l'hybridité de la pièce ait annoncé un art très novateur.

Nancy Turnier-Férère

Loin de ce drame de la métamorphose se présente Maurice Nadeau. Par une monumentale histoire du surréalisme, il a sans doute apporté une considérable contribution en éclairant beaucoup de zones d'ombre de ce mouvement en poésie, dans le roman et au théâtre.

Quant à la définition du surréalisme, elle a reçu une exemplification adéquate et de suffisantes illustrations, considérant le peu de pages qu'on lui a consacrées dans *Chants de rêves...* C'est logique de commencer par le commencement : André Breton. Il a pu organiser le grand rassemblement autour du mouvement par son dynamisme, son pouvoir de persuasion, sa profonde conviction et surtout le manifeste de 1924. De ses textes, on a pu en relever cet automatisme de l'art qui exprime le fonctionnement de la pensée sans le contrôle de la raison, ni préoccupation esthétique ou morale.(5)

Louis Aragon, poète, romancier et essayiste. Son insolence d'enfant terrible fit merveille dans les manifestations tapageuses de Dada et la première campagne du surréalisme. Ce mélange de virtuosité de l'écriture, de la quête du merveilleux et de révolte anarchiste le propulse au premier rang. Mais, le socialisme viendra réorienter la vie et les œuvres d'une façon radicale.

Le docteur Réginald Crosley, illustre poète, essayiste et métaphysicien, survivant de Haïti littéraire, jette encore un nouvel éclairage quand il fait du surréalisme une école de psychologie désireuse de conquérir l'être : « Le surréalisme apparaît aussi comme une école de recherches psychologiques, le poète fait un travail de laboratoire. J'ai cherché et continue à chercher une vision globale de l'être : science, philosophie, théologie me permettront d'entrer dans la totalité de l'être en poésie. (Chants de rêves, cris d'espoir, mes impressions du surréalisme (2012) p. 113.

Suite à la page (18)